N° : 24

By Lodj

27 03 26

DÉBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES IDÉES EN RÉPONSE !



BILLET

Moscou tente d'enliser le conflit en Iran, comme Washington l'avait fait en Ukraine..

GUERRE CONTRE L'IRAN

ET SI JE N'AVAIS RIEN COMPRIS !

CHRONIQUEURS

La prudence stratégique des monarchies du Golfe : un calcul vital face à l'Iran et aux incertitudes américaines...

EXPERTS

Le Rapport Mondial sur le Bonheur 2026 : il ne suffit pas d'être riche pour devenir heureux !

ROOM

Iran : Après le nouveau volte-face de Donald Trump , faut-il craindre le pire !?

VERSION NON -COMMERCIALE

WWW.LODJ.MA

WWW.PRESSPLUS.MA

By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma

SOMMAIRE

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

ÉDITO D'OUVERTURE 04

CHRONIQUEURS INVITÉS 06

EXPERTS INVITÉS 26

QUARTIER LIBRE 34

ROOM 56

BILLET 62

IDÉBATS By Lodj

Imprimerie Arrissala

IDÉBATS 24 MAR | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSAID - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA
Retrouver tous nos anciens numéros sur :
www.pressplus.ma

EDITO

GUERRE CONTRE L'IRAN : ET SI JE N'AVAIS RIEN COMPRIS !

Et si le vrai moteur n'était ni la morale ni la Palestine, mais l'architecture d'un nouvel ordre régional ?

Derrière les frappes, les menaces et les discours martiaux, une autre lecture apparaît. Celle d'un enchaînement stratégique où Washington cherche à monnayer sa protection, Israël à neutraliser sa menace existentielle, et les monarchies sunnites à contenir l'Iran sans assumer le coût direct d'une guerre totale. Une hypothèse n'explique pas tout. Mais elle éclaire beaucoup.

Et si je n'avais rien compris !

Au fond, la question n'est pas de savoir si tout cela relève d'un "complot secret" parfaitement ficelé. La vraie question est plus simple, et plus redoutable : existe-t-il une convergence d'intérêts entre Trump, Israël et plusieurs monarchies du Golfe pour remodeler la région autour d'un affaiblissement durable de l'Iran ? À ce stade, les faits disponibles ne permettent pas d'établir l'existence d'un pacte clandestin du type "normalisation contre destruction du croissant chiite".

En revanche, ils montrent clairement un faisceau d'intérêts convergents, économiques, militaires et géopolitiques.

Le premier élément, c'est Trump lui-même. Lors de son premier mandat, il a fait des accords d'Abraham un trophée diplomatique majeur. Lors de son retour à la Maison-Blanche, son premier grand déplacement international a bien été dirigé vers le Golfe, avec une priorité assumée : investissements massifs vers les États-Unis, contrats commerciaux, accords de défense et réaffirmation du lien stratégique avec l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats. La Maison-Blanche a revendiqué plus de 2 000 milliards de dollars d'engagements économiques régionaux, dont 600 milliards annoncés avec Riyad, 1,2 trillion d'échanges économiques avec le Qatar, et plus de 200 milliards en nouveaux accords avec les Émirats.

Le deuxième élément, c'est Israël. Pour l'État hébreu, l'Iran n'est pas un dossier parmi d'autres. C'est la menace structurante : nucléaire, balistique, réseaux alliés dans la région, profondeur stratégique hostile. Dans ce contexte, toute reconfiguration régionale qui isole Téhéran, fragilise ses relais ou réduit sa capacité de nuisance est perçue à Jérusalem comme un gain stratégique majeur.

Reuters rapportait encore le 24 mars 2026 que, selon de hauts responsables israéliens, Trump paraît déterminé à obtenir un accord avec l'Iran pour mettre fin aux hostilités, même si la réussite d'un tel processus reste jugée incertaine côté israélien. Cela dit une chose essentielle : même lorsqu'il parle de deal, Washington reste pris entre sa logique transactionnelle et la lecture sécuritaire israélienne.

Le troisième élément, ce sont les monarchies sunnites. C'est ici que l'intuition est la plus forte, mais aussi celle qui demande le plus de nuances.

Oui, l'Arabie saoudite et d'autres États du Golfe voient l'Iran comme une menace systémique.



Oui, ils ont intérêt à l'endiguement du "croissant chiite".
Oui, leurs intérêts stratégiques peuvent converger ponctuellement avec ceux d'Israël contre l'expansion régionale iranienne.
Mais non, cela ne signifie pas automatiquement qu'ils souhaitent une guerre totale menée à leur place par les États-Unis. Reuters a montré ces derniers jours que les États du Golfe ont au contraire averti Washington qu'une escalade contre les infrastructures iraniennes pourrait provoquer des représailles massives sur leurs propres installations énergétiques et de dessalement. Autrement dit : contenir l'Iran, oui ; brûler avec lui, non.
C'est là que la lecture purement confessionnelle, "sunnites contre chiites", devient insuffisante. Bien sûr, la fracture confessionnelle existe et pèse sur les imaginaires politiques de la région. Mais les États agissent d'abord selon une logique de survie, de puissance et de coût. L'Arabie saoudite ne raisonne pas seulement en sunnite face au chiite ; elle raisonne en puissance régionale exposée, dépendante de ses infrastructures, soucieuse de sa stabilité interne et de son attractivité internationale. Les Émirats et le Qatar suivent la même logique de sécurité matérielle. Quand les missiles volent, les raffineries, les terminaux, les hubs aériens et les usines de dessalement deviennent plus importants que les slogans.

Reste alors la question centrale : la normalisation saoudo-israélienne dépend-elle surtout de l'Iran, ou de la Palestine ? Officiellement, la réponse saoudienne est sans ambiguïté. Riyad a répété qu'il n'y aurait pas de relations diplomatiques avec Israël sans création d'un État palestinien, ou au moins sans trajectoire crédible en ce sens. Reuters l'a rapporté à plusieurs reprises, y compris en réponse directe à des déclarations de Trump et de Netanyahu. Il serait donc inexact de dire que les Saoudiens ont publiquement remplacé la condition palestinienne par une condition iranienne.

Mais l'erreur inverse serait de prendre cette position publique comme l'unique vérité stratégique. Car dans les calculs réels, le dossier iranien structure une grande partie de l'équation. Une Arabie saoudite qui se sentirait mieux protégée, un Iran affaibli, des garanties américaines consolidées et une région davantage verrouillée par Washington changeraient mécaniquement le contexte de la normalisation. En d'autres termes, la Palestine reste la condition officielle ; l'Iran pèse comme variable décisive de l'arrière-plan. C'est moins un marché occulte qu'un empilement d'intérêts tacites.

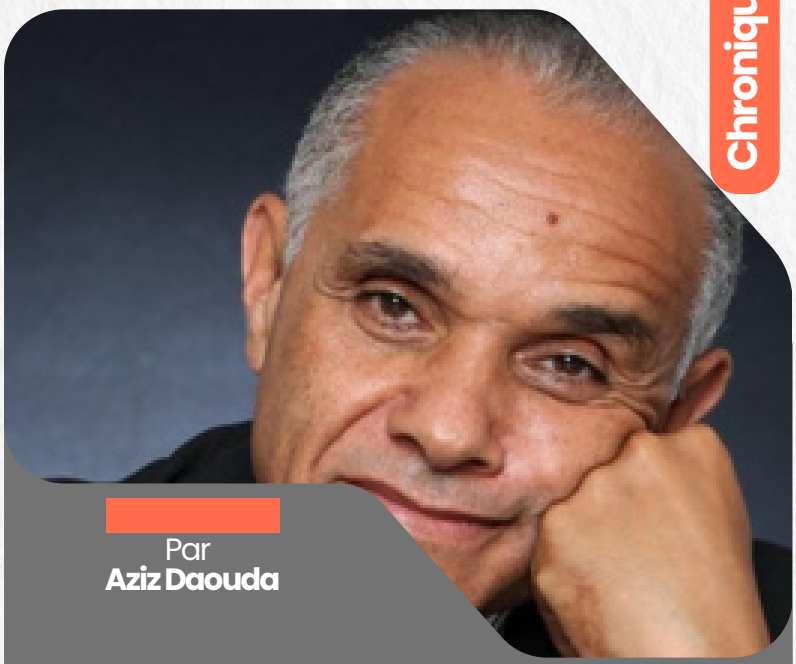
La thèse la plus solide n'est donc pas celle d'un "deal secret" simple. Elle est plus subtile, et peut-être plus inquiétante.
Trump cherche à convertir le parapluie militaire américain en capitaux, en achats d'armes et en influence diplomatique.
Israël cherche à transformer la lutte contre l'Iran en principe organisateur du nouvel ordre régional.
Les monarchies du Golfe, elles, veulent profiter de cette architecture pour réduire la pression iranienne, mais sans s'exposer à un embrasement incontrôlable. Chacun avance avec ses objectifs propres. Et c'est précisément cette asymétrie qui rend la situation instable.



Alors non, l'expression "Et si je n'avais rien compris !" n'est pas si évidente
Elle a probablement identifié la colonne vertébrale du moment : derrière les discours officiels, il y a bien une tentative de réorganiser le Moyen-Orient autour d'un axe de sécurité anti-iranien, financé par les monarchies du Golfe, garanti par Washington et stratégiquement souhaité par Israël.
Là où il faut être précis, c'est que cette mécanique ne remplace pas totalement la question palestinienne, et qu'elle ne prend pas la forme d'un pacte unique signé dans l'ombre.
C'est plus flou, plus transactionnel, plus cynique aussi : une convergence d'intérêts sans alliance parfaitement assumée. Et souvent, dans la géopolitique réelle, c'est exactement ainsi que commencent les grandes bascules.

par :
Adnane Benchakroun

LA PRUDENCE STRATÉGIQUE DES MONARCHIES DU GOLFE : UN CALCUL VITAL FACE À L'IRAN ET AUX INCERTITUDES AMÉRICAINES...



Par
Aziz Daouda

Les monarchies du Golfe : Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar ou Koweït, incarnent une vulnérabilité stratégique critique.

Leur faible profondeur territoriale et l'étroitesse de leurs démographies respectives exposent des infrastructures vitales : aéroports, ports, raffineries, terminaux gaziers, sièges de grandes entreprises, à des frappes rapides d'ennemis potentiels de la région et d'ailleurs.
L'Iran, par exemple, avec son arsenal de missiles balistiques, de drones et de forces navales asymétriques, le caractère belliqueux de la philosophie de son régime, peut les paralyser en un clin d'œil. L'attaque de 2019 contre les sites pétroliers d'Aramco à Abqaiq et Khurais en est la preuve irréfragable : la production saoudienne avait alors chuté de moitié.

À la surprise des Saoudiens, les Américains sont restés évasifs et n'ont presque pas riposté, en tout cas, pas de manière claire et directe. Pour Riyad, ce silence fut un signal édifiant : les alliés ne sont plus infaillibles. Les accords signés peuvent rester lettres mortes par la volonté de l'une des parties, en fonction bien évidemment des intérêts du moment et des circonstances changeantes.
Une méfiance croissante quoique non déclarée envers Washington s'était alors installée. Les engagements, accords et promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Depuis deux décennies, la confiance des capitales du Golfe envers les États-Unis s'effrite chaque jour un peu plus.

Le retrait d'Irak en 2011, l'absence de réaction forte après les attaques de 2019 et le chaos afghan de 2021 ont gravé une leçon que les concernés ont parfaitement intégré : Washington se désengage quand le coût monte.
Cette incertitude incite donc à la prudence face à une guerre ouverte avec Téhéran. Cela risque sans doute d'être encore une fois le cas aujourd'hui, alors que la hantise d'une guerre longue et destructrice occupe tous les esprits.

Les risques d'un conflit prolongé sont plus que probables.
Une confrontation directe dégénérerait vite en conflit régional prolongé, à l'image de la guerre Iran-Irak (1980-1988), qui tua plus d'un million de personnes et ruina les deux belligérants.

Aujourd'hui, les enjeux seraient pires : destruction des infrastructures énergétiques, fermeture du détroit d'Ormuz, effondrement des investissements étrangers et fuite des capitaux de la zone.
Les dirigeants du Golfe, hantés par ces scénarios, priorisent la stabilité et courbent l'échine de façon intelligente.
Depuis longtemps, ils ont fait le choix de la priorité au développement économique ; un choix aujourd'hui mis à rude épreuve.

Les monarchies ont pivoté vers la transformation de leurs économies respectives :
Vision 2030 en Arabie saoudite, diversification aux Émirats, investissements qataris mondiaux et autres manifestations de dimensions universelles. Cela a besoin de confiance car il ne faut pas l'oublier ces économies là reposent sur la confiance en premier lieu.
Une guerre prolongée menacerait le tourisme, les mégaprojets comme NEOM ou les smart city.
Pour les monarchies du Golf, La doctrine est claire : la stabilité régionale première sur les affrontements idéologiques.
Ce virage s'incarne dans la réconciliation sino-médiée de 2023 entre Riyad et Téhéran, visant à réduire les tensions et à épargner les territoires du Golfe, qui refusent de devenir des champs de bataille indirects.
Aujourd'hui quoique menacées, bombardées, provoquées, les monarchies du Golf manifestent intelligemment leur Refus d'être entraînées dans un conflit qu'elles n'ont pas décidé.

Du moins jusqu'ici, car tout peut basculer à un moment ou un autre.

Malgré des coopérations discrètes en matière de sécurité, les pays du Golfe refusent d'être entraînés dans un conflit au profit d'Israël .
Ce dernier jouit d'une supériorité militaire et nucléaire, mais les ripostes iraniennes frappent aussi et surtout prioritairement les bases et infrastructures économiques et civiles arabes.

Les coûts retombent sur les Arabes, pas sur Tel-Aviv.

Les dirigeants des pays concernés ont appris la leçon. Ils ont vu ce qu'est advenu l'Irak, la Syrie, la Libye et le Yémen, où ces guerres par procuration entre puissances ont laissé des États exsangues, présentent les pièges qu'induit fatalement l'embrasement.

Dans ces dynamiques, le Maroc allié stratégique et très écoutant des pays du Golf, émerge comme un acteur de désescalade.

Sous l'impulsion du roi Mohammed VI, la modératrice du Maroc prône la stabilité régionale, des solutions diplomatiques et la coopération Sud-Sud pour favoriser la reconstruction politique et les échanges économiques.

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier les contacts permanents de Sa Majesté avec les sultans et émirs de la région.

C'est effectivement un calcul lucide alors que le Maroc est l'un des rares de la région à avoir volontairement coupé court à toutes les relations avec les Mollahs depuis déjà longtemps.
La prudence des États du Golfe transcende la simple méfiance envers les États-Unis.

Elle découle d'un calcul perspicace qui met en équation la vulnérabilité face à l'Iran, la fiabilité américaine incertaine, le risque d'une guerre ruineuse et la primauté du développement.

Leur mantra ? Éviter à tout prix de devenir le théâtre d'affrontements entre puissances régionales et autres lointaines.

C'est ainsi qu'il faut comprendre leur réserve et leur refus de riposter de manière impulsive. Avoir les nerfs à fleur de peau n'est pas ce qu'il faut.

Cependant les choses peuvent changer si l'Iran ne revient pas à la raison et laisse en paix une région qui, même hostile sur le plan idéologique, ne va jamais aller jusqu'à l'attaquer.

Elle n'en aura jamais les moyens sans alliés potentiels et n'a aucun intérêt à le faire avec l'aide d'autres parties.

Une telle situation serait ruineuse pour toute la région y compris l'Iran ; une éventualité que personne ne doit souhaiter, apparemment.



HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS... HIER L'UKRAINE, AUJOURD'HUI L'IRAN ?



Par **Aziz Boucetta**

Il était évident que cela se produirait, et cela s'est produit ! Et ce n'est que le commencement...

Plus de deux semaines après le déclenchement de ce qu'il faut bien appeler une guerre globale, ce qui devait arriver arriva, et les prix du carburant à la pompe ont amorcé leur mouvement ascendant, dont la courbe dépend plus des événements qui se déroulent à plusieurs milliers de kilomètres, à Ormuz, que d'une action locale marocaine. Quoique...

Au Maroc, nous n'avons pas de pétrole, alors nous essayons d'avoir des idées, comme on dit...
Et la meilleure de ces idées, à défaut d'être la seule, est au moins d'assurer des stocks significatifs pour les périodes de disette ou les moments de crise.

La gestion de ces stocks permet de différer les hausses ou de les ajuster pour en atténuer les effets.

Mais quel est l'état de nos stocks ?
De la réponse à cette question apparaîtra la degré de responsabilité de ceux qui sont en charge du secteur. Or cette réponse n'est pas au niveau de ce qu'elle devrait être. Les stocks de sécurité sont actuellement de 30 jours alors qu'ils devraient être au double.

Cela ramène aux discussions énervées de 2022 – pour ne pas remonter trop loin – quand, à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, les prix des carburants s'étaient envolés, entraînant dans leur sillage au Maroc ceux des produits de première nécessité.
A cette époque-là, le débat avait déjà commencé sur le non-respect des stocks stratégiques légaux de 60 jours et aussi, accessoirement, sur les impacts des hausses mondiales à la pompe, mais pas les baisses, ou avec des répercussions moindres sur les prix appliqués aux consommateurs.

Cette année, la guerre était prévisible malgré, ou à cause, de l'imprévisibilité de Donald Trump.
Il y a eu, voici neuf mois, la guerre dite des Douze jours et depuis le début 2026 et le stationnement de l'armada américaine au Moyen-Orient, la guerre actuelle, de haute intensité, était aussi attendue.

Les débats autour de la question des carburants a donc commencé dans les chaumières, mais aussi dans les rédactions, les universités, les salons huppés et les quartiers peu développés. On peut présumer qu'au sein du gouvernement aussi, les réflexions ont été menées.

Mais pour quel résultat ?
Il faut croire qu'aucune conclusion ni mesure ni décision ne sont sorties de ces cogitations ministérielles, et la preuve en est les longues queues qui se sont formées dans et autour de bien des stations-service dans bien des villes ; et lundi matin, les consommateurs ont pu constater une augmentation d'environ 2 DH du gasoil et de 1,5 DH pour le super sans plomb, soit une augmentation approximativement de 18 à 20%, d'un seul coup.

Et comme d'habitude, pas d'explications des instances responsables dans la capitale.

Cela pose plusieurs questions, ou plutôt les repose, avec toujours une faible probabilité d'avoir des réponses.

1/ Les marges des distributeurs.
Selon les différents rapports et notes des organes de gouvernance (Conseil de la concurrence, CESE, ...), il n'est pas tout à fait certain que les distributeurs répercutent les hausses dans leurs légitimes et légales proportions, sans ententes illicites.

D'où le problème du contrôle, plus sérieux et plus serré, de ces entreprises qui ont, rappelons-le, été épinglées pour entente voici quelques années...

2/ La fiscalité des produits pétroliers.
Entre TIC et TVA, l'Etat engrange davantage de ressources en cas de flambée des prix des carburants. Plusieurs solutions sont envisagées et proposées par les experts pour ajuster cette fiscalité sans préjudicier les ressources publiques. L'une d'elles consiste à ne pas toucher à la TIC mais revoir la TVA à la baisse.

3/ L'affaire de la Samir.
C'est un sujet que les services gouvernementaux et les compagnies pétrolières évitent soigneusement de débattre, alors même qu'ils sont sous le feu nourri du débat public et exposés à la suspicion citoyenne.
Pourquoi d'autres pays non producteurs disposent-ils de raffineries et que le Maroc ne se décide pas à ouvrir sérieusement la question de la Samir ? Y a-t-il un problème tu et/ou embarrassant ? Il semblerait que dans cette affaire, on ne nous dit pas tout. Mais ses remugles suintent...

4/ Le plafonnement des prix.
Il existe dans l'arsenal juridique marocain un article qui fixe et fige les prix, temporairement. Il s'agit de l'article 4 de la loi 104-12, qui permet à l'Etat de prendre des mesures temporaires contre des hausses de prix, pour une durée temporaire de 6 mois prorogeable une fois.
Cela devrait être suffisant pour amortir le choc de l'envolée des prix, ou pour permettre aux consommateurs de s'y faire.

5/ La taxation marginale et temporaire des superprofits, s'ils existent...
Cette mesure va très certainement revenir sur le devant de la scène. Elle a été appliquée dans bien des pays européens (Italie, Espagne, Grèce, Royaume-Uni, ...) pour soutenir l'effort de l'Etat à venir en aide aux plus désargentés, en taxant provisoirement et fortement les revenus excédentaires issus d'une conjoncture particulière et non des efforts des entreprises.

6/ La question des stocks stratégiques.
La loi 09-71 fixe les réserves à 60 jours minimum, alors qu'aujourd'hui, en pleine période de crise prévisible et prévue, ils ne sont que de 30 jours environ.

Au ministère, on laisse entendre qu'il n'y a aucun moyen de contraindre ces compagnies à se conformer à la loi. Une réelle volonté politique devrait pouvoir mettre ces compagnies, appelées « mastodontes », sous le contrôle public. La souveraineté énergétique, fruit de plusieurs cogitations gouvernementales et objet d'instructions royales, attendra encore...

7/... et, bien évidemment, la reddition des comptes.
Quand la loi n'est pas appliquée par celles et ceux qui le doivent sur plan gouvernemental, quand des entreprises font des ententes comme cela a été clairement dit par le Conseil de la concurrence, et quand dans le sillage de tout cela les prix explosent, le pouvoir d'achat plonge et le moral suit.

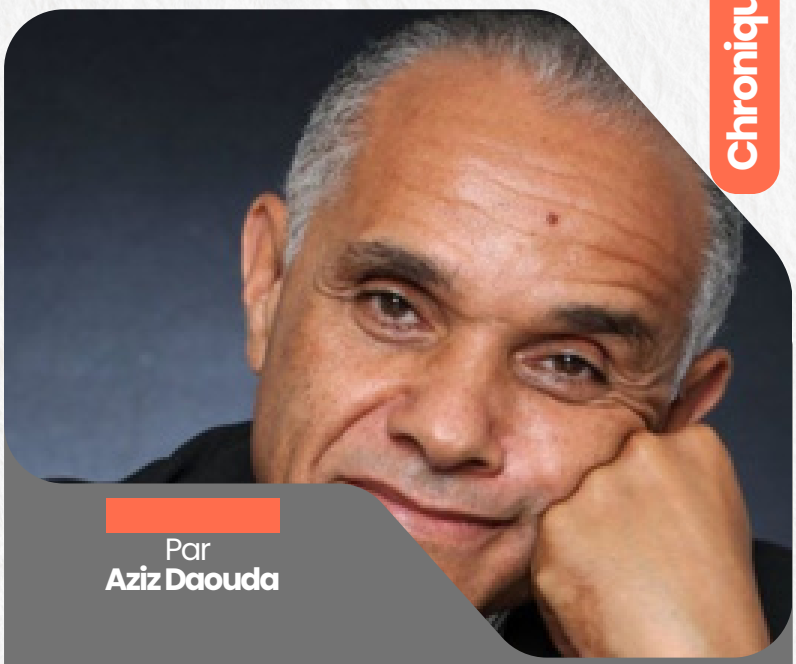
Doit-on encore prévoir une année difficile pour les ménages aux revenus faibles ou interémdiaires ?
Il semblerait que ce soit le cas, comme le laisse paraître cette première augmentation de 20%, alors que les cours mondiaux n'en sont qu'au début de leur augmentation, si la situation au Moyen-Orient se maintient ou s'aggrave.

Le Maroc officiel saura-t-il tirer les conséquences de ce qui s'est passé en 2022/2023, quand l'inflation énergétique s'était propagée et diffusée dans les autres produits, ouvrant la porte à ceux qu'on appelle désormais les « fraqchia » ?
Les partis formant la majorité feront-ils, cette fois, montre d'éthique politique ou se laisseront-ils réembarquer dans ce qui fut une complicité silencieuse, mais une complicité quand même dont ils devront rendre compte le jour venu ?

Réponse dans quelques jours ou quelques semaines.



FISCALITÉ PÉTROLIÈRE, EFFICACITÉ DES AIDES ET JUSTICE SOCIALE : QUELLE STRATÉGIE POUR LE MAROC FACE AUX CHOCS ÉNERGÉTIQUES ?



Par
Aziz Daouda

Au déclenchement de la guerre russo-ukrainienne, les marchés énergétiques mondiaux ont été brutalement déséquilibrés. Le baril a franchi des seuils historiques, entraînant une hausse immédiate des prix à la pompe dans les pays importateurs nets comme le Maroc.

Face à cette situation, le gouvernement a opté pour une aide directe aux transporteurs afin de contenir l'inflation et d'éviter la répercussion des hausses sur les prix des biens et services. L'expérience a néanmoins montré ses limites.

Malgré les subventions, les prix du transport ont bel et bien augmenté, entraînant dans leur sillage le coût de tous les produits et services.
Ce décalage entre l'intention et la réalité pose une question centrale : comment amortir efficacement un choc énergétique dans une économie libéralisée, sans creuser les inégalités ni alimenter les rentes ?

Le choix d'aider spécifiquement les transporteurs reposait sur l'hypothèse implicite que ces derniers joueraient le rôle d'amortisseur, en absorbant une partie de la hausse.

Or, dans un marché où les marges sont contraintes et la concurrence forte, il est économiquement rationnel pour les opérateurs de répercuter les coûts sur les tarifs, malgré le soutien public.

Plusieurs facteurs expliquent cet échec relatif :

- Absence de mécanismes contraignants. Aucune obligation stricte n'a empêché la répercussion des hausses sur les prix finaux.
- Effet d'aubaine. Certaines entreprises ont perçu les aides sans modifier leur politique tarifaire.
- Difficulté de ciblage. Les aides ont obtenu à un segment spécifique sans garantir un impact global et durable sur l'économie.

Ce constat est d'autant plus préoccupant que le Maroc reste fortement dépendant des importations de produits raffinés depuis la fermeture de la raffinerie Samir.

Aujourd'hui, les tensions autour du détroit d'Ormuz ravivent les craintes d'un nouveau choc pétrolier.

Ce corridor maritime, par lequel transite environ 20 % du pétrole mondial, constitue un point névralgique de l'approvisionnement énergétique mondial. Sa perturbation fait bondir les cours et, mécaniquement, les prix à la pompe au Maroc.

Les États à travers le monde ont adopté des stratégies variées, avec des résultats contrastés :
1. Le plafond des prix. L'efficacité est immédiate, avec des boucliers tarifaires sur l'électricité et le gaz, parfois accompagnés de plafonds sur les carburants.

Ces mesures contiennent l'inflation à court terme, au prix d'un coût budgétaire très élevé, d'un effet de désincitation à la sobriété énergétique et d'une aubaine pour les consommateurs les plus aisés.
2. Les transferts directs. Une réponse sociale mais imparfaite. Certains payent ont octroyé aux ménages des chèques énergie ou des aides forfaitaires.

Politiquement populaires, ces dispositifs sont souvent évoqués pour leur caractère inflationniste, leur manque de ciblage précis et le risque de nourrir une dépendance à des aides conjoncturelles.

3. La modulation fiscale, un levier structurel. Plusieurs États, comme l'Autriche, l'Espagne, l'Italie ou le Japon, ont choisi de réduire temporairement les taxes sur les carburants pour limiter la hausse du prix à la pompe.

Cette approche agit directement sur le prix final payé par tous les consommateurs, sans passer par des intermédiaires. Elle repose sur un principe de lisibilité et de partage de l'effort entre l'État et les usagers.
Dans le cas marocain, une partie significative du prix à la pompe est constituée de taxes : TIC et TVA notamment, qui impactent fortement le prix au litre et confèrent à l'État un levier majeur dans la formation des prix.
Réduire temporairement ces impôts reviendrait à instaurer un mécanisme explicite de partage du choc entre l'État et les citoyens, au lieu de concentrer l'aide sur un seul secteur.

Une telle option présente plusieurs avantages :

- Universalité : elle bénéficie à tous, du transporteur routier au salarié utilisant sa voiture pour se rendre au travail.
- Transparence : la baisse est visible immédiatement à la pompe, ce qui renforce la confiance et la lisibilité de l'action publique.
- Efficacité économique : elle réduit directement le coût du carburant.
- Justice sociale : en renonçant à une partie de la rente fiscale sur un produit devenu vital, l'État assume clairement sa part de l'effort.

La réduction ciblée et temporaire de la fiscalité pétrolière apparaît ainsi comme la solution la plus efficace et la plus démocratique pour amortir un séisme énergétique.
Cette piste n'est pas nouvelle dans le débat marocain, comme en témoigne le soutien généralisé via la Caisse de compensation, abandonné à partir de 2015.

L'allègement du coût du carburant par la subvention a déjà été mis en œuvre sans que les résultats espérés par la théorie ne soient atteints. Faut-il le rappeler ?
La réduction des taxes, si elle est décidée, ne peut être ni illimitée ni permanente, mais strictement encadrée dans le temps, calibrée en fonction des capacités budgétaires et articulée à une réforme plus large du marché des hydrocarbures (concurrence, marges, stockage stratégique, réouverture ou alternative à la capacité de raffinage nationale).

Autrement dit, la modulation fiscale ne doit pas être un réflexe de court terme, mais l'outil d'une stratégie globale de sécurité énergétique.

Le Maroc est devant un choix stratégique : persister dans la logique des aides ponctuelles aux transporteurs ou assumer un mécanisme de partage du choc via la fiscalité.

S'il opte pour le deuxième choix et s'il perd des recettes à court terme, il gagnera en cohésion sociale et en prévisibilité économique, avec trois enseignements majeurs :

- Privilégier les mécanismes directs via la fiscalité, déterminante du prix à la pompe, qui reste l'outil le plus efficace pour agir rapidement, universellement et de manière démocratique.
- Éviter les distorsions de marché. Des aides ciblées sans contrôle strict produisent des effets inverses à ceux recherchés ; elles alimentent des rentes sans garantir la protection du consommateur final.
- Penser le long terme. La question énergétique ne peut être dissociée de la souveraineté industrielle (raffinage, stockage) et de la résilience budgétaire de l'État.

Au-delà de la gestion conjoncturelle, c'est un véritable contrat social autour de l'énergie qu'il convient de repenser.
Dans un pays où la voiture est à la fois un outil de travail, un moyen d'accès aux services essentiels et un vecteur de mobilité, le prix du carburant est un enjeu profondément politique, au croisement de la justice sociale et de la soutenabilité budgétaire.

Plutôt que de multiplier les dispositifs ponctuels au profit d'un secteur particulier, le Maroc gagnerait à adopter une approche plus systémique, fondée sur la transparence fiscale, l'équité et l'efficacité économique.

La modulation des taxes sur les carburants, en tant que levier universel et immédiat, est plus conforme aux exigences démocratiques.

C'est une réponse plus crédible aux chocs présents et à ceux à venir.



LE DÉTROIT D'ORMUZ, VERROU STRATÉGIQUE DU GOLFE PERSIQUE

Artère maritime essentielle reliant le golfe Persique à l'océan Indien, le détroit d'Ormuz demeure l'un des points de passage les plus stratégiques de la planète.

Par cette voie étroite transitent chaque jour une part considérable des hydrocarbures mondiaux, faisant de ce corridor maritime un enjeu majeur des équilibres énergétiques et géopolitiques. Dans cette analyse, Mustapha Sehimi décrypte les dimensions juridiques, militaires et économiques de ce verrou stratégique où se croisent rivalités régionales, intérêts des grandes puissances et dépendance énergétique mondiale.



Par **Mustapha Sehimi.**

Le détroit tient son nom de la petite île d'Ormuz située sur sa rive iranienne.
Il permet le passage du golfe Persique au golfe d'Oman, puis à la mer d'Arabie et à l'océan Indien.

Avec Gibraltar, le Bosphore et Malacca (et le canal de Suez), c'est l'un des grands détroits de la planète.
Le trajet le plus court pour le franchir, qui correspond aussi aux eaux les plus profondes, longe la côte omanaise pour doubler le Ras de Musandam.

La taille croissante des navires qui le franchissent a amené, pour la sécurité du transit, au tracé de deux couloirs de navigation de deux milles (3,5 km) de large chacun, l'un montant, l'autre descendant.

Ces couloirs de navigation sont séparés par un couloir tampon de deux milles. Ces rails de navigation sont considérés comme étroits pour les supertankers, pour les porte-conteneurs ainsi méthaniers géants contemporains.

Le cœur pétrolier de la planète
Les sites énergétiques ciblés :Attaques de drones ou missiles recensées du 28 février au 11 mars 10h GMT, attribuées en orange à Israël ou les États-Unis et en vert à l'Iran ou alliés (Données cartographiques : OSM Sources : bureaux AFP, Acled, ISW-CTP)
En quoi le détroit d'Ormuz est-il stratégique ? C'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que la région du Golfe devient « le cœur pétrolier de la planète », en matière de réserves et de production de pétrole, puis de gaz.

Dès lors le détroit d'Ormuz est une artère vitale pour l'exportation des hydrocarbures de cinq des plus gros producteurs mondiaux (Arabie saoudite, Iran, Irak, Émirats arabes unis, Koweït).

Un tiers des hydrocarbures transportés par tankers dans le monde et un quart du gaz naturel liquéfié (GNL) transporté par méthaniers y ont transité.
Soit, en moyenne, 21% de la consommation mondiale de pétrole, 20 à 21 millions de barils par jour (brut, condensats et produits pétroliers).
Les États-Unis sont quant à eux devenus exportateurs nets de brut et de produits raffinés grâce à leur production de pétrole de schiste. Ils ne sont désormais plus dépendants du Golfe, lequel ne représente plus que 7 % de la consommation américaine.
La situation est bien différente pour l'Asie orientale qui est très dépendante du détroit d'Ormuz : 76 % des volumes de pétrole brut et de condensats y ayant transité en 2025 étaient destinés aux marchés asiatiques (Chine, Inde, Japon, Corée du Sud et Singapour).
Cela dit, de quelle souveraineté étatique le détroit d'Ormuz relève-t-il ? La circulation dans un détroit peut faire l'objet d'une convention internationale spécifique.

Ce n'est pas le cas du détroit d'Ormuz, qui est donc régi par le droit coutumier, et par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM), dite convention de Montego Bay.

Ce traité international a été négocié en Jamaïque en 1982, il est entré en vigueur en 1994 et est actuellement ratifié par 162 États, dont Oman.
Les États-Unis ne l'ont pas signé. Les Émirats arabes unis et l'Iran l'ont signé, mais ne l'ont pas ratifié.

Partage de souveraineté : Téhéran et Mascate

Cette convention internationale étend la largeur des eaux territoriales des États de 3 à 12 milles marins (environ 22 km).
Les eaux d'Ormuz se retrouvent dès lors juridiquement partagées entre le sultanat d'Oman et la République islamique d'Iran.
Téhéran et Mascate y exercent donc chacun leur souveraineté, en pleine coopération, organisant tous les ans des manœuvres navales conjointes sur la zone.

Ce bon voisinage peut surprendre, puisque le sultanat d'Oman s'est placé depuis 1970 sous un double parapluie militaire américano-britannique. Mais il résulte, à l'irritation non dissimulée des Saoudiens et des Émiratis, du réalisme du sultan d'Oman, à la tête d'un petit État de 7 millions d'habitants dont la localisation est éminemment stratégique.
Ces eaux territoriales sont ouvertes au « passage en transit ».

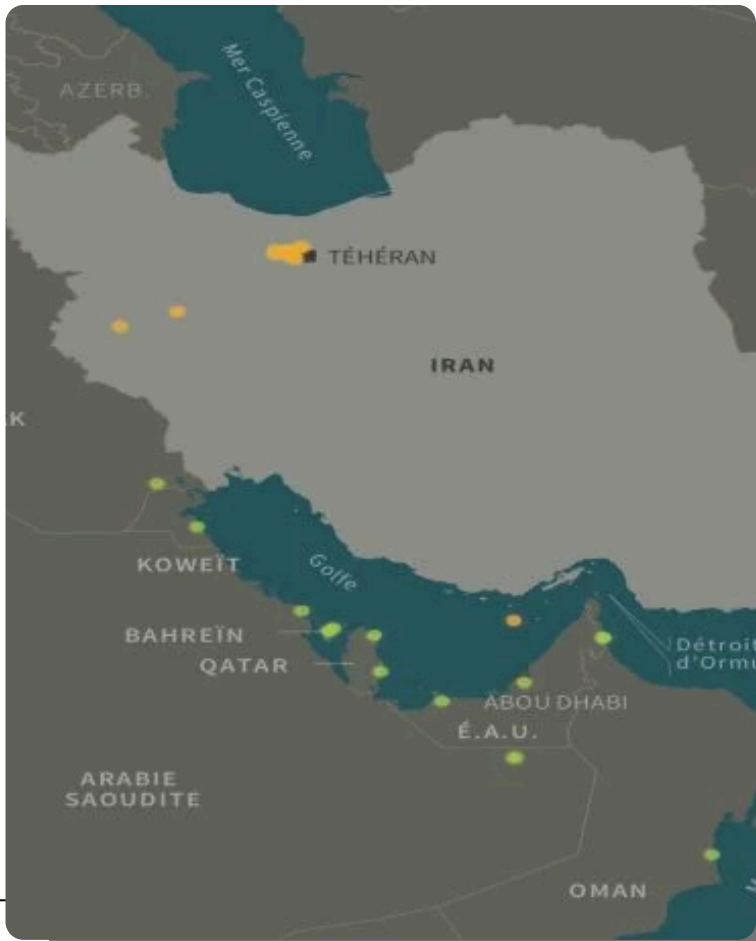
L'Iran ne peut fermer unilatéralement le détroit, en vertu du droit coutumier. Washington, non signataire de la convention de Montego Bay, ne reconnaît pas l'extension des eaux territoriales à 12 milles, et affirme donc que les voies de circulation du détroit d'Ormuz sont des eaux internationales.
Les contentieux géopolitiques entre les États-Unis et l'Iran peuvent dès lors prendre une dimension juridique autour d'Ormuz. L'Iran aurait-il vraiment intérêt à bloquer le détroit d'Ormuz ?
Depuis l'aggravation radicale des sanctions américaines en 2018 qui visent à étrangler son économie et à amener le régime à reddition, l'Iran agite de nouveau la menace d'une fermeture du détroit d'Ormuz.
L'objectif serait de paralyser les exportations des pétromonarchies du Golfe alliées de Washington, en rétorsion à l'impossibilité pour l'Iran de vendre ses hydrocarbures. Plusieurs obstacles géopolitiques et économiques atténuent néanmoins la menace.
D'une part, parce que 90 % du brut iranien passe par Ormuz : un blocage diminuerait donc plus encore les possibilités déjà réduites de l'Iran de vendre son brut à ses clients asiatiques.
D'autre part, parce qu'au moins deux producteurs proches de Téhéran seraient victimes de la fermeture: l'Irak, pour l'essentiel de son pétrole, et le Qatar, pour la totalité de son gaz.

« Guérilla sur l'eau »

Le corps naval des Gardiens de la révolution islamique occupe une place centrale dans la stratégie de défense iranienne en cas de conflit asymétrique - ce qui serait le cas si l'Iran devait affronter les Américains.

En surgissant au plus près des navires américains, ils ont démontré, à de multiples reprises dans la dernière décennie, une forte capacité de nuisance, s'exerçant ainsi à une forme non conventionnelle de « guérilla sur l'eau ».
Ils disposent pour cela d'une multitude de petits bateaux très rapides, armés de mitrailleuses et de missiles mer-mer ou portés à l'épaule, de nageurs de combat et de sous-marins de poche capables de mouiller ou de fixer des mines, voire disposant de torpilles, de petits hydroglisseurs et de drones armés.
Ces moyens sont autant de capacités de harcèlement contre de lourds tankers, ou des unités navales adverses qui devraient gérer des attaques en essaim.
À défaut d'une capacité de bloquer totalement le détroit, il s'agirait, dans une logique de dissuasion, de faire mesurer à l'adversaire et à ses protégés - mais aussi aux clients asiatiques - le prix économique et psychologique à payer en cas de conflit majeur.

Les opérations navales dans le détroit d'Ormuz ne seraient qu'une marche basse d'une éventuelle escalade qui impliquerait en dernier ressort les armes balistiques iraniennes. Lesquelles ne manqueraient pas de cibles dans la région, bases américaines, ou bases émiraties utilisées par les Américains.



Les États-Unis ont-ils vocation à garantir (seuls) la libre circulation dans le détroit d'Ormuz? Depuis 1945, la politique américaine répond à la nécessité de garantir, via ce détroit, un accès continu aux ressources pétrolières du Golfe, à des prix raisonnables et en quantités suffisantes pour couvrir les besoins des États-Unis et de leurs alliés.

D'où la cartographie américaine actuelle des bases aériennes (Irak, Koweït, Qatar, Émirats, Oman) et des bases navales (Bahreïn, Abou Dhabi, Fujairah, Oman).

Auxquelles s'ajoutent des implantations dans l'océan Indien (Diego Garcia), les bases navales britanniques (Bahreïn, Mascate, Douqm), et une base interarmes française (Abou Dhabi).

La région abrite la plus forte concentration de bases militaires au monde, qui s'ajoutent au surarmement des États de la région.

Avec la montée récente des tensions et des périls avec l'Iran, Washington a empilé des moyens supplémentaires en mer d'Arabie et dans le golfe Persique : renforts navals pour la Ve flotte, bombardiers lourds et avions furtifs, forces d'assaut terrestres, etc.

Il s'agit bien évidemment de créer un rapport de puissance écrasant face à l'Iran, et de (ré-)assurer la sécurité des protégés, les pétromonarchies grosses clientes du complexe militaro-industriel américain.
Il n'existe pas à l'heure actuelle d'alternative au franchissement maritime du détroit d'Ormuz, pour les hydrocarbures comme pour les conteneurs. Aucun État n'est certes en capacité de le bloquer durablement.

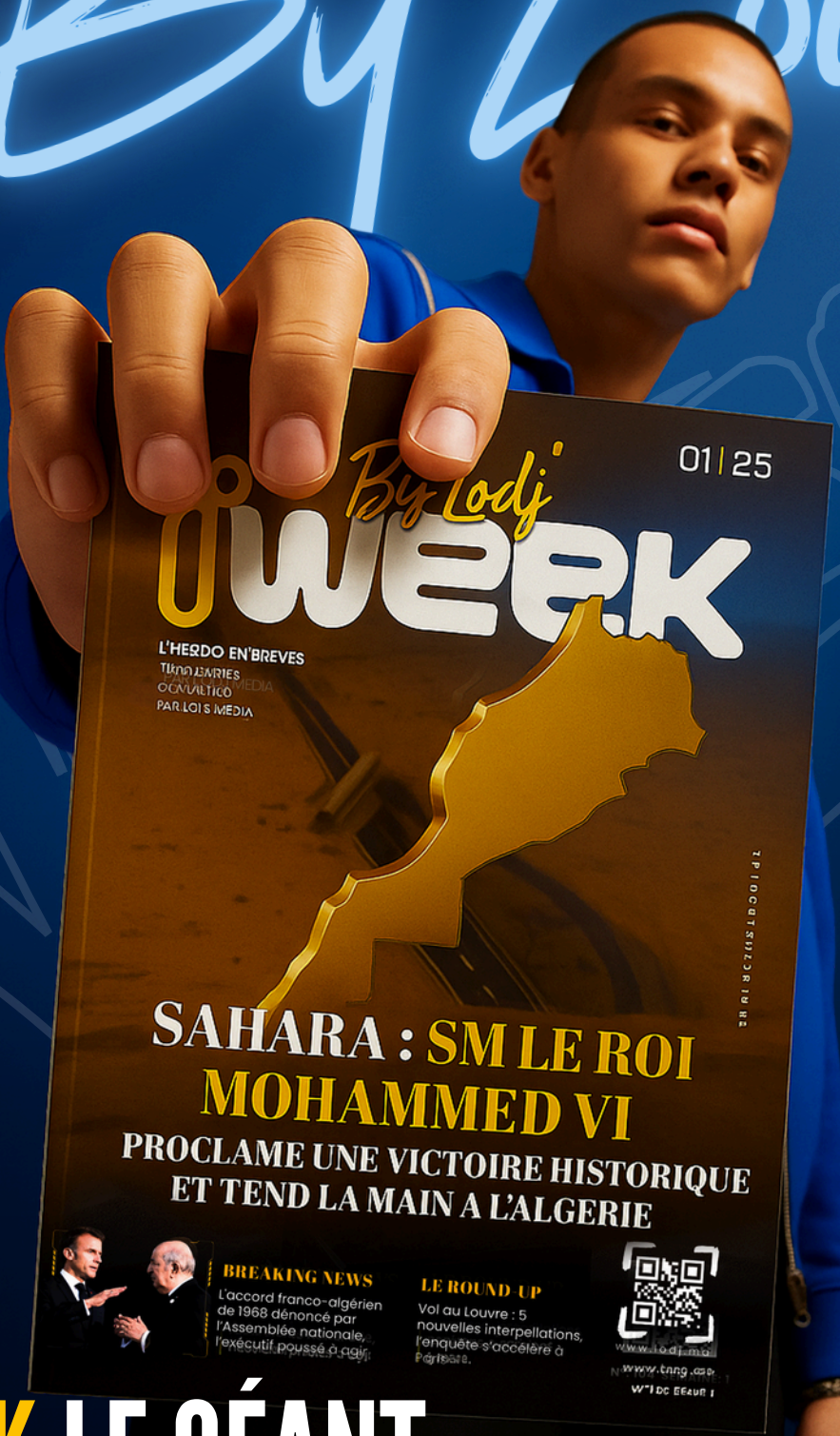
Mais des fermetures ponctuelles et répétées par le mouillage de mines, et donc des risques récurrents pour les navires, auraient des conséquences économiques majeures pour l'économie mondiale.

Moins par l'augmentation des primes d'assurance que par le risque d'un renchérissement brutal et durable des cours du baril.

Le détroit d'Ormuz reste donc un axe stratégique autour duquel des prises de risques mal calculées par les nombreux acteurs militaires présents sur zone pourraient générer un nouveau conflit majeur, à la fois régional et internationalisé.



By Lodj



IWEEK LE GÉANT DE L'ACTU

L'essentiel du Maroc et du monde

www.pressplus.ma

L'IRAN FACE À LA GÉOGRAPHIE : LA DANGEREUSE ILLUSION DE LA PUISSANCE...

Dans toute réflexion géopolitique sérieuse, il existe une donnée qui ne change jamais : la géographie. Les alliances évoluent, les régimes passent, les idéologies s'éteignent ou renaissent, mais la géographie demeure.

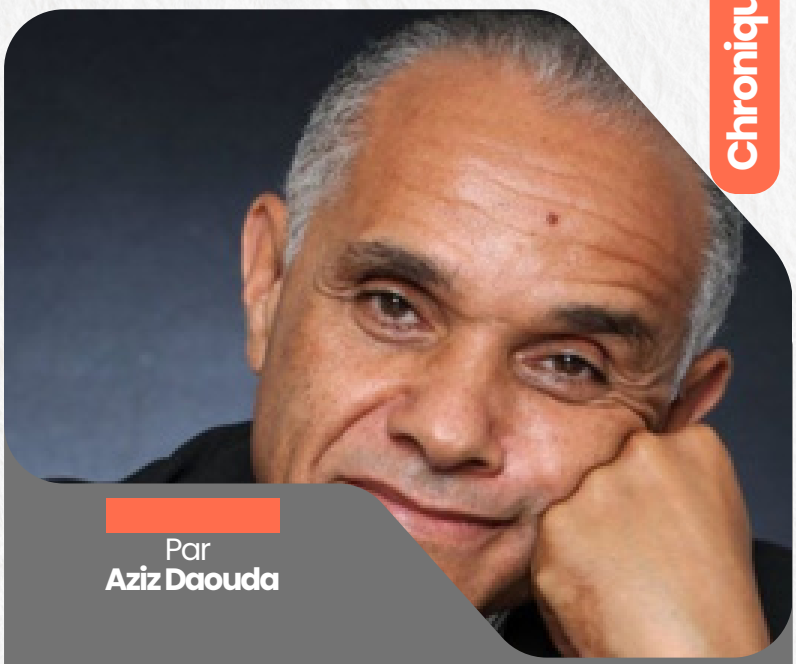
Elle impose ses contraintes, ses limites et parfois ses sanctions. L'Iran, en multipliant les actions militaires et les provocations contre plusieurs pays arabes de son voisinage, semble aujourd'hui ignorer cette règle fondamentale.

En bombardant ou en menaçant des territoires situés dans son environnement immédiat, Téhéran agit comme si ses adversaires étaient uniquement les États-Unis ou Israël et loge son voisinage à la même enseigne.
Or, dans les faits, ce ne sont pas Washington ni Tel-Aviv qui se trouvent à ses frontières immédiates.

Ceux qui vivent à côté de l'Iran aujourd'hui et qui continueront d'y vivre demain sont d'abord les États arabes de la région ayant réussi à construire une grande économie de confiance et qui accueillent des millions de ressortissants et d'investisseurs du monde entier.

La géographie est une donnée incontournable de la politique internationale. Les États peuvent changer de stratégie, mais ils ne peuvent pas changer de voisins.

Cette réalité est au cœur de la pensée de nombreux géopoliticiens, de Halford Mackinder à Nicholas Spykman, pour que la position géographique d'un État détermine largement ses marges de manœuvre stratégiques.
La géographie est une contrainte permanente de la puissance. Les voisins de l'Est du Maroc devraient aussi le comprendre.
L'Iran, puissance régionale indéniable, partage ses frontières ou son espace stratégique immédiat avec le monde arabe : l'Irak, les monarchies du Golfe, la péninsule arabique et, plus largement, l'ensemble du Moyen-Orient.
En s'engageant dans une politique d'affrontement permanent, Téhéran prend le risque de transformer cet environnement en un cercle d'hostilité durable.



Par
Aziz Daouda

Or l'histoire montre qu'aucune puissance ne peut prospérer durablement si elle est entourée d'ennemis.
L'illusion impériale est en train de lui jouer un vilain tour.

Les dirigeants iraniens semblent parfois agir comme si l'Iran pouvait redevenir la grande puissance impériale qu'il fut autrefois.

Pourtant, l'époque de l'Empire en soi est en révolution. Les structures politiques, économiques et démographiques du monde contemporain n'ont plus rien à voir avec celles de l'Antiquité ou même du XIXe siècle.

On ne conquiert plus le monde à dos de cheval accompagné de quelques éléphants. Ils ont eux mêmes conquit le pays avec des méthodes mises généreusement à leur disposition par les occidentaux...

L'Iran d'aujourd'hui est un État-nation complexe, traversé par de nombreuses diversités internes. Sa population n'est pas homogène.

Aux côtés des Perses vivent des Azéris, des Kurdes, des Baloutches, des Turkmènes et des Arabes, et ce ne sont pas des minorités négligeables.

Cette mosaïque ethnique constitue une richesse culturelle, mais elle peut également se transformer en une fragilité politique si les tensions régionales viennent alimenter des fractures internes.

Dans ce contexte, mener une politique agressive contre les populations voisines peut apparaître comme une stratégie dangereuse.
Comment justifier un affrontement durable avec des peuples qui ont leurs propres représentants et communautés au sein même des frontières iraniennes ?
Depuis la mutation en République islamique en 1979, l'Iran s'est construit autour d'une ambition : exporter son modèle idéologique et politique et étendre son influence sur la région et au-delà.

Cette logique a conduit à la création de réseaux d'influence et de groupes armés dans plusieurs pays du Moyen-Orient.
Une sorte de vengeance pour un ressentiment lointain, qui ne trouve justification que sous les turbans noirs ou blancs d'un reliquat d'une vieille histoire.
Plus de quarante ans après, cette stratégie montre bien ses limites. L'idéologie « révolutionnaire » qui animait le régime en 1979 n'a plus la même capacité de mobilisation dans un Moyen-Orient profondément transformé.
Les sociétés de la région aspirent davantage à la stabilité, au développement économique et à la sécurité qu'à des projets révolutionnaires transnationaux.

Le piège de l'idéologie s'est vite refermé sur ses poseurs.

En persistant dans une politique d'expansion idéologique, l'Iran risque de se retrouver isolé non seulement sur la scène internationale, mais aussi dans son propre environnement régional.
Le risque d'une implosion interne n'est pas exclu non plus.
Une politique extérieure agressive peut parfois renforcer un régime à court terme en mobilisant le sentiment national.

Mais à long terme, elle peut produire l'effet inverse. Les sanctions économiques, l'isolement diplomatique et les tensions militaires finissent par peser lourdement sur les sociétés.
Ni les ressources pétrolières de l'Iran ni la « puissance » de ses forces armées, notamment celles de ses Gardiens de la révolution islamique, ne peuvent indéfiniment correspondre aux conséquences d'une confrontation permanente avec l'environnement régional et international.

L'histoire est pleine d'exemples d'États puissants qui se sont fragilisés en multipliant les ennemis.
L'expérience de l'Empire perse lui-même en constitue une illustration : son expansion excessive et l'accumulation d'adversaires ont contribué à sa chute face aux armées d'Alexandre le Grand.

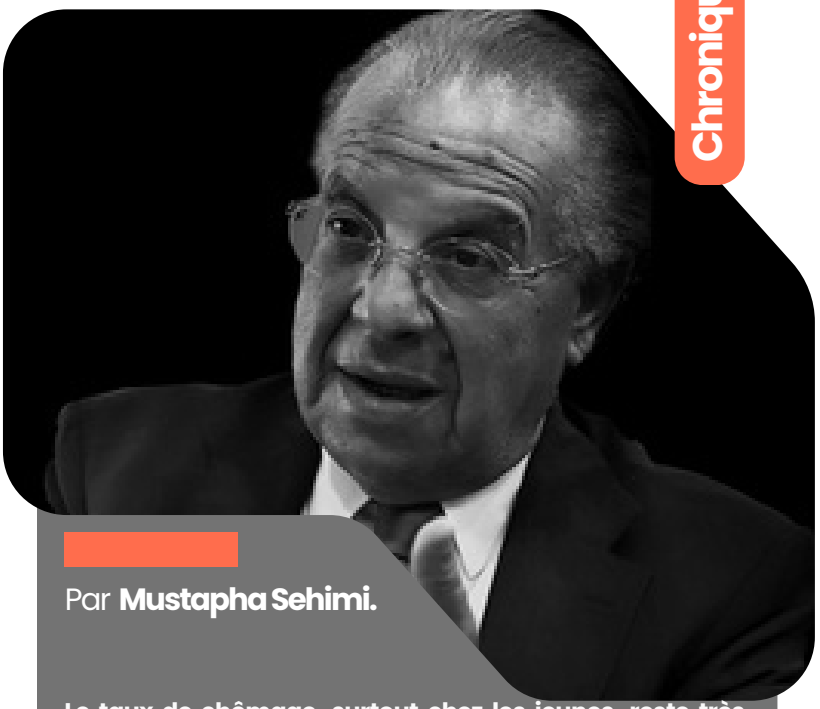
L'Iran possède pourtant l'une des histoires les plus riches et les plus anciennes du monde.
Des dynasties prestigieuses, des traditions intellectuelles et culturelles profondes, ainsi qu'une longue expérience des relations internationales. Cette richesse rare aurait pu inspirer une politique de puissance plus prudente et plus réaliste.
Les dirigeants actuels feraient peut-être bien de réviser chaque jour leur propre histoire nationale. Elle montre que la survie et la prospérité des États reposent rarement sur l'hostilité généralisée envers leur environnement.
La géopolitique rappelle une vérité simple : on peut choisir ses alliés, mais on ne choisit pas ses voisins. L'Iran est condamné, au sens géographique du terme, à vivre aux côtés du monde arabe.

S'il continue à alimenter les tensions et les conflits dans cet espace, il risque de créer un environnement durablement hostile qui finira par se retourner contre lui.
Une puissance régionale ne disparaît pas toujours sous les coups d'un ennemi extérieur ; elle peut aussi s'effondrer sous le poids des tensions qu'elle a elle-même contribué à créer.

L'avenir de l'Iran dépendra donc moins de sa capacité à projeter sa force que de sa capacité à accepter les réalités de la géographie.
Car en politique comme en géopolitique, ignorer la géographie revient souvent à préparer sa propre crise et à creuser sa propre tombe avant de s'y installer à jamais.
L'illusion de la puissance infinie n'est qu'une chimère, pas plus grande que la dimension d'un turban, qu'il soit noir ou blanc.



IRAN: QUEL AVENIR POUR LE MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE?



Par **Mustapha Sehimi.**

Une question revient souvent dans les capitales occidentales: existe-t-il une solution de rechange crédible au régime des mollahs?

La réponse est oui. Elle s'articule autour d'un principe clair: il incarne le rejet de toute dictature théocratique, et affirme une orientation fondée sur la liberté, l'indépendance et la souveraineté populaire.

Il faut rappeler l'aspiration démocratique de long cours qui travaille la société iranienne, y compris dans ses éléments les plus conservateurs.
Comment analyser les aspects intérieurs et extérieurs de cette polycrise? Quels sont les scénarios possibles?
Depuis plus d'un siècle, la société iranienne poursuit une quête inachevée: celle d'un système politique fondé sur la liberté, la démocratie et l'État de droit.

De la révolution constitutionnelle de 1906 aux mobilisations contemporaines, cette aspiration traverse les générations.

Les vagues de protestations déclenchées ces derniers mois s'inscrivent dans cette continuité historique.
Cependant, elles marquent aussi un moment de rupture; elles révèlent l'état d'épuisement avancé de la République islamique et l'ampleur du fossé qui la sépare désormais de la société, sans pour autant garantir à court terme la victoire de la démocratie.

La République islamique des mollahs traverse aujourd'hui une crise systémique, dans laquelle se superposent fragilités économiques, sociales, environnementales et politiques.

Sur le plan économique, l'Iran est enfermé dans une spirale inflationniste persistante, avec une hausse des prix qui se situe à plus de 40% en 2025 selon les estimations du FMI.
La chute du rial, qui a perdu l'essentiel de sa valeur en une décennie, a profondément dégradé le pouvoir d'achat, tandis que la pauvreté touche désormais une part significative de la population.
La Banque mondiale et son Poverty Diagnostic indiquent que plus d'un tiers des Iraniens vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, après une décennie de faible croissance et de chocs répétés.

Le taux de chômage, surtout chez les jeunes, reste très élevé et sous-estimé par les statistiques officielles.
Tout ceci entraîne un sentiment d'impasse sociale et nourrit un malaise diffus, qui ne se limite plus seulement aux grandes villes.
À cette grave crise économique s'ajoute un désastre écologique croissant: pénurie d'eau, effondrement des infrastructures hydrauliques, désertification, pollution atmosphérique. Ces phénomènes affectent directement la vie quotidienne et accroissent la colère sociale.

La crise est enfin politique.
La marginalisation des institutions «élues», la disqualification systématique des candidats non alignés et la concentration du pouvoir autour du Guide suprême ont vidé le système de sa crédibilité aux yeux d'une large majorité de citoyens iraniens.
La faible participation électorale observée lors des derniers scrutins en est un des symptômes les plus visibles.
À cela s'ajoute la question de la situation actuelle liée à l'intervention des États-Unis et d'Israël, depuis le 28 février et la succession de Ali Khamenei, tué lors de cette opération.
Sur la scène extérieure, l'Iran apparaît de plus en plus isolé. Son influence régionale, longtemps fondée sur des réseaux politico-militaires, s'est fragilisée.

Le Hezbollah et le Hamas sortent considérablement affaiblis des confrontations récentes. En Syrie, la chute de Bachar al-Assad, en décembre 2024, porte un coup sévère à la projection régionale de la République islamique.

La perte du corridor syrien réduit la profondeur stratégique du régime vers la Méditerranée et son accès au Liban et au Hezbollah.
En Irak, les dynamiques politiques internes réduisent l'emprise de la République islamique. Au Yémen, l'implication du régime iranien est politiquement contestée et coûteuse.

L'Iran apparaît de plus en plus isolé.
Son influence régionale, longtemps fondée sur des réseaux politico-militaires, s'est fragilisée. De surcroît, les sanctions internationales pèsent de plus en plus sur l'économie.
Elles touchent les secteurs énergétiques, financiers et industriels, aggravant la contraction économique.

Les partenariats avec la Russie et la Chine sont d'une part asymétriques et d'autre part loin de pouvoir compenser l'absence d'intégration de l'économie iranienne dans le marché mondial.
Malgré ces échecs, le régime des mollahs maintient sa ligne stratégique: poursuite du programme nucléaire, développement des missiles balistiques, soutien aux groupes terroristes et volonté de rayer l'État d'Israël de la carte. Cette politique a un coût considérable.
Elle renforce l'isolement du pays et prive la population d'opportunités économiques réelles. Elle est fondée sur une idéologie totalitaire et obscurantiste.

Elle est contraire non seulement aux intérêts fondamentaux de la nation iranienne, mais aussi à ses valeurs civilisationnelles; elle sert avant tout le projet de l'exportation de la révolution islamique.
Malgré son ampleur, le mouvement de résistance à la fin décembre et ce mois dernier se heurte à une faiblesse majeure: l'absence d'une alternative politique structurée. L'opposition intérieure a été neutralisée au fil des années et ses figures les plus crédibles sont emprisonnées ou réduites au silence.
De son côté, l'opposition en exil demeure fragmentée, empêtrée dans des divisions idéologiques et personnelles, sans un leadership charismatique et fédérateur; elle est dépourvue à la fois de plateforme politique et de réseaux solides à l'intérieur du pays. Il en résulte donc un vide politique.

La contestation est profonde, transversale et durable.
Mais elle ne s'incarne pas encore dans un projet fédérateur capable de créer les conditions nécessaires et suffisantes à un changement de régime tout en évitant les risques de chaos et de guerre civile.

«La démocratie en Iran ne viendra pas de l'extérieur: elle naîtra du courage du peuple iranien et de la force d'une résistance organisée»
Une déstabilisation de l'Iran ferait peser des risques considérables sur la stabilité régionale et pourrait également gravement perturber les routes maritimes et les approvisionnements de pétrole dans le golfe Persique passant par le détroit d'Ormuz que la République islamique menace régulièrement de fermer.
Tel est d'ailleurs le cas aujourd'hui dans ce détroit où transite quelque 20% du trafic mondial des hydrocarbures.
La République islamique, telle que nous la connaissons aujourd'hui, pourra difficilement survivre à cette nouvelle crise.
Après les violences atroces commises contre sa propre population, elle a perdu, tant à l'intérieur qu'au niveau international, le peu qui lui restait de légitimité.

Cependant, la chute du régime par la seule pression populaire est-elle probable à court terme? Les forces coercitives - Gardiens de la révolution, bassidjis loyalistes chargés de la sécurité intérieure et extérieure, services de renseignement - restent, pour l'instant, loyales au régime.

De même, des frappes aériennes seules affaiblissent le régime et son appareil sécuritaire sans pour autant provoquer pour l'heure un changement de régime.

Une intervention militaire américaine au sol est exclue, cela tient au regard de la doctrine américaine actuelle et à la crainte d'un chaos régional.
Les principaux pays de la région redoutent un scénario incontrôlé dans un pays qui possède des stocks importants d'uranium enrichi et des capacités balistiques avancées.
Dans un scénario de chaos, celles-ci sont susceptibles de tomber entre des mains dangereuses capables de fabriquer et d'utiliser «une bombe sale»...
Dans ce contexte, un scénario de recomposition interne apparaît comme l'une des rares issues plausibles:



La mise à l'écart des responsables du régime et d'autres dirigeants conservateurs, pouvant être précédée ou accompagnée de frappes aériennes américaines ciblées; l'émergence d'une coalition rassemblant des segments des forces armées favorables à une évolution du régime, des figures politiques pragmatiques issues de la frange réformatrice du régime et certaines figures de l'opposition aujourd'hui emprisonnées.

Un tel scénario aurait pour objectif la conclusion d'un accord global avec les États-Unis et l'Europe et l'ouverture économique de l'Iran.
Dans ce cas, un ordre régional nouveau apparaîtra qui entraînerait des changements majeurs dans les relations internationales.
Ce scénario pourrait conduire également à des réformes institutionnelles limitées, destinées à améliorer la situation économique de la population, sans toutefois satisfaire pleinement les aspirations démocratiques profondes de la société iranienne.
L'Iran de demain? Il ne naîtra pas d'accords secrets ni de marchandages diplomatiques. Il émergera de l'intérieur, au cœur d'une résistance qui a payé un prix immense.

Car cette résistance ne date pas d'hier: elle combat depuis plus de soixante ans les formes de la dictature des mollahs aujourd'hui et a versé des dizaines de milliers de vies dans cette lutte.
Cette continuité historique donne à la solution démocratique une profondeur politique et une crédibilité que les scénarios fabriqués de l'extérieur ne possèdent pas.
Par ailleurs, la multiplication des unités de résistance à l'intérieur du pays et leur implantation croissante parmi la jeunesse iranienne constituent désormais une réalité.
Les soulèvements récents ont montré que la culture de l'affrontement organisé reprend vie dans les quartiers et les rues des villes d'Iran, structurant une dynamique de renversement.

Une question revient souvent dans les capitales occidentales: existe-t-il une solution de rechange crédible au régime des mollahs?
La réponse est oui. Elle s'articule autour d'un principe clair: il incarne le rejet de toute dictature théocratique, et affirme une orientation fondée sur la liberté, l'indépendance et la souveraineté populaire.
Selon le programme du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), la future Constitution serait rédigée par une Assemblée constituante élue au plus tard six mois après la chute du régime.
Ce n'est pas une promesse vague, mais une feuille de route de transition. Et, surtout, cette solution n'est pas un retour en arrière. Le peuple iranien ne veut pas du régime actuel.
La communauté internationale?
Ce qu'elle peut faire est concret: reconnaître le droit du peuple iranien à renverser la dictature, agir au Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher les exécutions, soutenir l'accès à un Internet libre, poursuivre les dirigeants du régime pour crimes contre l'humanité, fermer les ambassades utilisées comme relais d'influence et couper les circuits financiers qui alimentent la machine répressive.

La démocratie en Iran ne viendra pas de l'extérieur: elle naîtra du courage du peuple iranien et de la force d'une résistance organisée.



By Lodj



LE MONDE EN CHIFFRES

Lisez ECOBUSINESS sur PressPlus et accédez à une analyse approfondie de l'actualité économique marocaine et internationale.

www.pressplus.ma

LE GRAND RETOUR DES JEUNES EN POLITIQUE



Par
Marwane El Bouzdaini

Il est devenu presque banal de constater la distance qui s'est installée entre la jeunesse marocaine et la politique. Abstention, défiance, désengagement : autant de symptômes d'un malaise profond qui traverse les nouvelles générations.

Pourtant, derrière ce constat souvent répété, un mouvement plus discret mais bien réel s'opère : celui d'une réappropriation progressive de la politique, sous des formes renouvelées.

Car la jeunesse marocaine n'a jamais véritablement déserté le débat public. Elle l'a déplacé.

Marwane El Bouzdaini

Des mobilisations spontanées aux dynamiques numériques, en passant par les initiatives associatives ou les espaces de réflexion alternatifs, elle redessine les contours de l'engagement.

Le défi, pour les formations politiques, n'est donc plus seulement de mobiliser, mais de comprendre et d'accompagner ces nouvelles formes d'implication.

Dans ce contexte, plusieurs partis ont entrepris de repenser leur rapport aux jeunes.

Le Parti Authenticité et Modernité, à travers son initiative « Jeel 2030 », s'inscrit dans cette volonté de renouvellement en cherchant à structurer une offre politique en phase avec les attentes générationnelles.

Mais c'est du côté du Parti de l'Istiqlal que la démarche apparaît la plus aboutie.

En lançant la Charte du 11 janvier, véritable « contrat » avec la jeunesse, la formation dirigée par Nizar Baraka repositionne les jeunes non plus comme une cible électorale, mais comme des acteurs à part entière du projet politique.

Cette dynamique ne relève ni de l'effet d'annonce ni du simple registre communicationnel. Elle s'inscrit dans une architecture cohérente, articulée autour du « Mitaq Chabab » et de l'Académie de l'Istiqlal (Istiqlal Youth Academy), un espace structuré de réflexion, d'expression et d'action.

Les jeunes y débattent, élaborent des propositions de politiques publiques, portent des projets au service de leurs communautés et accèdent à des responsabilités réelles au sein des différentes structures du parti.

Le Parti de l'Istiqlal opère ainsi un changement de paradigme clair : passer d'une logique de transmission descendante à une logique de co-construction, où les jeunes ne sont plus considérés comme un public cible, mais comme des acteurs de la transformation démocratique.

À travers des dispositifs concrets de formation, d'encadrement et de responsabilisation, il structure, forme et intègre une nouvelle génération politique.

Ce choix stratégique traduit une transformation plus profonde : celle d'un parti historique qui assume pleinement sa modernisation sans renier son socle.

En affirmant que la jeunesse n'est pas seulement l'avenir mais une force d'action immédiate, Nizar Baraka inscrit clairement cette orientation dans une trajectoire nationale.

Car cette dynamique entre en parfaite résonance avec les orientations impulsées au plus haut niveau de l'État. La centralité de la jeunesse, sa montée en responsabilité et son intégration dans les dynamiques de développement constituent aujourd'hui des piliers de la vision portée par le Souverain.

Dès lors, la question n'est plus de savoir si la jeunesse doit participer à la vie politique, mais à quelles conditions cette participation devient crédible, utile et durable.

Entre initiatives de repositionnement et stratégies de fond, un tri naturel s'opère.
Le Parti de l'Istiqlal, lui, a fait le choix de la profondeur.

En structurant un véritable écosystème d'engagement, en investissant dans la formation et en assumant une logique de transmission, il répond à une exigence centrale : reconstruire un lien de confiance entre la jeunesse et la politique.

La jeunesse marocaine formule aujourd'hui à l'égard de la politique une exigence nouvelle : celle de cohérence, de crédibilité et d'efficacité, mais aussi d'une participation réelle à la définition des orientations et à la conduite de l'action publique.

Une exigence qui s'inscrit dans les formes renouvelées d'engagement observées ces dernières années, et qui traduit moins une rupture qu'une redéfinition des modalités de participation et des attentes à l'égard des acteurs politiques.



كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS

Chroniqueurs invités



Aziz Daouda



Aziz Boucetta



Mustapha Sehimi



Marwane El Bouzdaini


By Lodj
Big Lady
DÉBATS
كتاب الرأي
Big Lady
عارات القراصنة السالويين
على أيسلندا..
QUAND L'INFO
PREND DU SENS
DÉBATS
www.pressplus.ma
كتاب الرأي

LE VOTE DÉSERTÉ



Experts invités

Par
Said Temsamani.

À chaque échéance électorale, le même constat revient, silencieux mais lourd de sens : les bureaux de vote ne se remplissent plus comme autrefois. L'abstention progresse, lentement mais sûrement, révélant une transformation profonde du rapport des Marocains à la politique.
Ce phénomène n'est ni accidentel ni anecdotique. Il constitue aujourd'hui l'un des signaux les plus significatifs du malaise démocratique.

Car si les Marocains ne votent plus autant qu'avant, ce n'est pas par désintérêt pour la chose publique. Bien au contraire.
La société marocaine n'a jamais été aussi informée, aussi connectée et aussi critique. Les débats politiques se multiplient sur les réseaux sociaux, les citoyens commentent les décisions publiques, analysent les politiques gouvernementales et expriment leurs attentes avec une liberté croissante. Pourtant, cette effervescence ne se traduit pas dans les urnes.

Le paradoxe est là : la parole citoyenne s'amplifie, mais le vote se raréfie.
La première explication réside dans la crise de confiance envers les acteurs politiques.
Une partie croissante de l'opinion estime que les partis ne parviennent plus à incarner de véritables projets de société.
Les programmes électoraux sont souvent perçus comme interchangeables, les promesses comme fragiles, et les alliances politiques comme dictées davantage par des calculs tactiques que par des visions idéologiques.
Dans cet environnement, le vote perd de sa portée symbolique : pourquoi se déplacer si l'on a le sentiment que les choix proposés se ressemblent tous ?
À cette défiance s'ajoute un sentiment plus diffus : celui d'une distance grandissante entre les institutions et les préoccupations quotidiennes des citoyens.
Les enjeux majeurs – emploi, pouvoir d'achat, éducation, santé – nourrissent une attente forte de résultats concrets.
Lorsque ces attentes semblent tarder à se matérialiser, le doute s'installe quant à l'efficacité réelle de l'action politique.
La jeunesse incarne particulièrement cette rupture.
Représentant la majorité démographique du pays, elle est paradoxalement la moins présente dans les urnes.

Pour beaucoup de jeunes, les formes traditionnelles de participation politique paraissent dépassées. Leur engagement se déploie ailleurs : dans les mobilisations numériques, les initiatives citoyennes, les débats publics.

Ils ne sont pas apolitiques ; ils sont simplement en quête d'autres modes d'expression.
Dans ce contexte, l'abstention ne peut être interprétée comme une simple indifférence. Elle est souvent un message politique, parfois un geste critique.
Ne pas voter devient pour certains une manière d'exprimer une distance, voire une désillusion face à une offre politique jugée insuffisante.

Mais réduire la question à une crise de confiance serait incomplet.
Les mutations sociales jouent également leur rôle. L'urbanisation rapide, l'individualisation des comportements et l'érosion des réseaux traditionnels de mobilisation électorale ont transformé la sociologie du vote.
Là où les solidarités locales structuraient autrefois la participation, les citoyens décident désormais de manière plus autonome — et parfois de ne pas participer du tout.
Face à cette évolution, la réponse ne peut se limiter à des appels ponctuels à la mobilisation électorale. Le défi est plus profond : il concerne la capacité du système politique à renouer un lien authentique avec la société.
Cela passe par une parole publique crédible, un renouvellement des élites, une transparence accrue et surtout par des politiques capables de produire des résultats tangibles.
Car une démocratie ne se mesure pas seulement à l'existence d'élections, mais à la confiance que les citoyens accordent à leur pouvoir de changer les choses.

Le vote est l'un des fondements de cette confiance. Lorsqu'il se raréfie, ce n'est pas seulement la participation qui s'affaiblit : c'est le lien même entre la société et la politique qui se fragilise.
Et c'est précisément ce lien qu'il devient urgent de reconstruire.

LE RAPPORT MONDIAL SUR LE BONHEUR 2026 : IL NE SUFFIT PAS D'ÊTRE RICHE POUR DEVENIR HEUREUX !



Par **Abdeslam Seddiki.**

Il y a exactement un an, je publiais ma chronique sur le « World Happiness Report » 2025. La publication du nouveau rapport pour l'année 2026, le 20 mars dernier, n'aurait pas suscité d'intérêt n'eut été deux nouveautés fondamentales apparues dans la présente édition : l'examen de l'évolution du niveau du bonheur sur une longue période s'étalant de 2006-2010 à 2023-2025 d'une part et l'importance accordée pour la première fois à l'impact de l'usage intensif des réseaux sociaux sur le bonheur de la jeunesse d'autre part.

Rappel méthodologique.

Pour établir ce classement, le sondage mondial demande à environ 100 000 personnes dans 147 pays d'évaluer leur vie à l'aide de l'image d'une échelle, la meilleure vie possible étant notée 10 et la pire possible 0. Chaque personne interrogée fournit une réponse numérique sur cette échelle, appelée échelle de Cantril.

Pour chaque pays évalué, le score de bonheur se décompose en plusieurs indicateurs mesurés : le PIB par habitant, le soutien social (le fait de pouvoir compter sur quelqu'un), l'espérance de vie en bonne santé, la liberté de faire des choix de vie, la générosité et la perception de la corruption.

"Ces six variables ont été initialement choisies comme étant les meilleures mesures disponibles de facteurs dont les données expérimentales et d'enquêtes ont démontré les liens significatifs avec le bien-être subjectif, et plus particulièrement avec l'évaluation de la vie", précise le rapport, signé chaque année par les économistes John F. Helliwell (Canada), Richard Layard (Royaume-Uni) et Jeffrey D. Sachs (États-Unis). A préciser cependant que le rapport est publié sous l'égide de l'ONU.

Le classement de cette année est établi sur la base d'une moyenne triennale – les données ont été recensées durant la période 2023-2025 –, ce qui lisse les fluctuations dues à des événements majeurs tels que les guerres ou les crises financières.

Au niveau du classement des pays, il n'y a pas un grand chamboulement par rapport aux données du rapport précédent.

On retiendra que les pays où il fait beau à vivre, ne sont pas forcément les pays les plus riches ou les plus forts de la planète. Ainsi, les « petits » pays européens figurent au top 10 du classement :

Finlande, Danemark, Suède, Norvège, Pays-Bas, Luxembourg ...Par contre, des pays comme les Etats-Unis et la France arrivent respectivement à la position 27ème et 35ème.

Certaines tendances ne sont ni nouvelles, ni surprenantes. En bas du classement se trouvent généralement des pays en proie à d'importants conflits politiques et géopolitiques.

On y trouve l'Afghanistan à la dernière place (147), précédé par la Sierra Leone (146), le Malawi (145), le Zimbabwe (144), le Botswana (143), le Yémen (142), le Liban (141), et la République démocratique du Congo (140).

Les perdants et les gagnants de la course vers le bonheur.

Au cours des deux périodes comparatives retenues par le présent rapport, à savoir 2006-20210 et 2023-2025, on relève une liste des pays qui ont enregistré un progrès, au nombre de 86 ; les autres, au nombre de 50 ont régressé.

La liste des winners et des losers ne concorde pas, là aussi, avec le niveau de la richesse.

Ainsi, la plupart des pays industrialisés occidentaux, sont aujourd'hui moins heureux qu'ils ne l'étaient entre 2006 et 2010, affirme le rapport : "Quinze d'entre eux ont connu des baisses significatives, contre quatre qui ont enregistré des hausses significatives."

A l'inverse, pas mal de pays du sud ont enregistré des progrès notables dont le Maroc qui a gagné 0,262 point entre les deux périodes occupant ainsi la 60ème place parmi les gagnants. La Serbie est le pays qui enregistre le plus grand gain avec 2,127 points.

La Chine a fait également un saut qualitatif en gagnant sur la période 1,395 points.
Des pays comme la Tunisie ou l'Egypte ont perdu respectivement 0,298 et 1,108 points.
L'Afghanistan fait carrément naufrage en perdant 2,874 points entre 213 et 2025 pour s'installer « confortablement » dans la dernière place. Le retour des talibans au pouvoir en 2021 y est pour quelque chose.

L'incidence du numérique sur le bonheur.
Les rédacteurs du rapport ont également réservé une place de choix à l'incidence du numérique et de réseaux sociaux sur le bonheur des jeunes de moins de 25 ans.
Ainsi, les chercheurs estiment que l'utilisation intensive des réseaux sociaux semble contribuer à la baisse de leur bien-être dans les pays anglophones et en Europe Occidentale, particulièrement chez les filles.

Ce constat corrobore avec d'autres analyses. Ainsi, le magazine Forbes reconnait « qu'une une utilisation intensive est associée à un bien-être beaucoup plus faible", mais "ceux qui évitent délibérément les réseaux sociaux semblent aussi manquer certains effets positifs".

Par ailleurs, "L'étude Pisa menée auprès de jeunes de 15 ans dans 47 pays montre que ceux qui utilisent les réseaux sociaux plus de 7 heures par jour ont un bien-être nettement inférieur à ceux qui les utilisent moins d'une heure."

« Nous démontrons qu'il existe désormais des preuves accablantes de préjudices directs graves et généralisés (tels que le cyberharcèlement et la sextorsion), ainsi que des preuves convaincantes de préjudices indirects préoccupants (tels que la dépression).

De plus, nous montrons que les préjudices et les risques pour les utilisateurs individuels sont si divers et d'une telle ampleur qu'ils justifient l'idée selon laquelle les réseaux sociaux causent des préjudices à l'échelle de la population.»(World Happiness Report 2026).

Problème à prendre au sérieux.

Le Maroc peut faire mieux !
Voyons à présent quelques détails relatifs au classement du Maroc au niveau du bonheur. Sur les 147 pays concernés, notre pays occupe la modeste place de 112.

Ce rang qui ne nous honore pas, est la combinaison de notre classement au 103ème rang d'après le PIB par habitant, au 142ème rang d'après le « soutien social », au 80ème rang d'après l'espérance de vie en bonne santé, 97ème d'après « la liberté de faire des choix de vie », au 144ème rang d'après la « générosité ».

Enfin, le pays occupe une bonne place parmi les pays corrompus : 47ème, juste derrière l'Irak (45ème), la Tunisie (36ème). Notons que ce classement concerne la moyenne de la période triennale 2023-2025.
Si notre classement au niveau de la corruption n'est pas surprenant tant ce fléau est devenu ravageur dans notre cher pays, il y a lieu de se poser de sérieuses interrogations sur notre mauvais score qui nous place avec les 5 derniers de la classe au niveau du soutien social et de la générosité. Deux valeurs fondatrices de la cohésion sociale et de la solidarité.

Pour conclure, on ne trouvera pas mieux que de rappeler notre conclusion de 2025 : « Notre pays dont nous sommes fiers en dépit de tout, a des atouts réels qui pourraient rendre les Marocains parmi les peuples les plus heureux de la planète.
C'est possible à condition de procéder aux ruptures nécessaires et d'aller droit vers le but. Une réelle volonté politique de « faire » est requise avant tout. La voie qui mène vers le salut est claire.

Il faut être aveugle politiquement pour ne pas s'en rendre compte. Il faut investir en premier lieu dans l'homme et pour l'homme en mettant le citoyen au cœur du processus de développement tout en veillant à la préservation de notre milieu naturel et la beauté de nos paysages et en renforçant les valeurs humanitaires de solidarité et de justice sociale ».



FINALE DE LA CAN 2025 : QUAND LE DROIT SPORTIF L'EMPORTE SUR LA "POLITIQUE DU CHAOS"



Par
Abdelghani El Arrasse.

L'onde de choc provoquée par la décision de la CAF de rétablir le Maroc dans ses droits légitimes, en lui attribuant le titre de champion d'Afrique 2025 (3-0 sur tapis vert), continue de secouer le monde du football.

Au-delà du score, c'est une question fondamentale sur l'avenir de l'éthique sportive en Afrique qui se pose : Qui a réellement respecté la loi ?

L'attente d'un recours : Le silence éloquent de Dakar

Si une bataille juridique s'annonce devant le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) à Lausanne, il est crucial de préciser qu'à l'heure actuelle, la Fédération Sénégalaise n'a pas encore officiellement déposé son acte de désaccord.
Ce temps de latence est révélateur : contester l'implacable réalité juridique est un exercice périlleux.

Le titre repose à Rabat, et le Maroc, serein, attend de voir si le Sénégal osera porter devant les arbitres internationaux un dossier entaché par l'indiscipline.

Le Maroc : La Force du Droit

Tout au long de cette finale historique à Rabat, le Maroc a fait preuve d'une exemplarité irréprochable. En restant sur le terrain malgré les provocations et le chaos ambiant, les Lions de l'Atlas ont honoré le "Fair-play" et les règlements de la CAF.

Le Maroc n'a commis aucune infraction ; il a simplement fait confiance aux institutions pour corriger une anomalie majeure.

Le Sénégal : Le Piège du Chantage Sportif

Le retrait des joueurs sénégalais de l'aire de jeu est un "acte matériel" incontestable, constitutif d'un abandon au sens de l'Article 84 des règlements de la compétition.

Prétendre que la reprise du jeu efface l'infraction est une hérésie juridique.

Autoriser de telles pratiques reviendrait à offrir une "prime à l'indiscipline" : chaque équipe menée pourrait désormais quitter le terrain pour faire pression sur l'arbitre, avant de revenir comme si de rien n'était. C'est du chantage pur et simple, pas du football.

Le Rôle du TAS : Protéger l'Intégrité du Jeu

Si l'arbitre a manqué à son devoir de fermeté immédiate par crainte des débordements ou par calcul; cela ne dédouane en rien l'équipe contrevenante. La mission du TAS, si elle est saisie, sera de protéger le football contre toute forme de manipulation.

En confirmant le titre du Maroc, Lausanne enverra un message fort : les trophées se gagnent par le talent, certes, mais surtout par le respect absolu des lois de l'Ordre Sportif Universel.

Il ne s'agit pas ici de "gagner sur tapis vert", mais de restaurer la dignité d'une compétition qui ne peut survivre à l'arbitraire et au chantage.

QUAND UNE ÉTUDE RÉCENTE DE BCG ANNONCE QUE LE CEO PILOTE L'IA...



Par
Az-Eddine Bennani

Wald Maâlam rappelle que l'ouvrage relève de la gouvernance

Dans l'atelier, le Maâlam ne tient pas l'aiguille toute la journée. Il ne coupe pas tous les tissus, il ne brode pas chaque motif. Il regarde, il pense, il corrige, il tranche. Il sait où va le caftan avant même que le premier fil ne soit posé. Puis il laisse faire les mains.

Une étude récente du Boston Consulting Group affirme que les dirigeants reprennent la main sur l'intelligence artificielle et que près de trois quarts des CEO en seraient désormais les principaux décideurs.
Le message semble clair : l'IA ne serait plus une affaire technique, mais une affaire de direction générale.

Le Maâlam sourit.

Car cela fait longtemps que la leçon est connue. Depuis le bug de l'an 2000, je n'ai cessé de le dire et de l'écrire : les technologies de l'information et de la communication, puis le numérique, ne sont plus une affaire de DSI.

Elles sont une affaire de gouvernance.

Ce que l'on présente aujourd'hui comme une rupture n'est, en réalité, qu'un rattrapage.
Dans l'atelier, si le Maâlam décide de tout faire lui-même, le travail s'arrête. Les mains se figent, les apprentis n'apprennent plus, le rythme se casse.

L'ouvrage devient lent, fragile, sans cohérence.

Transposé à l'entreprise, le constat est simple : gouverner ne signifie pas exécuter.
Présenter le CEO comme le "directeur de l'IA" est une simplification. Elle est séduisante, mais elle est trompeuse.
Le dirigeant n'a pas vocation à manipuler des modèles, à concevoir des architectures ou à déployer des agents. S'il le fait, c'est que l'organisation est mal structurée.
Son rôle est ailleurs. Il trace la direction, fixe les priorités, arbitre, assume. Il garantit que chaque décision s'inscrit dans une cohérence globale.

Mais il ne remplace pas les mains.

Car sans les mains, il n'y a pas d'ouvrage.
Depuis des années, les organisations reproduisent la même erreur. Elles pensent que la transformation naît d'une décision prise au sommet. Elles confondent impulsion et transformation, discours et réalité.

On a vu cela avec les systèmes d'information. On l'a vu avec le digital. On le voit aujourd'hui avec l'intelligence artificielle.
On annonce, on investit, on structure, et l'on s'étonne ensuite que les résultats ne suivent pas.

Pourquoi ?

Parce que l'on oublie l'essentiel : l'appropriation.
Dans l'atelier, un apprenti ne devient pas artisan parce qu'on lui donne un outil. Il le devient parce qu'il comprend le geste, parce qu'il s'inscrit dans une logique de transmission, parce qu'il apprend à faire.

Il en va de même avec l'IA.

Une organisation ne se transforme pas parce que le CEO reprend la main. Elle se transforme lorsque les métiers comprennent, adoptent et transforment leurs pratiques.
Sans cela, l'intelligence artificielle reste une vitrine. Ou un coût.
On a longtemps accusé la DSI d'être un frein. Cette lecture était erronée. La DSI n'était pas le problème. Elle révélait une absence de gouvernance.

Aujourd'hui, le risque est inverse : remplacer une illusion technique par une illusion managériale.

La DSI n'est ni marginale, ni centrale. Elle est indispensable dans la mise en œuvre. Elle permet de traduire une intention stratégique en réalité opérationnelle. Mais elle ne décide pas seule. Pas plus que le CEO ne peut exécuter seul.

L'intelligence artificielle ne se situe ni dans la tête, ni dans la main. Elle se situe dans leur articulation.

C'est là que se joue la réussite.
Dans mes travaux sur le paradoxe de la productivité, j'ai montré que la technologie ne crée pas la performance par elle-même.

Elle en révèle les conditions. Elle amplifie les cohérences comme elle amplifie les incohérences.

Avec l'IA, cette réalité est encore plus marquée.
Si l'organisation est désalignée, l'IA amplifie le désordre. Si elle est cohérente, elle accélère la performance.

Le Maâlam le sait : un bon outil ne corrige jamais un mauvais geste.

Ce que révèle réellement cette étude récente du Boston Consulting Group n'est pas que les dirigeants deviennent des experts de l'IA.

Elle révèle que les organisations prennent conscience, tardivement, que la technologie engage leur gouvernance.

Mais comprendre ne suffit pas.

Encore faut-il agir avec méthode.
Dans l'atelier, le Maâlam n'impose pas. Il ajuste. Il ne remplace pas. Il organise. Il veille à la cohérence de l'ensemble.
C'est cela, gouverner.

L'intelligence artificielle n'est ni une affaire de DSI, ni une affaire de CEO. Elle est une affaire de gouvernance.

Et tant que cette évidence ne sera pas pleinement intégrée, les organisations continueront à annoncer des transformations qu'elles ne parviennent pas à produire.
Car on ne transforme pas une organisation en proclamant une vision.

On la transforme en alignant des intelligences. Et cela, aucun algorithme, aucun dirigeant, aucune technologie ne peut le faire seul.



كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS

Experts invités



Said Temsamani.



Abdeslam Seddiki.



Az-Eddine Bennani



Mohamed Ait Bellahcen

By Lodj



www.pressplus.ma

SAISIR L'OCCASION...



Par **Rachid Boufous**

Il faut savoir regarder le monde sans hypocrisie. Quand les certitudes vacillent, les capitaux bougent. Quand les régions réputées imprenables découvrent leur vulnérabilité, les grandes fortunes, les opérateurs internationaux, les industriels, les fonds, les assureurs, les logisticiens et les familles patrimoniales cherchent autre chose qu'un rendement : ils cherchent un refuge.

Or, depuis plusieurs semaines, le Moyen-Orient rappelle brutalement au monde qu'aucune prospérité n'est éternelle lorsqu'elle repose sur une géographie sous tension, des routes énergétiques fragiles et une sécurité régionale devenue imprévisible.

Les attaques contre des infrastructures, les risques sur les flux maritimes, la nervosité des marchés, la flambée des prix de l'énergie et même les alertes sur les systèmes bancaires du Golfe ont installé une idée nouvelle : la stabilité n'est plus un décor, c'est désormais l'actif le plus rare de la planète.

Dans ce moment de bascule, le Maroc doit comprendre une chose simple : le malheur du monde ne doit jamais être souhaité, mais il doit être compris.
Ce n'est pas du cynisme. C'est du réalisme géopolitique élémentaire... Lorsque les centres traditionnels de sécurité patrimoniale deviennent plus risqués, d'autres territoires montent dans la hiérarchie mondiale.

Et le Maroc dispose, objectivement, de plusieurs atouts rares :
Une continuité étatique, une stabilité politique supérieure à bien des régions voisines, une inflation maîtrisée, une monnaie relativement tenue, un système bancaire solide, une profondeur diplomatique, une façade atlantique stratégique, une proximité immédiate avec l'Europe et une capacité croissante à accueillir industrie, logistique, tourisme haut de gamme et capitaux internationaux.
Bank Al-Maghrib a maintenu son taux directeur à 2,25 % en mars 2026 en anticipant une inflation encore basse, tandis que les réserves de change sont attendues à un niveau couvrant environ 5,5 mois d'importations ; dans le même temps, Moody's a relevé la perspective du Maroc à positive et S&P l'a fait entrer en catégorie investissement avec une perspective stable.

Encore faut-il ne pas se raconter d'histoires.
Un pays ne devient pas une terre de repli sérieuse parce qu'il le proclame dans des brochures. Il le devient parce qu'il inspire confiance au moment précis où les autres l'ont perdue.

Cela exige bien davantage que quelques forums, quelques slogans ou quelques zones franches.
Il faut une doctrine nationale du refuge économique. Il faut dire clairement au monde que le Maroc n'est pas seulement une destination d'investissement classique, mais un territoire de protection, de projection et de transmission du capital.
Un lieu où l'on peut installer un family office, déplacer une holding, sécuriser des archives sensibles, relocaliser des équipes, héberger des centres de décision, opérer depuis un hub portuaire majeur, arbitrer un litige, scolariser ses enfants, vivre sous un climat politique lisible et travailler à moins de quelques heures de l'Europe.
Cette ambition serait cohérente avec les réformes déjà engagées sur le climat des affaires et avec la nouvelle Charte de l'investissement, qui vise explicitement l'attraction des investissements, la réduction des disparités territoriales et le ciblage de secteurs prioritaires.

Le Maroc possède d'ailleurs une carte maîtresse que beaucoup sous-estiment :
Il n'est pas seulement un pays stable, il est un pays-charnière. Tanger Med est déjà entré dans le Top 20 mondial des ports à conteneurs et constitue l'un des grands instruments de cette vocation logistique.
Le pays investit en parallèle dans ses infrastructures routières, ferroviaires, aéroportuaires et urbaines, notamment dans la perspective du Mondial 2030.

Cette combinaison est redoutable : un Etat stable, un accès atlantique, une interface euro-africaine, des infrastructures en montée de gamme et un agenda international lisible.

C'est exactement le type de plateforme que recherchent les opérateurs lorsqu'ils veulent diversifier leurs risques géographiques. Mais pour saisir l'occasion, il faut aller beaucoup plus loin et beaucoup plus vite.

Il faut créer un environnement juridique, fiscal, urbain et financier à la hauteur d'une ambition mondiale.

Cela suppose d'abord une justice commerciale rapide et crédible, des procédures administratives raccourcies à l'extrême, une sécurité foncière irréprochable, une fiscalité claire sur les holdings, les fonds, les successions internationales et les sièges régionaux.

Cela suppose ensuite des quartiers d'affaires de nouvelle génération, des résidences sécurisées de haut standing, des écoles internationales d'excellence, des hôpitaux premium, des infrastructures numériques redondantes, des data centers, des services de cybersécurité, un droit de l'arbitrage agressivement compétitif, et une politique assumée d'accueil des grandes fortunes productives.

Le monde ne viendra pas au Maroc par sympathie. Il viendra pour des raisons de certitude, de rapidité, de rendement et de protection.

Il faut aussi en finir avec une certaine timidité intellectuelle.

Depuis des décennies, beaucoup de pays ont prospéré en captant les peurs du monde. La Suisse a longtemps vendu la neutralité.

Singapour a vendu l'ordre et l'efficacité. Dubaï a vendu la vitesse, l'absence de fiscalité et l'illusion de l'invulnérabilité.

Or précisément, ce dernier mythe est aujourd'hui fragilisé par le retour brutal du risque géopolitique dans le Golfe :

Reuters a rapporté les avertissements de S&P sur un risque potentiel de fuite des dépôts bancaires dans la région et le recours de la banque centrale des Émirats à un dispositif de résilience après les secousses provoquées par le conflit.

Le Maroc, lui, peut vendre autre chose : une stabilité plus organique, plus politique, plus historique, moins flamboyante mais peut-être plus durable. Il ne s'agit pas de copier Dubaï. Ce serait une erreur grossière.

Le Maroc ne gagnera jamais en singeant des maquettes hors-sol.

Il doit inventer son propre modèle : un grand pays de stabilité tempérée, de luxe discret, d'industrie sérieuse, de finance prudente, de culture profonde, de cadre de vie habitable, d'énergie verte, d'ouverture internationale et d'ancrage civilisationnel.

Le Royaume peut accueillir les capitaux sans perdre son âme, à condition de fixer ses règles : pas une économie de rente immobilière pure, pas un pays vendu à la spéculation, pas une vitrine creuse réservée à quelques enclaves.

La richesse qui vient doit servir à transformer le pays en profondeur : école, santé, mobilité, eau, énergie, justice territoriale, villes nouvelles, rénovation des centres urbains, formation des élites techniques, montée en gamme des services publics.

Le refuge ne doit pas être une bulle pour riches ; il doit être le levier d'une modernisation nationale.

C'est là que réside la vraie intelligence politique.

Utiliser la crise des autres non pour admirer leur chute, mais pour accélérer notre mutation.

Le Maroc doit dire aux investisseurs du monde : venez, mais venez pour construire. Venez implanter, financer, produire, transmettre, former, arbitrer, exporter, innover. Venez parce qu'ici l'Etat tient, parce qu'ici la mer ouvre, parce qu'ici l'Afrique commence sans que l'Europe finisse tout à fait.

Venez parce que le Maroc peut être, dans le grand désordre du temps, un havre sérieux plutôt qu'une promesse tapageuse.

Le plus grand danger serait de manquer ce rendez-vous par lenteur, par bureaucratie, par petitesse administrative ou par absence de vision.

Les fenêtres historiques ne restent jamais ouvertes longtemps. Aujourd'hui, le monde cherche des points d'appui. Des territoires de confiance. Des bases arrière.

Des lieux où l'on puisse protéger un patrimoine, relocaliser une activité, sécuriser une famille, redéployer un groupe.

Le Maroc peut être ce lieu. Il en a la géographie, il en a l'Etat, il en a la diplomatie, il en a l'infrastructure montante, il en a déjà une partie des instruments économiques.

Ce qui lui manque encore, c'est la décision mentale : se penser non plus comme un pays périphérique qui attend, mais comme une puissance de stabilité qui attire. Saisir l'occasion, ce n'est donc pas profiter d'une guerre.

C'est comprendre avant les autres que, dans le monde qui vient, la stabilité sera le pétrole des nations intelligentes. Et que le Maroc, pour une fois, a peut-être une occasion en or non de subir l'histoire, mais de la convertir à son avantage.



LA VICTOIRE DES « MARTYRS » : ANATOMIE D'UNE DÉFAITE STRATÉGIQUE AMÉRICANO-ISRAÉLIENNE EN IRAN



Par **Abderrahmane Karmane.**

Septième jour du conflit – 6 mars 2026.
Il y a sept jours, l'armada américaine et l'aviation israélienne déchaînaient leur foudre sur Téhéran. L'objectif, clair et assumé : décapiter le régime, éliminer le Guide suprême, et provoquer l'effondrement rapide de la République islamique. Aujourd'hui, au sixième jour d'une guerre qui devait être une « promenade de santé » technologique, le bilan provisoire dessine une tout autre réalité.

Trois F-15E abattus au Koweït, plus de 500 victimes côté iranien mais aussi six soldats américains tués, des bases alliées dans le Golfe pilonnées, et un détroit d'Ormuz paralysé où 20 000 navires marchands restent prisonniers.

Mais le plus grand choc pour Washington et Tel-Aviv n'est ni militaire, ni économique. C'est un choc politique, existentiel même.

La mort d'Ali Khamenei, présentée par les stratèges du Pentagone comme le coup de grâce porté à la « tête du serpent », se révèle être un boomerang historique. Selon des sources concordantes au sein des services de renseignements régionaux, le Guide suprême n'a pas été la victime involontaire d'une frappe de précision. Il a choisi de tomber en martyr.

Cette information, qui commence à filtrer des cercles iraniens proches du pouvoir, change radicalement la donne. Khamenei, âgé et malade, aurait, avec ses plus proches disciples, organisé sa propre « chute » en héros. Avant de mourir, il a eu le temps de régler la succession, de verrouiller les allégeances, et de mettre en place une structure de commandement décentralisée, conçue pour survivre à sa disparition et pour poursuivre le combat quoi qu'il arrive. L'axe de la résistance n'est pas décapité ; il est, au contraire, cimenté par le sang de son chef.

Dans ce contexte, la question qui hante désormais les états-majors occidentaux n'est plus « comment vaincre l'Iran ? », mais « comment l'Iran est-il en train de nous vaincre par l'épuisement et la transformation de notre 'victoire' en piège ? ». Examinons les scénarios de cette défaite stratégique annoncée.

1- Le Martyre comme Arme de Destruction Massive

La mort de Khamenei, dans les conditions que l'on connaît, a été immédiatement filtrée par le prisme culturel et religieux le plus puissant du chiisme : le récit de Kerbala.

Comme l'analyse le professeur Brahma Chellaney, stratège reconnu des affaires asiatiques, « dans la culture politique chiite, le meurtre d'un guide suprême par des forces étrangères est immédiatement filtré à travers le récit de « l'Achoura : le martyre de l'imam Hussein à Kerbala ».
Ce qui devait être une « décapitation du leadership » par Washington est ainsi « remanié comme un sacrifice sacré ».
La déclaration de quarante jours de deuil national par Téhéran, l'utilisation du terme « shahadat » pour qualifier la mort du Guide, tout concourt à transformer le choc en énergie politique. Le régime invoque désormais le principe de « mazloumiat », la vertu d'être l'opprimé.
Les conséquences pour la stratégie américaine sont dévastatrices. Le renseignement occidental tablait sur un effondrement psychologique des lignes arrière iraniennes. C'est l'inverse qui se produit. « Le sang du martyr exige justice », et toute velléité de dissidence peut désormais être présentée comme une trahison, un alignement sur les assassins du Guide.

Loin d'affaiblir le système, l'assassinat pousse l'Iran vers une théocratie plus militarisée, plus soudée, et idéologiquement surarmée.

2- Le Syndrome du « Régime Invisible » : La Succession Organisée

L'erreur fondamentale des planificateurs du Pentagone a été de projeter sur l'Iran leur propre conception du pouvoir : une structure pyramidale dont le sommet, une fois tranché, entraîne l'effondrement de l'ensemble.

Or, Téhéran avait anticipé cette hypothèse. Depuis l'accident d'hélicoptère ayant coûté la vie au président Raïssi en mai 2024, le régime avait accéléré la préparation de sa propre survie.

Avant sa mort, Khamenei avait non seulement désigné un successeur – très probablement son fils Mojtaba, connu pour ses liens étroits avec les Gardiens de la Révolution – mais il avait surtout organisé la transition autour d'un conseil de direction collective.

Des figures comme Alireza Arafi (membre du conseil de transition) ou d'autres hauts dignitaires issus du cercle des fidèles du Guide ont pris les rênes d'un système désormais conçu pour fonctionner sans son chef historique.

Plus important encore, la structure de commandement militaire a été délibérément décentralisée. Les Gardiens de la Révolution, devenus l'épine dorsale du régime, opèrent désormais en cellules autonomes mais coordonnées.

Chaque commandant régional sait ce qu'il doit faire sans attendre d'ordres venus d'un centre qui pourrait être neutralisé.

Le régime a survécu à son chef parce que son chef avait organisé sa propre disparition comme un acte de renforcement du système.

3- L'Engrenage des Proxy : La Régionalisation Systématique du Conflit

Le sixième jour de guerre confirme une réalité que les stratèges israéliens redoutaient : l'Iran n'est pas seul. La « défense vers l'avant » théorisée par les Gardiens de la Révolution est devenue une réalité opérationnelle.

Au Yémen, les Houthis, qui avaient prouvé leur capacité à frapper des navires en mer Rouge lors de l'opération Prosperity Guardian en 2024-2025, ont intensifié leurs attaques.

Le détroit de Bab el-Mandeb est désormais une zone de guerre ouverte, complétant le blocus asymétrique d'Ormuz. Au Liban, le Hezbollah, après avoir observé une retenue calculée, a franchi le seuil rouge que constituait la mort du Guide.

Ses tirs de roquettes et de missiles à guidage de précision contre le nord d'Israël et ses infrastructures critiques (ports, centrales électriques) contraignent Tsahal à une guerre sur deux fronts, saturant ses défenses et épuisant ses réserves d'intercepteurs.

Dans le Golfe, les frappes iraniennes ont délibérément visé des États jusqu'alors considérés comme des sanctuaires. Koweït, Qatar, Émirats arabes unis, et même Oman – pays médiateur – ont été touchés.

L'objectif de Téhéran est clair : faire payer à tous les voisins leur soutien, même implicite, à l'opération américaine, et les contraindre à faire pression sur Washington pour un cessez-le-feu.

Le Conseil de coopération du Golfe, réuni en urgence, a condamné ces attaques, mais les déclarations ne suffisent pas à protéger les infrastructures pétrolières ni à rassurer des populations et des investisseurs qui fuient la région.

L'unité fragile des monarchies sunnites derrière le parapluie américain se fissure.

4- L'Économie de Guerre : L'Étranglement par l'Asymétrie

Le champ de bataille économique est peut-être celui où la « défaite » américaine se dessine le plus clairement. Le coût astronomique de l'opération pour Washington – estimé à environ un milliard de dollars par jour, incluant les 13 millions quotidiens pour chaque porte-avions et les missiles Tomahawk à 2 millions l'unité – contraste avec la guerre d'usure à bas coût menée par Téhéran.

Le blocus asymétrique d'Ormuz : L'Iran n'a pas eu besoin de « fermer » physiquement le détroit. Il lui a suffi de mener quelques attaques ciblées, de miner certaines eaux, et de laisser les primes d'assurance maritime s'envoler.

Résultat : 20 000 navires sont à l'arrêt ou en attente, et environ 20 à 25 % de la consommation mondiale de pétrole sont suspendus . Le baril de Brent, qui évoluait autour de 75 dollars avant le conflit, flirte désormais avec les 120 dollars et menace de franchir le seuil des 150 dollars si la situation se prolonge .



Pour les États-Unis, pourtant devenus exportateurs nets de pétrole, la hausse des prix est une bombe à retardement politique. Elle nourrit l'inflation, augmente le coût de la vie, et plonge l'économie dans ce que les experts redoutent le plus : la stagflation.

À huit mois des élections de mi-mandat, le scénario est cauchemardesque pour la Maison Blanche. La dédollarisation accélérée : Plus profondément, la guerre agit comme un accélérateur de la dédollarisation.
La Chine, premier acheteur de pétrole iranien, continue ses achats via des circuits contournant le dollar et le système SWIFT. Les paiements en yuan, les échanges bilatéraux en monnaies locales, se multiplient.
L'hégémonie monétaire américaine, déjà fragilisée, subit un choc systémique dont elle ne se remettra peut-être pas.

5- Les Scénarios de la Défaite Stratégique Américano-Israélienne

Comment se matérialiserait concrètement la défaite d'une coalition aussi puissante que celle menée par les États-Unis et Israël ?
Elle n'emprunterait pas les chemins classiques de la capitulation militaire. Elle serait progressive, multiforme, et d'autant plus déstabilisatrice.
Scénario 1 : L'Enlisement et le Retrait Négocié Dans ce scénario, le plus probable à courte échéance, Washington réaliserait que l'objectif de changement de régime est hors de portée.
Les frappes aériennes, aussi massives soient-elles, ne pourraient pas détruire la volonté de combat d'un régime soudé par le martyre de son chef et appuyé sur des proxies régionaux déterminés.
Donald Trump, dont l'instinct politique a toujours privilégié les "victoires" rapides et télégéniques aux guerres d'usure, commencerait à chercher une porte de sortie. Après avoir perdu des soldats américains et vu ses alliés du Golfe subir des dégâts significatifs, il activerait ses canaux de communication.
Une négociation s'engagerait, probablement via Oman ou la Suisse. Les termes d'un tel accord seraient humiliants pour Washington, mais présentés en interne comme une "stabilisation" : cessez-le-feu immédiat, gel des frappes en échange d'un arrêt des tirs de missiles iraniens sur les bases américaines, et surtout, engagement américain à ne pas poursuivre l'objectif de renversement du régime.

Concession implicite : l'Iran, dirigé par un nouveau Guide issu de la lignée Khamenei, conserverait son système et, surtout, son programme de missiles, seule garantie de sa survie future.
Pour Israël, ce serait une double défaite : non seulement le régime iranien ne serait pas tombé, mais il sortirait de l'épreuve renforcé militairement (son programme nucléaire, bien que retardé, resterait actif) et politiquement (il aurait tenu tête à la coalition et obtenu un retrait américain). La crédibilité de la dissuasion israélienne en prendrait un coup sévère.

Scénario 2 : La Poursuite de l'Enlisement et la Fracture de la Coalition Si Trump, poussé par son aile dure et par Netanyahou, refusait la négociation et poursuivait les frappes, le scénario de l'enlisement prolongé se profilerait.
Les stocks de munitions de précision américains s'épuiseraient, l'industrie de défense ne pourrait pas suivre le rythme, et les alliés européens, déjà réticents, commenceraient à prendre leurs distances. Sur le terrain, la guerre s'étendrait.
Le Hezbollah multiplierait les tirs, les Houthis intensifieraient leurs attaques en mer Rouge, et les milices irakiennes harcèleraient les bases américaines. Le Golfe, cœur économique du monde arabe, deviendrait une zone de guerre permanente.
Les mégaprojets saoudiens et émiratis (NEOM, Dubaï Expo City) se videraient de leurs investisseurs. Le tourisme s'effondrerait. À ce stade, la pression des alliés régionaux sur Washington deviendrait insoutenable.

Riyad et Abou Dabi, voyant leurs intérêts vitaux sacrifiés sur l'autel de la stratégie israélienne, activeraient leur rapprochement avec la Chine. Des contrats pétroliers en yuan seraient signés.
L'alliance américaine dans le Golfe, pilier de la stratégie moyen-orientale des États-Unis depuis 1991, se déliterait. La défaite serait alors autant diplomatique que stratégique.

Scénario 3 : L'Implosion Interne Retardée mais l'Affaiblissement Durable de l'Iran ? Un dernier scénario, évoqué par certains analystes israéliens, envisagerait un régime iranien maintenu mais stratégiquement "cassé" : privé de sa marine, de ses capacités de projection, et contraint à une soumission de fait aux volontés américaines.
Ce scénario supposerait que la frappe initiale ait réussi à dégrader suffisamment l'outil militaire iranien pour le neutraliser pour des années.



Mais même dans cette hypothèse, la "victoire" américaine n'en serait pas une.

Le régime, même affaibli, conserverait sa légitimité intérieure forgée dans le martyre de Khamenei. Il conserverait ses proxies. Et surtout, il garderait une capacité de nuisance asymétrique.
Un Iran "faible" mais revanchard, doté d'une capacité nucléaire latente, serait peut-être plus dangereux qu'un Iran "fort" mais gérable.

6- La Réaction en Chaîne Globale Au-delà du théâtre moyen-oriental, les répercussions de ce conflit redessinent la carte du monde. La Chine, grand bénéficiaire :
Pékin observe avec satisfaction l'enlisement de son principal rival stratégique dans un nouveau bourbier moyen-oriental.
Ses approvisionnements pétroliers, bien que perturbés, sont sécurisés par des accords bilatéraux avec Téhéran.
Elle apparaît sur la scène diplomatique comme la puissance responsable appelant à la désescalade, tandis que Washington s'enfonce.
Le pivot américain vers l'Asie, censé contenir la Chine, est définitivement mort : l'US Navy est clouée au Moyen-Orient pour des années. L'Europe, spectateur impuissant : L'Union européenne, consultée après coup, tente de jouer les médiateurs mais reste marginalisée.
La crise énergétique la frappe de plein fouet, ravivant les tensions internes et les débats sur la dépendance aux importations. Le Sud global, en recomposition :

Pour les pays du BRICS+ et une grande partie du Sud global, ce conflit confirme une intuition : l'unipolarité américaine est révolue.
Un État « moyen » comme l'Iran peut tenir tête à la superpuissance et lui infliger une défaite stratégique. La crédibilité de la garantie de sécurité américaine s'effondre, poussant de nombreux pays à diversifier leurs alliances et à chercher des protections alternatives.

Le Chant du Cygne de l'Hégémonie
Ce qui se joue dans le Golfe, en ce sixième jour de guerre, dépasse très largement le sort de la République islamique d'Iran.
Il s'agit ni plus ni moins que du test ultime de la capacité de la puissance militaire occidentale à imposer sa volonté par la force dans un monde devenu multipolaire, asymétrique, et idéologiquement fragmenté.
La mort choisie de Khamenei, cet acte de « martyre souverain », aura réussi là où des décennies de sanctions et d'isolement avaient échoué : unir le peuple iranien derrière son régime, décrédibiliser l'intervention américaine, et jeter les bases d'une guerre d'usure que les États-Unis, avec leur opinion publique lassée des guerres éternelles et leur économie fragilisée, ne peuvent soutenir.
La défaite américano-israélienne, si elle se confirme, ne sera pas une défaite sur le terrain, au sens classique du terme.
Ce sera une défaite stratégique : celle d'une puissance qui a perdu la guerre des récits, qui a vu ses alliances se fissurer, qui a épuisé ses munitions et sa crédibilité sans parvenir à ses fins.

L'Iran, lui, n'aura pas « gagné » la guerre au sens militaire. Il aura simplement survécu. Mais dans l'arène impitoyable des relations internationales, survivre à une attaque existentielle de la première puissance mondiale est la forme la plus éclatante de la victoire.
Une question demeure, lancinante, pour les stratèges de Washington et de Tel-Aviv : si la décapitation du régime, présentée comme l'option la plus rapide et la moins coûteuse, aboutit à un tel fiasco, quelle option reste-t-il ?

La réponse, pour l'instant, se perd dans le bruit des frappes et le silence des diplomates.



UN MIRAGE NOMMÉ DUBAÏ



Par **Rachid Boufous**

Il fut un temps où Dubaï se rêvait comme la première ville post-géopolitique de l'histoire. Une ville au-dessus des nations, au-dessus des conflits, au-dessus même de la gravité économique. Une ville où l'argent circulerait plus vite que les missiles et où les gratte-ciel serviraient de talismans contre les brutalités du monde.

Une ville-refuge pour milliardaires anxieux, oligarques exilés, princes fatigués et traders insomniaques. Une ville où l'on viendrait oublier la guerre pendant que d'autres la feraient à votre place.

Le projet était audacieux :
Transformer un désert sans eau ni mémoire urbaine en capitale officieuse de la mondialisation.
Tout y a été pensé comme une vitrine de puissance : ports géants, compagnies aériennes planétaires, îles artificielles visibles depuis l'espace, centres financiers qui promettaient de rivaliser avec Londres et Singapour.

Le message était simple : l'histoire appartient désormais aux hubs logistiques.
Mais le désert a une ironie très ancienne : il aime se moquer des mirages. Car derrière la façade de verre, une vérité brutale s'impose aujourd'hui :
Dubaï n'est pas une puissance. C'est un pari. Et ce pari reposait sur une hypothèse simple : que quelqu'un d'autre ferait la guerre pour vous.
Depuis quarante ans, les monarchies du Golfe vivent sous une équation stratégique d'une simplicité presque biblique : vous achetez les armes, l'Amérique fait la guerre.
Le pétrole finance les contrats d'armement, les bases américaines garantissent la stabilité, et les princes peuvent se consacrer à des tâches plus nobles comme inventer des pistes de ski dans le désert ou construire des hôtels à sept étoiles.

Le système semblait parfait.
Les États-Unis vendaient des centaines de milliards de dollars d'armes, les monarchies du Golfe obtenaient une illusion de sécurité, et les compagnies pétrolières continuaient à pomper tranquillement l'or noir sous la protection de la bannière étoilée.
Une symbiose idéale : Washington vendait la peur, Riyad et Abou Dhabi achetaient la tranquillité. Sauf que la géopolitique, comme la gravité, finit toujours par rappeler qu'elle existe.
Face aux monarchies du Golfe se tient une réalité que les architectes de Dubaï auraient préféré ignorer : l'Iran. Une vieille civilisation qui existait déjà lorsque le Golfe n'était qu'un archipel de villages de pêcheurs.

Un pays immense, peuplé de près de quatre-vingt-dix millions d'habitants, capable de produire ses missiles, ses drones, ses réseaux d'alliés et sa propre mythologie stratégique.
Une puissance qui n'a jamais cru que l'histoire pouvait être remplacée par des centres commerciaux climatisés.

La comparaison est cruelle.
D'un côté, des villes-vitrines construites à la vitesse des flux financiers. De l'autre, un État-civilisation qui pense en décennies et en guerres longues. L'un possède les plus grands malls du monde. L'autre possède la capacité de fermer le détroit d'Ormuz.

C'est un mauvais rapport de force pour une économie qui dépend entièrement des flux. Car Dubaï n'est pas seulement une ville spectaculaire.

C'est un mécanisme délicat. Une gigantesque machine à attirer les capitaux étrangers. Les fortunes russes y stationnent leurs yachts, les entrepreneurs africains y ouvrent leurs comptes, les élites du sous-continent indien y investissent leurs profits, et les multinationales y installent leurs sièges régionaux.
Tout repose sur une promesse implicite : ici, vous êtes à l'abri du chaos. Mais la promesse commence à trembler.
Les tensions avec l'Iran ont rappelé une évidence stratégique que les tours de verre ne peuvent masquer : dans le Golfe, toutes les infrastructures vitales sont à portée de missile. Les ports, les raffineries, les aéroports, les terminaux pétroliers, les gratte-ciel eux-mêmes. Tout ce qui fait la richesse de ces États est aussi ce qui les rend vulnérables.

Les villes du Golfe sont des merveilles d'ingénierie… et des cibles idéales.

Et soudain le paradoxe apparaît dans toute sa brutalité :
Les monarchies du Golfe possèdent certaines des armées les plus chères du monde, mais elles ne peuvent pas mener une guerre sérieuse. Elles peuvent acheter des avions furtifs, des batteries antimissiles et des frégates dernier cri.
Mais elles ne peuvent pas acheter ce qui fait réellement la puissance militaire : la profondeur stratégique, la démographie, l'endurance et, surtout, la volonté politique de supporter des pertes. C'est la différence entre un arsenal et une armée.
L'illusion devient encore plus troublante lorsqu'on observe le rôle des États-Unis dans ce théâtre. Washington reste la puissance militaire dominante dans la région, mais sa stratégie est devenue erratique.

Les États-Unis peuvent décider d'affronter l'Iran pour des raisons qui tiennent autant à la politique intérieure américaine qu'à la sécurité du Golfe. Ils peuvent déclencher une escalade… puis laisser leurs alliés gérer les conséquences.

Les monarchies du Golfe découvrent alors une vérité inconfortable : elles financent la protection américaine, mais elles ne contrôlent ni la guerre ni la paix.

Autrement dit, elles paient l'assurance… sans lire les clauses du contrat.
Et dans ce contrat implicite, Dubaï apparaît comme le symbole ultime de la mondialisation naïve.
Une ville construite sur l'idée que la prospérité peut flotter au-dessus des rivalités impériales. Une ville persuadée que la finance internationale peut neutraliser la géographie.

C'était oublier une règle élémentaire de l'histoire : les routes commerciales sont toujours les premières victimes des conflits.

Dubaï est un carrefour. Et les carrefours brûlent toujours quand les empires s'affrontent. Ce qui rend la situation presque ironique, c'est que la ville elle-même reste un prodige.

L'efficacité administrative, l'audace architecturale, la capacité à attirer les talents du monde entier sont réelles.

Dubaï est probablement l'une des expériences urbaines les plus fascinantes du XXIe siècle. Mais elle repose sur une hypothèse géopolitique fragile : que les grandes puissances continueront à garantir l'ordre régional.

Or cet ordre est en train de se fissurer.
L'Amérique doute d'elle-même. L'Iran teste ses limites. La Chine observe patiemment. La Russie s'infiltre dans les interstices.

Et au milieu de ces plaques tectoniques se dressent les villes étincelantes du Golfe, comme des casinos construits au bord d'un volcan.

Dubaï n'est pas sur le point de disparaître. Les villes ne meurent pas si facilement. Mais le mythe qui l'entourait, celui d'un sanctuaire économique hors de l'histoire est en train de se dissoudre.

La vérité est plus simple et plus cruelle. Dubaï n'est pas un refuge. C'est une illusion prospère au milieu d'un champ de forces géopolitiques qui la dépassent largement.

Et comme tous les mirages du désert, il suffit que la chaleur de l'histoire monte un peu pour que l'image commence à trembler.



L'ÊTRE HUMAIN PARFAIT, EXISTE-T-IL VRAIMENT ?

La question de l'« être humain parfait » traverse l'histoire de l'humanité. Religions, philosophie, sciences humaines et représentations sociales ont toutes tenté de définir ce que serait un être humain accompli. Mais derrière cette notion se cache souvent un idéal plutôt qu'une réalité.



Par
Ali Bouallou

À chaque époque et dans chaque culture, cet idéal a évolué, incluant progressivement aussi bien les hommes que les femmes comme figures de l'excellence humaine.

Dans les grandes religions monothéistes, la perfection humaine n'est jamais totalement atteignable, mais elle se manifeste à travers des figures exemplaires.

Dans l'islam, le modèle du comportement humain est incarné par le prophète Mohammed, considéré comme l'exemple d'un équilibre entre spiritualité, justice, compassion et responsabilité sociale.

Dans le christianisme, la perfection morale et spirituelle se retrouve dans la figure de Jésus-Christ, dont la vie est présentée comme un modèle d'amour, de sacrifice et de pardon.

Dans le judaïsme, les patriarches et les prophètes, tels que Moïse, incarnent l'idéal d'un être humain fidèle à la loi divine et guidé par la justice.

Dans ces traditions, la perfection humaine n'est pas seulement une qualité individuelle ; elle est liée à la relation avec Dieu, à la moralité et à la responsabilité envers les autres.

Les femmes occupent également une place importante dans ces modèles spirituels, comme Marie dans la tradition chrétienne ou d'autres figures féminines reconnues pour leur piété et leur courage.
Les philosophes ont également réfléchi à ce que signifie un être humain accompli.

Pour Aristote, l'homme accompli est celui qui atteint l'eudaimonia, c'est-à-dire l'épanouissement par la vertu et la raison. L'idéal humain consiste alors à cultiver les vertus morales et intellectuelles afin de mener une vie équilibrée.s culturelles et les rapports de pouvoir.

Plus tard, la philosophie stoïcienne, illustrée par Sénèque, valorise la maîtrise de soi et l'indépendance face aux passions.

À l'époque des Lumières, des penseurs comme Jean-Jacques Rousseau affirment que l'être humain est perfectible : il n'est pas parfait par nature, mais il peut s'améliorer par l'éducation, la raison et la vie sociale.

Dans la pensée moderne, la perfection cesse d'être un état fixe pour devenir un processus. L'être humain idéal n'est plus un modèle unique, mais un individu capable de se transformer et de développer ses capacités, qu'il soit homme ou femme.

Quant à la psychologie contemporaine, elle remet en question l'idée même de perfection. Pour des psychologues humanistes comme Abraham Maslow, l'objectif n'est pas d'atteindre la perfection, mais la réalisation de soi.

Selon sa célèbre pyramide des besoins, l'être humain accompli est celui qui parvient à développer ses talents, sa créativité et son autonomie.

Dans cette perspective, la perfection absolue est impossible.
L'être humain est par nature imparfait, traversé par des contradictions et des émotions. Ce qui importe, ce n'est pas l'absence de défauts, mais la capacité à apprendre, à évoluer et à construire un équilibre intérieur.

La sociologie montre que l'idée de « perfection » dépend largement des normes sociales.

Ce que l'on considère comme un homme ou une femme idéale varie selon les époques et les sociétés. Pour le sociologue Pierre Bourdieu, les modèles sociaux sont façonnés par les structure
Ainsi, certaines sociétés valorisent la réussite économique, d'autres la sagesse, l'altruisme ou la solidarité.

L'homme « parfait » ou la femme « parfaite » devient alors une construction collective, souvent liée aux attentes sociales : être un bon parent, un citoyen responsable, un professionnel compétent ou un membre engagé au sein de la communauté.

De nos jours, l'idéal humain tend à s'éloigner de la perfection absolue. La société contemporaine valorise davantage l'authenticité, l'équilibre et la diversité des parcours.

L'être « parfait » n'est plus celui qui ne commet jamais d'erreurs, mais celui qui fait preuve d'empathie, de responsabilité et de capacité d'adaptation.

Dans un monde complexe, changeant, et de plus en plus trouble, la perfection apparaît moins comme un objectif que comme une aspiration vers le mieux-être individuel et collectif.
Finalement, l'être humain accompli n'est peut-être pas celui qui atteint la perfection, mais celui qui continue à apprendre, à s'améliorer et à contribuer positivement à la société.

Ainsi, la question demeure pleinement ouverte : l'être humain parfait existe-t-il vraiment ?

Peut-être n'existe-t-il que comme un idéal qui pousse les hommes et les femmes à devenir, chaque jour, une version meilleure d'eux-mêmes.



POURQUOI LE MAL EXISTE-T-IL ? LE DESTIN PREND LA PAROLE !!



Par
Mohammed Yassir Mouline

Pour notre époque troublée… Dans un monde saturé d'injustices, de guerres, de crises économiques, de maladies et d'effondrements moraux, le récit de Moïse et d'Al-Khidr résonne avec une intensité particulière… Il ne justifie pas l'injustice humaine… Il n'excuse pas l'oppression… Il ne banalise ni la souffrance ni la tragédie… Il nous rappelle simplement que tout ce qui nous échappe n'est pas chaos…

Il est des récits coraniques qui instruisent… Il en est d'autres qui bouleversent… Et puis il y a l'histoire de Moïse et du Serviteur « que la tradition nomme Al-Khidr », récit d'une profondeur vertigineuse, où Dieu ne répond pas aux questions humaines… Il les déplace… Car cette rencontre n'est pas seulement une anecdote spirituelle… Elle est une mise à l'épreuve de notre rapport au destin…

Entre fatalisme et révolte aveugle, il existe une voie plus exigeante, plus mature… la lucidité confiante… Agir contre le mal… Refuser l'injustice… Mais ne pas sombrer dans le désespoir lorsque l'incompréhensible survient… Car la grande question demeure, brûlante, universelle…Pourquoi le mal existe-t-il ? Et c'est précisément ici que l'histoire d'Al-Khidr « ce serviteur à qui Dieu accorda une miséricorde avant une science » devient une pédagogie spirituelle majeure…

Le scandale du mal : une question vieille comme l'humanité

Depuis l'aube des temps, l'être humain se heurte à la même interrogation… Pourquoi la maladie frappe-t-elle l'innocent ? Pourquoi la pauvreté humilie-t-elle les dignes ? Pourquoi la guerre dévaste-t-elle les justes ? Pourquoi des enfants meurent-ils ? Ces questions ne sont ni faiblesse ni impiété… Elles sont la signature de notre humanité… Dans le récit coranique, Moïse « prophète, législateur, interlocuteur de Dieu » pose ces questions par son indignation même… Il incarne notre conscience morale lorsqu'elle se heurte à l'incompréhensible… Et la réponse qui lui est donnée n'est pas une explication philosophique… C'est une expérience…

Une science au-delà des évidences

Moïse, prophète, législateur, interlocuteur de Dieu, détenteur de la révélation, entreprend un voyage pour rencontrer un homme décrit ainsi : « Un serviteur parmi Nos serviteurs à qui Nous avions accordé une miséricorde venant de Nous et à qui Nous avions enseigné une science émanant de Nous. »… Remarquons l'ordre… miséricorde, puis science… Comme si Dieu nous disait que la connaissance, sans la miséricorde, devient dureté… et que la miséricorde, sans la connaissance, devient aveuglement… Moïse demande à apprendre… Le maître répond par une mise en garde : « Tu ne pourras pas patienter avec moi. » … Non pas tu ne comprendras pas… Mais tu ne patienterais pas… Car le problème n'est pas l'intelligence… Il est l'endurance intérieure face à l'incompréhensible…

Trois scènes pour comprendre le destin

1. Le bateau percé : le mal apparent

Des pauvres gens offrent le passage… Al-Khidr perce leur embarcation… Scandale… Mais le trou sauve le bateau d'un roi injuste qui confisquait tout navire intact… Ce qui semblait destruction était protection… Le mal apparent peut être une prévention invisible… La perte peut être une sauvegarde… Combien d'échecs nous ont évité des chemins bien plus destructeurs ? Combien de refus nous ont protégés de catastrophes futures ?

2. L'enfant tué : le mal incompréhensible

La scène dépasse la raison… Un enfant innocent est mis à mort… Moïse s'indigne… Et nous avec lui… L'explication donnée est vertigineuse… L'enfant aurait accablé ses parents par la rébellion et la mécréance… Mais la mère, elle, n'a jamais su… Elle a pleuré sans explication…

Il existe des douleurs dont le sens ne nous sera jamais révélé ici-bas… Notre regard est fragmentaire… Nous voyons un instant… Dieu voit l'ensemble…

3. Le mur reconstruit : le bien invisible

Un village refuse l'hospitalité… Malgré cela, Al-Khidr répare un mur gratuitement… Pourquoi ? Pour protéger le trésor de deux orphelins… Les enfants n'ont rien vu… Ils n'ont rien su… Ils ont bénéficié d'une protection invisible… La plus grande part de la miséricorde divine agit sans témoin… Combien de catastrophes ont été écartées sans que nous en ayons conscience ? Combien de drames détournés ? Combien de malheurs neutralisés avant même d'exister ?



Le mal : une réalité relative

Le récit ne nie pas la réalité du mal… Il ne prétend pas que la souffrance est illusion… Il enseigne autre chose… Notre compréhension du mal est partielle… Ce que nous appelons mal peut être un bien différé, un bien dissimulé, une protection invisible… Cela ne signifie pas que tout mal humain est justifié… L'oppression demeure oppression… L'injustice demeure injustice… Et l'homme reste responsable de ses actes… Mais tout ce qui nous frappe n'est pas nécessairement absurdité cosmique…

Entre fatalisme et révolte

Face au mal, deux dérives menacent… Le fatalisme… tout accepter passivement… La révolte nihiliste… tout rejeter en bloc… Le récit propose une troisième voie… agir contre l'injustice tout en faisant confiance à la sagesse divine… Refuser l'oppression… Combattre la corruption… Soulager la souffrance… Mais ne pas sombrer dans le désespoir métaphysique lorsque le sens nous échappe…

La lucidité confiante

« Tu ne pourras pas patienter avec moi. »… La phrase n'est pas une condamnation, elle est un constat sur la limite humaine… Comprendre le décret divin dans sa totalité dépasse notre capacité… Mais faire confiance à la justice divine reste possible… La foi mature n'est pas celle qui prétend tout comprendre… C'est celle qui accepte de ne pas comprendre tout en restant confiante… Cette posture intérieure s'appelle… la sérénité… Non pas l'insensibilité… Non pas l'indifférence… Mais une stabilité du cœur face aux contradictions apparentes…

Quand le destin prend la parole

À travers Al-Khidr, le destin ne s'explique pas entièrement… Il se dévoile partiellement pour nous enseigner une vérité essentielle… Le réel dépasse notre perception… La miséricorde précède la science… Et le mal apparent n'est pas toujours ce qu'il semble être…

Dans notre époque troublée, cette leçon est cruciale… Agir contre le mal, oui… Refuser l'injustice, absolument… Mais ne pas désespérer lorsque l'incompréhensible surgit… Car ce qui nous paraît chaos peut être, à une échelle que nous ne percevons pas encore, une sagesse en marche… Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.

LE FOOTBALL, CE THÉÂTRE DES PASSIONS, NOUS A OFFERT UNE NOUVELLE ILLUSTRATION DE SA COMPLEXITÉ.



Par
Ali Serghouchni.

Au lendemain de la CAN 2025, notre pays meurtri par une défaite, subissait une sanction dont la sévérité interrogeait, tandis que le Sénégal, auteur pourtant d'un geste d'humeur similaire, semblait bénéficier d'un traitement de faveur. Cette disparité dans l'échelle des peines a légitimement offusqué le Maroc qui a usé de son droit légitime de recours.

Le verdict est tombé, tel un coup de théâtre :
La Cour d'Appel de la CAF a rendu son arbitrage, cassant la décision initiale. Le Sénégal se voit dépouillé de son bien le plus précieux, la coupe est retirée, et le Maroc est sacré champion sur tapis vert, par la grâce d'un 3-0 administratif.

Ce dénouement, s'il laisse un goût amer, replace notre pays sur le toit de l'Afrique.

Le football, que le Royaume a érigé en fer de lance de son soft power et de son rayonnement continental, lui offre une victoire en demi-teinte, acquise dans l'antichambre de la justice sportive plutôt que sur le pré.

Car au-delà du simple résultat, c'est une triste métamorphose que nous venons de vivre.
La "Coupe d'Afrique des Nations" a, l'espace d'un instant, cédé sa place à une "Coupe d'Afrique de la Haine", où les rancœurs et les suspicions ont supplanté la fraternité qui devrait unir le football continental.

Aujourd'hui, la décision de la CAF est rendue. La justice, dans sa forme procédurale, a parlé et a donné raison au Maroc. Mais au-delà du gain sur tapis vert, se profile une question d'élégance et de grandeur d'âme.

Dans ce monde qui ne tourne pas rond, où le sport peine parfois à rester une simple parenthèse enchantée, une proposition audacieuse mérite d'être soufflée :
Et si le Maroc, fort de cette victoire judiciaire, tendait la main au peuple sénégalais ?

Et s'il offrait ce trophée controversé en signe d'une fraternité supérieure, permettant au Sénégal de garder la coupe et de savourer une victoire sportive pleine et entière, tandis que le Maroc, par ce geste, gagnerait bien plus qu'un match : il remporterait la coupe du monde de l'élégance morale ?

En fin de compte, et c'est là l'essentiel, ce n'est que du football. Un football qui, parfois, nous rappelle que la véritable victoire ne se trouve pas toujours dans le palmarès, mais dans la manière dont on choisit de transcender les décisions pour préserver l'essentiel : le respect et l'amour du jeu.

L'IA AU SERVICE DE L'UX : INNOVER PAR LA DATA, SUBLIMER PAR L'HUMAIN

Entre fascination et appréhension, une question se pose : l'IA va-t-elle finir par dessiner nos écrans à notre place ? En tant que designer UX, ma conviction est faite : l'IA est un assistant surpuissant, mais l'âme d'un produit restera toujours humaine.



Par
Meryem Qozbour

L'Intelligence Artificielle est en train de redéfinir les contours de notre métier de designer.

L'IA : Un accélérateur de précision

Dans mon quotidien, l'IA ne remplace pas ma réflexion, elle l'augmente. Elle nous permet aujourd'hui de :

- Analyser la donnée en temps réel : Prédire les parcours utilisateurs et identifier les points de friction avant même qu'ils ne surviennent.
- Automatiser les tâches répétitives : Générer des variantes de layouts ou tester des palettes de couleurs en quelques secondes.
- Cela nous libère du temps technique pour nous concentrer sur l'essentiel : la stratégie et l'émotion.

Ma Vision : Pourquoi le Designer est irremplaçable

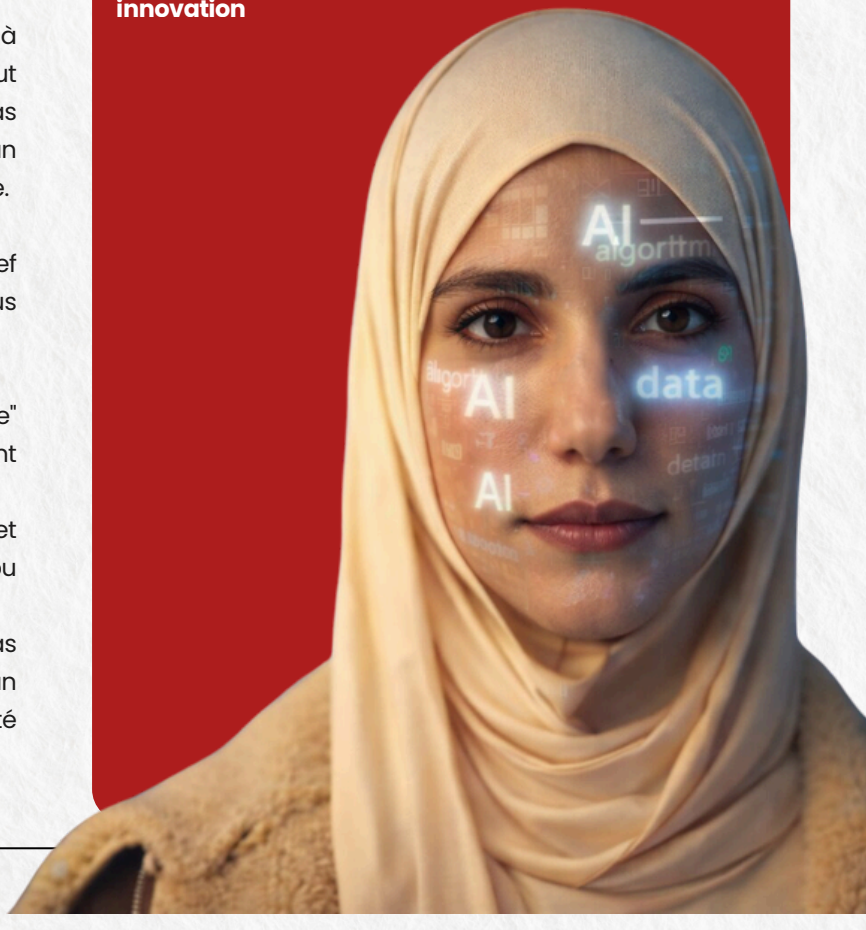
Voici mon opinion tranchée : l'IA est une machine à statistiques, pas une machine à empathie. Elle peut optimiser un taux de clic, mais elle ne peut pas ressentir la frustration d'un utilisateur face à un formulaire complexe ou la joie d'une navigation fluide.

Le rôle du designer aujourd'hui est de devenir le chef d'orchestre de cette intelligence. C'est à nous d'apporter :

1. L'Intuition Créative : Ce petit "supplément d'âme" qui fait qu'une interface n'est pas seulement fonctionnelle, mais mémorable.
2. L'Éthique : Veiller à ce que l'IA serve l'utilisateur et non l'inverse (éviter les algorithmes addictifs ou biaisés).
3. La Compréhension du Contexte : L'IA ne saisit pas les nuances culturelles ou sociales. Seul un designer peut adapter une expérience à la réalité humaine de son audience.

.

Pour moi, l'avenir n'est pas dans le "tout IA", mais dans le Design Augmenté. L'IA nous donne les briques, mais c'est notre vision de designers qui construit la maison. Utilisons la puissance du calcul pour servir la finesse de l'intuition humaine. C'est là que réside la véritable innovation



كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS

Quartier libre



Rachid boufous



Abderrahmane Karmane



Rachid Ali Bouallou



Mohammed Yassir Mouline



Ali Serghouchni.



Meryem Qozbour


By Lodj
LODJ
LODJ
Aimer
Vortrs
REJOIGNEZ
NOTRE CHAÎNE
WHATSAPP.
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !
www.lodj.ma

DU LARD, DE LA MOUSSE ET DE DE LA BRAISE.

Coup de cœur



Une histoire d'egos et d'avidités qui ont fait chavirer un projet humanitaire prometteur.

Ils venaient du peuple.
Le premier était fils de cheminot.
Il avait grandi avec le bruit des locomotives et l'odeur du métal chaud.
Dans son enfance, les trains étaient des promesses de départs et de conquêtes.

Son esprit était affûté et son verbe souvent vulgaire.
Et sitôt assis devant un repas, la serviette au cou couvrant son ventre triomphant, il engloutissait les mets avec une ardeur si peu civilisée que l'intelligence semblait capituler devant la gourmandise.

Le second était fils d'instituteur.
Dans la maison familiale, les livres s'alignaient comme des soldats disciplinés.

On parlait de morale et de mérite.
Il possède un verbe si ciselé et une intelligence si subtile qu'il pourrait raser une barbe sans mousse, tout en persuadant celui qu'il rase qu'il s'agit d'un privilège.

Le troisième venait d'une famille où l'on parlait bas, où l'on respectait les traditions, où les silences avaient parfois plus de poids que les discours.

C'était un fils de notable, souvent perçu comme le dépositaire d'une tradition locale, mêlant culture amazighe, influence des élites rurales et attente implicite de maintenir le rang et l'autorité morale de sa famille. Trois trajectoires différentes.

Trois enfances éloignées. Mais un même destin les attendait : la médecine. Ils firent tous les trois ces longues études que seuls connaissent ceux qui ont choisi de disséquer la vie pour tenter de la sauver.

Des années d'amphithéâtres glacés, de nuits d'hôpital, de cafés avalés au milieu de dossiers cliniques et d'examens interminables. Ils apprirent à lire dans les organes comme d'autres lisent dans les étoiles. Mais déjà, quelque chose les distinguait.

Deux d'entre eux voyaient la médecine comme un chemin, un chemin solide, pavé de respectabilité et, pourquoi pas, d'une certaine prospérité.

Par **Dr Anwar CHERKAOUI**

L'argent n'était pas une honte.
C'était une récompense. Le troisième pensait autrement. Lui cherchait en plus autre chose. Une vérité peut-être. Une idée de la science qui dépasse l'homme.

Il s'enfonça dans l'université, dans les bibliothèques, dans les laboratoires où les lumières blanches donnent aux nuits une étrange couleur d'éternité. Il croyait à la recherche comme d'autres croient à la prière.

Puis un jour, nul ne sut très bien comment, il se retrouva embarqué dans une aventure qui n'était pas la sienne. Juste une idée présentée avec enthousiasme :

Un projet médical dans le secteur libéral. Ils étaient jeunes. Ils étaient brillants. Ils étaient trois. Au début, tout fonctionna.

Le projet grandissait comme ces plantes que l'on croit fragiles mais qui finissent par percer le béton. Les patients affluaient. Les collègues les regardaient avec un mélange d'admiration et d'envie. Ils étaient devenus un trio.

Mais dans tout trio, il existe toujours une géométrie invisible. Deux des associés occupaient la scène. L'un parlait fort. L'autre parlait beaucoup. Le troisième écoutait.

On le voyait moins. On l'entendait peu. Mais il comprenait tout. Et c'est peut-être cela qui faisait sa force.

Car l'intelligence silencieuse possède une qualité dangereuse : elle voit les fissures avant les autres.
Peu à peu, les egos commencèrent à gonfler.

Les succès ont ce défaut : ils nourrissent les vanités comme l'eau nourrit les marécages. Les réunions devinrent des confrontations. Les discussions, des calculs. Les décisions, des pièges. Les regards changèrent. L'un soupçonnait. L'autre comptait.

Le troisième observait. Il voyait les trahisons minuscules, celles qui commencent par des détails : un dossier déplacé, un contrat mal expliqué, une décision prise sans prévenir. Puis les choses s'accélérèrent. Des détournements.

Le ballet des monnaies évanouies prend un autre rythme.

Des rancœurs. Des accusations. Le projet qui devait être une construction devint un champ de bataille. Il n'y avait plus trois médecins. Il y avait deux adversaires… et un témoin.

Le broussailleux et le mammouth s'affrontaient avec une énergie presque primitive. L'Érudit, lui, comprenait quelque chose de plus simple et de plus tragique : ce n'était pas l'argent qui les détruisait.

C'était l'ego. Car l'ego est une étrange maladie. Il ne tue pas le corps. Il consume l'intelligence.

Et lorsque l'intelligence s'épuise, les alliances se transforment en ruines. Le projet médical à trois, autrefois éclatant, devint chancelant.

Les couloirs où ils marchaient ensemble résonnaient désormais d'échos froids. Ils avaient commencé comme une promesse. Ils finirent comme une démonstration.

Car certaines histoires ne se terminent pas par une victoire. Elles se terminent par une évidence. Trois intelligences avaient voulu bâtir une œuvre. Deux egos avaient suffi pour la détruire.

Et essayer de construire, en solo, sous d'autres cieux. Et la troisième essaye de reconquérir une terre légitime avec un arrière goût de revanche.



كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS

COUP DE COEUR



Anwar CHERKAOUI

MAÎTRISER L'IA PLUTÔT QUE LA SUBIR.





L'analyse complète et les contenus enrichis sont à découvrir dans la version augmentée de IAMAG sur PressPlus.

By Lodj

WWW.PRESSPLUS.MA

MOSCOU TENTE D'ENLISER LE CONFLIT EN IRAN, COMME WASHINGTON L'AVAIT FAIT EN UKRAINE..



par **Mohamed Ait Bellahcen**

Il faut parfois se méfier des lectures trop morales de la géopolitique. Les États ne prolongent pas les guerres parce qu'ils aiment le chaos en soi. Ils les prolongent lorsqu'ils estiment que le désordre leur rapporte davantage que la stabilité. C'est peut-être sous cet angle qu'il faut regarder le rôle russe dans la crise irano-américaine actuelle : non pas seulement comme un soutien à un partenaire, mais comme une stratégie plus large d'usure, de dispersion et de pression indirecte sur l'Occident.

Russie-Iran : la stratégie froide du conflit qui s'éternise

Moscou a officiellement appelé à la fin des hostilités dans le Golfe et se présente comme partisan d'une solution diplomatique. Le discours est connu : désescalade, sécurité collective, refus d'un embrasement régional. Mais derrière cette posture, la réalité des rapports russo-iraniens est plus ambivalente. La Russie et l'Iran ont consolidé ces derniers mois leur partenariat stratégique, sans aller jusqu'à une alliance militaire formelle. Ce détail est essentiel : il permet à Moscou de soutenir, d'influencer, d'équiper parfois, tout en évitant de porter le coût complet d'un engagement direct.

Le cœur du sujet est là. Dans le monde actuel, la puissance ne s'exerce plus seulement par l'intervention frontale. Elle s'exerce par la capacité à compliquer le jeu adverse. Si la Russie aide l'Iran à renforcer certaines de ses capacités militaires ou technologiques, l'objectif n'est pas forcément de faire gagner Téhéran rapidement. Il peut être plus subtil : rendre plus coûteuse toute opération américaine ou israélienne, maintenir une zone de crise durable, détourner une partie de l'attention, des ressources et du capital politique occidental. Reuters relevait encore début mars que Moscou et Pékin avaient aidé l'Iran à construire des capacités destinées à compliquer les opérations américaines et à augmenter le coût d'une attaque.

Ce schéma est familier. Depuis plusieurs années, les grandes puissances ont compris qu'un conflit long pouvait parfois être plus utile qu'une victoire nette. Une guerre qui s'étire fatigue les opinions publiques, dérègle les marchés, fracture les alliances, désorganise les agendas diplomatiques et oblige l'adversaire à disperser ses moyens. Reuters rapportait cette semaine que la guerre avec l'Iran est déjà entrée dans une "possible nouvelle phase" pour Washington, au point d'alimenter la réflexion américaine sur des renforts militaires supplémentaires. Dans le même temps, la crise a déjà des effets visibles sur les prix de l'énergie, ce qui transforme le champ de bataille en levier économique mondial.

Autrement dit, le conflit n'est pas seulement militaire. Il est budgétaire, énergétique, psychologique et diplomatique. Il pèse sur les chaînes d'approvisionnement, sur les marchés pétroliers, sur les arbitrages électoraux des démocraties et sur la capacité des États-Unis à rester concentrés sur plusieurs théâtres à la fois. Reuters signalait même que la guerre autour de l'Iran perturbait le calendrier des discussions sur l'Ukraine, au point que le Kremlin lui-même a évoqué une pause de fait, le temps que Washington retrouve de la disponibilité politique. Cela dit quelque chose de la logique russe : chaque crise peut être utilisée pour en compliquer une autre.

La nouvelle arme géopolitique : faire durer la guerre plutôt que la gagner

Il serait pourtant réducteur de dire que Moscou “veut seulement prolonger la guerre”. La Russie agit d’abord selon une logique d’intérêt. Elle cherche à empêcher une victoire stratégique complète de Washington au Moyen-Orient, à préserver son accès à un partenaire utile, à maintenir sa place dans les équilibres énergétiques et à se présenter comme puissance incontournable dans toute sortie de crise. Son jeu n’est pas idéologique, il est transactionnel. Même lorsqu’elle appelle à la paix, elle le fait depuis une position calculée, pas depuis une neutralité angélique.

Le plus préoccupant, au fond, n’est pas seulement le tête-à-tête entre l’Iran et ses adversaires. C’est la transformation de chaque guerre régionale en carrefour de puissances connectées. Un front au Moyen-Orient devient un test pour les drones, pour les systèmes de défense, pour le renseignement satellitaire, pour les circuits énergétiques, pour les alliances navales et pour la résistance des économies. Les images satellites des frappes et contre-frappes dans la région, abondamment diffusées par Reuters, rappellent que cette guerre est aussi une guerre de visibilité, de précision et de signal.

La vraie question n’est donc pas seulement de savoir si la Russie soutient l’Iran. Elle est de savoir quel modèle stratégique s’impose désormais dans le monde. Et la réponse est sombre : nous entrons dans un âge où certaines puissances jugent plus rentable d’entretenir une crise que de la résoudre. Un conflit qui dure use plus sûrement qu’un choc bref. Il épuise les finances, les nerfs, les certitudes et parfois les régimes.

La guerre moderne ne cherche plus toujours la conquête totale. Elle cherche souvent l’enlisement utile. C’est là, peut-être, que se trouve aujourd’hui la méthode russe : non pas remporter seule toutes les batailles, mais faire en sorte que personne n’en sorte vite.



ET SI TRUMP FAISAIT PAYER L'EUROPE AUTREMENT ?



par **Adnane Benchakroun**

L'Amérique ne garantit plus gratuitement un ordre dont les autres bénéficient ; elle présente l'addition.

Et si Donald Trump n'avait pas cherché à punir l'Europe, mais simplement à lui présenter la facture d'un refus stratégique ?

La question peut sembler brutale, presque excessive. Pourtant, elle mérite d'être posée. Depuis plusieurs jours, une hypothèse circule : face au refus ou à la réticence de plusieurs capitales européennes à se joindre pleinement à la coalition voulue par Washington dans l'escalade autour de l'Iran, la Maison-Blanche aurait laissé se développer une pression indirecte sur le front énergétique. Non pas pour se venger des Européens, mais pour leur rappeler une règle trumpienne simple : on ne peut pas vouloir la protection américaine, refuser le risque militaire, et espérer rester à l'abri des coûts. C'est dans cet espace gris, entre diplomatie de crise, calcul électoral et rapport de force économique, que se joue peut-être l'un des scénarios les plus crédibles du moment.

Il faut peut-être cesser de lire Donald Trump avec les vieux réflexes de la diplomatie classique. Chez lui, la stratégie n'est pas toujours idéologique, encore moins doctrinale.

Elle est souvent transactionnelle, brutale, presque comptable. Dans le dossier explosif de la guerre autour de l'Iran, l'hypothèse la plus solide n'est donc pas forcément celle d'une punition délibérée des Européens. Elle est plus froide, plus simple, et peut-être plus inquiétante : si l'Europe refuse d'assumer le risque militaire, alors elle devra en assumer le prix économique, énergétique et politique.

C'est là que se dessine un scénario crédible. Washington n'aurait pas nécessairement cherché à "faire payer" l'Europe par vengeance, comme on inflige une sanction à un allié récalcitrant. La logique serait plus trumpienne que cela. Elle consisterait à poser un marché implicite : les États-Unis prennent l'initiative stratégique, Israël pousse l'escalade, mais si les Européens refusent de se joindre à la coalition ou de s'exposer davantage, ils ne pourront pas espérer être protégés du contre-choc sur le pétrole, le gaz, les chaînes logistiques et l'inflation. Autrement dit : vous ne voulez pas combattre, vous paierez autrement.

Cette lecture mérite d'être prise au sérieux parce qu'elle correspond à une constante du trumpisme. Trump ne raisonne pas comme un gardien désintéressé de l'Occident. Il raisonne comme un négociateur de puissance. Chaque alliance doit produire une contrepartie. Chaque protection a un prix. Chaque refus doit avoir un coût. Dans cette vision, l'Europe n'est pas un partenaire à ménager indéfiniment ; c'est un bloc de pays prospères, dépendants de la sécurité des routes maritimes et du Golfe, mais souvent réticents lorsqu'il s'agit d'entrer dans le dur du rapport de force militaire.

Le détroit d'Hormuz, dans cette équation, n'est pas seulement un passage maritime. C'est un levier politique. Le simple fait que la sécurité des flux énergétiques y devienne incertaine suffit à renchérir les prix, à tendre les marchés et à fragiliser les économies importatrices.

Or, qui subit le plus vite ce type de choc ? L'Europe, déjà vulnérable aux secousses énergétiques, déjà affaiblie par plusieurs années de tensions inflationnistes, déjà travaillée par des équilibres politiques internes fragiles. Dans une telle configuration, Trump peut considérer que le refus européen de suivre Washington n'est pas gratuit. Il déclenche automatiquement une autre forme de contribution : non pas par le sang, mais par la facture.

Ce scénario est d'autant plus plausible qu'il épouse aussi les contraintes intérieures américaines. Trump sait qu'une flambée durable des carburants peut lui coûter politiquement cher sur le front domestique. Il lui faut donc tenir une ligne ambiguë : assez de pression pour conserver l'initiative et imposer ses conditions aux alliés, mais pas au point de provoquer un emballement incontrôlable des prix qui se retournerait contre lui.

C'est tout le paradoxe du moment. La Maison-Blanche peut chercher à instrumentaliser la vulnérabilité énergétique européenne tout en essayant de limiter le dommage pour l'électeur américain. La brutalité géopolitique se heurte ici à une frontière très concrète : le prix à la pompe.

Il serait donc excessif de parler d'un complot anti-européen. Ce mot simplifierait trop. En revanche, parler d'un burden sharing brutal paraît juste. Trump ne dirait pas nécessairement aux Européens : "je vous punis". Il leur dirait plutôt : "vous avez choisi votre niveau d'engagement ; voici maintenant son coût réel". C'est une manière de déplacer la solidarité atlantique vers un terrain moins noble, plus cru, presque marchand. L'Amérique ne garantit plus gratuitement un ordre dont les autres bénéficient ; elle présente l'addition.

Pour l'Europe, le danger est précisément là. Non pas seulement dans la guerre elle-même, mais dans le fait d'être enfermée dans une position intermédiaire : trop proche de Washington pour être neutre, trop prudente pour être pleinement engagée, et donc suffisamment exposée pour payer sans vraiment décider. C'est le pire des mondes. On n'y gagne ni l'influence stratégique, ni la stabilité économique.

Au fond, le scénario possible n'est pas celui d'une vengeance. C'est celui d'une pédagogie par le choc. Trump pourrait vouloir rappeler aux Européens qu'en géopolitique, l'abstention n'existe pas vraiment. Quand on refuse de participer à la bataille, on peut tout de même hériter de sa facture. Et dans le monde qui vient, cette facture s'écrit de plus en plus en barils, en cargaisons de GNL, en primes d'assurance maritime et en points d'inflation.



APRÈS L'IRAN, ISRAËL FAIT-IL DE LA TURQUIE SA PROCHAINE CIBLE STRATÉGIQUE ?

En juin 1964, le président américain Lyndon Johnson envoya une lettre au Premier ministre turc Ismet Inönü. Ce document d'une poignée de pages déclencha un séisme politique dont les secousses se font encore sentir aujourd'hui. Johnson y informait Ankara que si la Turquie intervenait militairement à Chypre en utilisant des équipements américains — ce à quoi elle avait pourtant droit légalement — l'OTAN pourrait choisir de ne pas la défendre en cas d'attaque soviétique. Inönü fut sidéré. Il déclara à son conseil des ministres : « Nos amis et nos ennemis se sont ligués contre nous. » Soixante ans plus tard, cette lettre explique pourquoi l'industrie de défense turque exporte pour 9,87 milliards de dollars par an — et pourquoi Israël s'en inquiète sérieusement.



par **Mohamed Ait Bellahcen**

La guerre des 12 jours : les leçons militaires que la Turquie tire pour sa défense

La Turquie d'après-guerre était un partenaire précieux pour les États-Unis, et les deux pays le savaient chacun très bien. Ankara contrôle les détroits du Bosphore et des Dardanelles — les seuls accès maritimes à la mer Noire, où l'Union soviétique avait déployé un tiers de sa flotte. Washington finança massivement cette alliance : entre 1947 et 1973, l'aide américaine à la Turquie dépassa les 6,7 milliards de dollars, dont 3,7 milliards en assistance militaire. L'armée turque devint ainsi presque entièrement dépendante des équipements américains. Une dépendance que personne à Ankara ne questionnait vraiment — jusqu'à ce que Chypre entre dans l'équation.

L'île de Chypre cristallisait des tensions historiques complexes entre une majorité gréco-chypriote et une minorité turco-chypriote. Quand le président chypriote Makarios III abolit unilatéralement les accords de Londres et de Zurich en 1964 — qui garantissaient les droits des Turcs de l'île — Ankara menaça d'intervenir militairement en vertu de ses droits de puissance garante. C'est alors que tomba la lettre de Johnson. Non seulement Washington refusait tout soutien à l'intervention, mais il mettait en doute la solidarité de l'OTAN. Pour un pays qui avait accueilli 25 bases militaires américaines sur son sol et envoyé ses soldats mourir en Corée aux côtés des Américains, c'était une trahison. La Turquie recula cette fois-là. Mais elle n'oublia pas.

Dix ans plus tard, la facture de cette dépendance arriva. Après l'intervention militaire turque à Chypre en juillet 1974 — cette fois réellement exécutée — le Congrès américain vota un embargo complet sur les ventes d'armes à Ankara, y compris les pièces de rechange. Le timing était dévastateur : l'armée turque était en pleine opération et avait besoin de maintenance. En quelques mois, la moitié de l'aviation militaire turque fut clouée au sol. Sur les 39 chasseurs F-4 Phantom disponibles, seulement 16 restaient opérationnels. La Turquie payait des mensualités et des frais de stockage pour des avions que les Américains lui refusaient de livrer. Le Premier ministre turc Demirel supplia personnellement le président Ford lors d'une rencontre à Bruxelles : « Nous avons risqué d'être une cible soviétique pour vous. Nous vous avons accueilli sur notre territoire. Pourquoi nous faites-vous cela ? » Ford compatit. Et ne fit rien.

La réaction turque fut immédiate et systématique. En 1975, Ankara ferma les 25 bases militaires américaines sur son territoire — coup dur pour la CIA qui perdait des actifs précieux dans sa surveillance de l'armée soviétique. Simultanément, le gouvernement turc lança les premières institutions dédiées à la défense nationale : la société d'électronique militaire Aselsan en 1975, suivie de Roketsan pour les missiles et de plusieurs autres structures. Le peuple turc, galvanisé par l'humiliation, contribua financièrement à cet effort.

L'embargo fut levé en 1978. La Turquie continua quand même.
Dans les années 1980, Ankara affina sa stratégie : plutôt que de simplement acheter des armes, elle négocia des accords de production sous licence et de transfert de technologie. Le partenariat avec General Dynamics et General Electric pour assembler des F-16 en Turquie à partir de 1984 est emblématique de cette approche. Les entreprises occidentales apportaient la technologie, les investisseurs turcs apportaient le capital. Ce modèle permit à la Turquie d'acquérir progressivement une expertise dans les chasseurs, véhicules blindés, systèmes radar et guerre électronique — tout en gardant les Américains dans la relation. Une habileté diplomatique qui masquait une stratégie d'émancipation délibérée. Car les Turcs avaient bien compris la limite du système : les partenaires étrangers partageaient rarement le code source ou les technologies véritablement sensibles. Ankara assemblait les F-16 pendant des décennies sans jamais accéder à la bibliothèque de menaces de l'avion.

Baykar, drones, chasseurs furtifs : la revanche industrielle que la Turquie prépare depuis 60 ans

Avec l'arrivée au pouvoir d'Erdogan au début des années 2000, la stratégie évolua encore. Exit les simples accords de licence — place au développement local financé massivement par l'Agence de l'industrie de défense. Les entreprises turques, publiques et privées, furent encouragées à travailler en collaboration avec les universités et les centres de recherche pour développer des produits entièrement turcs, exportables. Le pari fut spectaculaire : les exportations d'armement passèrent de 248 millions de dollars en 2002 à 9,87 milliards de dollars en 2025. Le taux d'autosuffisance atteignit 80% en 2024. Et Baykar — fondée en 1986, spécialisée dans les drones — intégra en 2024 la liste SIPRI des 100 plus grandes entreprises mondiales de défense, aux côtés de quatre autres entreprises turques.

C'est précisément cette trajectoire qui rend la Turquie préoccupante pour Israël. L'ancien Premier ministre israélien Naftali Bennett l'a dit sans ambages : « La Turquie est le nouvel Iran. » L'analyste de l'American Enterprise Institute Michael Rubin a publié, dans les premiers jours de la guerre américano-israélienne contre l'Iran, un message en turc sur X demandant publiquement si Ankara en 2036 ressemblera à Téhéran en 2026. Cette rhétorique n'est pas anodine — elle sert à préparer l'opinion internationale à une confrontation avec la Turquie.

Erdogan, lui, a répondu en termes clairs : « Si Israël a un dôme de fer, la Turquie construira un dôme d'acier. » Une métaphore transparente sur le développement de systèmes de défense aérienne autonomes.

L'académie nationale du renseignement turc (affiliée au MIT) a publié une étude intitulée La guerre des 12 jours : leçons pour la Turquie analysant le conflit Iran-Israël de juin 2025. Les conclusions sont instructives pour toute la région : l'importance cruciale des alliances fiables (Israël a bénéficié du soutien logistique et de renseignement occidental tandis qu'Iran n'a reçu aucun appui réel de la Chine ou de la Russie), la nécessité de protéger les élites militaires et civiles dès les premières heures d'un conflit (Israël a éliminé l'essentiel du commandement iranien dans les premières heures), l'importance des systèmes d'alerte précoce et des abris pour réduire les pertes civiles, et enfin le renseignement cyber, spatial et électronique comme condition sine qua non de toute souveraineté défensive. Le ministre turc des Affaires étrangères a résumé la leçon en termes limpides : si une puissance ne maîtrise pas le renseignement satellitaire, le cyber, la guerre électronique et la défense aérienne à un niveau d'excellence, « elle n'a rien à faire dans une confrontation avec Israël ou l'Amérique. »

Pour le Maroc, qui a lui-même diversifié ses fournisseurs d'armement — incluant les drones turcs Bayraktar — et qui navigue dans des équilibres régionaux complexes, l'histoire turque est plus qu'un cas d'école géopolitique. C'est un miroir. La dépendance aux équipements militaires d'un seul fournisseur est un levier que les grandes puissances n'hésitent pas à actionner au moment où cela arrange leurs intérêts. La Turquie a mis cinquante ans à construire une alternative crédible. Ce que cette histoire enseigne avant tout, c'est que la souveraineté ne se décrète pas — elle se fabrique, pièce par pièce, contrat par contrat, technologie par technologie. Et que le prix de la dépendance, quelle qu'elle soit, finit toujours par être présenté à payer au pire moment possible.



Billet

IRAN : APRÈS LE NOUVEAU VOLTE-FACE DE DONALD TRUMP , FAUT-IL CRAINDRE LE PIRE !?



Par **Hafid Fassi fihri**

Trump affirme négocier avec l'Iran, Téhéran dément et publie des listes de cibles énergétiques au Moyen-Orient après le nouvel ultimatum

Report des frappes ?

Une peinture murale avec un portrait de l'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême iranien tué le 28 février, le 22 mars 2026 sur la place Valiasr de Téhéran. © AFP

Trump change de ton et évoque des "négociations", Téhéran nie et publie des listes de cibles énergétiques au Moyen-Orient après le nouvel ultimatum Dans un spectaculaire revirement, le président américain Donald Trump a évoqué des "négociations" avec un responsable iranien non-identifié et suspendu pour cinq jours des frappes qui devaient viser des infrastructures clés de la République islamique, laquelle a lancé de nouveau des missiles vers Israël mardi matin.

La Maison Blanche est convaincue qu'elle a toujours la maîtrise des événements et après son échec à réunir une coalition internationale pour occuper le détroit d'Ormuz, Donald Trump veut-il seulement donner cette impression qu'il a donné toutes les chances à la diplomatie !?

Au 24e jour de la guerre, Donald Trump affirme ainsi avoir engagé des discussions avec un responsable iranien et suspend des frappes imminentes, mais Téhéran nie toute négociation. De son côté, Benjamin Netanyahu se dit prêt à poursuivre les opérations, sur fond de tensions autour du détroit d'Ormuz et de craintes d'une crise énergétique mondiale.

Donald Trump a changé de ton lundi 23 mars, au 24e jour de la guerre avec l'Iran, en évoquant des "négociations" avec un responsable iranien non identifié pour mettre fin aux hostilités, allant jusqu'à suspendre des frappes envisagées sur des infrastructures critiques iraniennes.

Mais le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf – qui, selon le site d'informations Axios, se serait entretenu avec les émissaires américains Steve Witkoff et Jared Kushner –, a pour sa part annoncé qu'il n'y avait "pas de négociations" avec les États-Unis. "De fausses informations sont utilisées pour manipuler les marchés financiers et pétroliers", a-t-il assuré.

"De fausses informations sont utilisées pour manipuler les marchés financiers et pétroliers", assure .le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf !

Après le tweet de Trump quant à des discussions confidentielles, le pétrole a immédiatement chuté de 10% !

En réponse à l'ultimatum américain, l'Iran avait menacé de fermer complètement le détroit et de cibler "toutes les infrastructures énergétiques, de technologie de l'information et de dessalement d'eau appartenant aux États-Unis", selon l'agence Fars citant l'armée iranienne.

De leur côté, les médias d'État iraniens ont publié lundi des listes de cibles potentielles au Moyen-Orient, dont les deux principales centrales électriques d'Israël, Orot Rabin et Rutenberg, ou encore des cibles en Arabie saoudite et dans les monarchies du Golfe.

Le spectre d'une crise énergétique ?

Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), Fatih Birol, avait estimé lundi matin que le monde avait "perdu 11 millions de barils par jour, soit plus que les deux crises pétrolières majeures réunies" des années 1970. Il a prévenu que la guerre, déclenchée le 28 février, pourrait provoquer la plus grave crise énergétique mondiale de ces dernières décennies.

De son côté, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dit avoir parlé lundi avec Donald Trump, qui "estime qu'il y a une chance de tirer parti des formidables succès militaires israéliens et américains afin de réaliser les objectifs de la guerre dans le cadre d'un accord qui préservera nos intérêts vitaux"

Benjamin Netanyahu s'est montré déterminé lundi soir à continuer les frappes en Iran et au Liban. Peu après, l'armée israélienne avait annoncé avoir lancé de nouvelles frappes contre des cibles du mouvement islamiste Hezbollah à Beyrouth.

Selon Donald Trump, les États-Unis négocient "avec des gens qu'[il] trouve très raisonnables, très solides". "Ils sont très respectés et peut-être que l'un d'entre eux sera celui que nous cherchons", a-t-il dit, sans nommer cette personne.
Utilisant, comme à son habitude, son réseau Truth social, le président américain a fait part d'un report "de cinq jours" de toute frappe qu'il menaçait de lancer sur des centrales électriques ou des infrastructures énergétiques en Iran.

Après le tweet de Trump quant à des discussions confidentielles, le pétrole a immédiatement chuté de 10% !
Plus tard, lors d'un échange avec la presse, il a ajouté que les États-Unis et l'Iran ont trouvé des "points d'accord majeurs" lors de négociations menées, selon lui, avec un "haut dirigeant" qui ne serait pas le nouveau guide suprême, Mojtaba Khamenei.

Donald Trump a toutefois menacé de "continuer à bombarder allègrement" si les négociations échouaient.La volte-face de Donald Trump lundi avait commencé avec un premier message sur Truth social, dans lequel le président s'était félicité de "TRÈS BONNES ET PRODUCTIVES DISCUSSIONS POUR UNE CESSATION TOTALE ET COMPLÈTE DE NOS HOSTILITÉS AU MOYEN-ORIENT".
Et lundi après-midi, le Premier ministre britannique, Keir Starmer, a "salué" ces discussions.En réaction aux annonces de Donald Trump, les cours du pétrole ont brutalement chuté de plus de 10 % lundi.

Le salut pétrolier passe-t-il par l'oléoduc Est-Ouest saoudien ?
Des explosions ont toutefois retenti lundi en début d'après-midi à Téhéran, a constaté un journaliste de l'Agence France-Presse (AFP), sans pouvoir dire ce qui en était la ou les cibles.Au Liban, une personne a été tuée lundi dans une frappe israélienne à Beyrouth visant un membre des Gardiens de la révolution iraniens, selon Israël.
Un porte-parole de l'armée israélienne a de son côté affirmé que la frappe avait visé "un terroriste de la force al-Qods", la branche des opérations extérieures des Gardiens de la révolution iraniens.



Des menaces sur les infrastructures
En plus de trois semaines de guerre au Moyen-Orient, ni les États-Unis ni l'Iran n'avaient évoqué publiquement des négociations. Les frappes envisagées sur les infrastructures faisaient planer une menace dangereuse d'escalade, alors que Donald Trump avait fixé à 0 h 44 mardi, heure de Paris, un ultimatum exigeant de l'Iran qu'il rouvre le détroit d'Ormuz.
À défaut, il menaçait "d'anéantir" le réseau électrique iranien, composé de plus de 90 centrales, dont certaines situées sur le Golfe.

Le bras de fer stratégique de la guerre se concentre toujours autour du détroit d'Ormuz, une voie stratégique pour l'approvisionnement mondial en hydrocarbures que l'Iran bloque en représailles aux attaques israélo-américaines.
Il n'y a pas que le pétrole qui est en jeu dans ce conflit puisque engrais, aluminium, hélium et autres matières premières transitent par le détroit d'Ormuz .
Il n'y a pas que le pétrole qui est en jeu dans ce conflit puisque engrais, aluminium, hélium et autres matières premières transitent par le détroit d'Ormuz . Avec l'envoi de l'USS Tripoli et ses marines au Moyen-Orient, une opération au sol se profile-t-elle ?
L'un des navires de guerre américains les plus perfectionnés, l'USS Tripoli, s'est mis en route pour le Moyen-Orient. À son bord, plus de 2 000 marines faisant partie d'une unité d'élite de l'armée américaine. Le signe que Donald Trump serait prêt à lancer en solo des opérations au sol en Iran ?

Avec AFP

DÉTROIT D'ORMUZ : VULNÉRABILITÉ DU MAROC FACE AUX CHOCS ÉNERGÉTIQUES



es tensions autour du détroit d'Ormuz exposent le Maroc à des risques accrus via les prix de l'énergie et les chaînes logistiques, plaçant le pays parmi les économies émergentes vulnérables aux chocs géopolitiques affectant les flux pétroliers et gaziers mondiaux.

Par **Mamoune ACHARKI**

Chaînes sous pression, dépendance mise à nu

La crispation autour du détroit d'Ormuz, par où transite une part significative du pétrole mondial, renforce la vulnérabilité du Maroc aux chocs énergétiques. Importateur net d'hydrocarbures, le pays subit une transmission rapide des hausses du Brent et des prix du gaz, avec des effets macroéconomiques immédiats : renchérissement des factures, pressions inflationnistes et tensions sur la balance des paiements. Dans un contexte de reprise fragile, une flambée prolongée se traduirait par des arbitrages budgétaires difficiles entre subventions ciblées, soutien aux ménages et compétitivité des entreprises.

Les secteurs électro-intensifs, le transport et l'agroalimentaire sont en première ligne. L'exposition passe aussi par les coûts logistiques : primes d'assurance maritime en hausse, routes allongées et incertitudes sur les délais. Pour un hub exportateur comme Tanger Med, la robustesse des chaînes de valeur et la diversification des marchés deviennent déterminantes. Si le Maroc a progressé dans les renouvelables (solaire Noor, éolien Tarfaya), ces capacités ne suffisent pas à neutraliser un choc pétrolier majeur à court terme.

Les autorités disposent toutefois de leviers. Les achats groupés de gaz, la diversification des approvisionnements et l'accélération des projets d'infrastructures gazières (GNL, interconnexions) sont des pistes pour réduire la dépendance. L'électrification des usages, l'efficacité énergétique et le développement de filières locales (hydrogène vert) peuvent atténuer l'empreinte énergétique externe.

Le test d'Ormuz est un rappel : pour les économies ouvertes et dépendantes en énergie, la résilience se construit par la diversification, la flexibilité et des politiques publiques réactives. Le Maroc a engagé cette transition, mais la fenêtre temporelle impose d'en accélérer le rythme.



LODJ

WEB RADIO

By Lodj

R212

La web Radio
des marocains du monde



WWW.LODJ.MA

Billet

LA FLOTTE FANTÔME DE L'IRAN.. COMMENT TÉHÉRAN A RECONSTRUIT EN SECRET SOUS LE NEZ DE LA CIA ?



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Le 18 avril 1988, la marine américaine détruisit la moitié de la flotte iranienne en moins de huit heures. Cette date n'est pas dans les manuels d'histoire. Mais elle est gravée dans chaque décision stratégique que Téhéran a prise depuis lors. Ce que Trump annonça triomphalement comme « la destruction de la marine iranienne » en 2026 était, selon les analystes, une façade soigneusement préparée — des épaves sacrifiées au-dessus de la surface pour nourrir la narration de la victoire, pendant que la vraie force restait tapie dans des anfractuosités de rochers que les satellites de la CIA ne peuvent pas voir. Comprendre ce qu'il en est réellement, c'est comprendre pourquoi 21 millions de barils de pétrole par jour — 20% de la consommation mondiale — dépendent de la décision d'un régime acculé.

Le détroit d'Ormuz : comment l'Iran a transformé 33 kilomètres de mer en détonateur économique planétaire

La marine iranienne ne ressemble à aucune autre. Elle existe en deux entités parallèles et délibérément séparées : la marine régulière avec ses 18 500 hommes et ses 67 unités navales principales, et la force navale des Gardiens de la Révolution avec ses centaines de zodiacs armés opérant selon une logique de guérilla maritime. Cette dualité n'est pas un défaut d'organisation — c'est une stratégie de survie. Si la première ligne est détruite, la seconde reste intacte. Et si la seconde est décapitée, les unités fonctionnent sur des ordres préétablis. Le Global Firepower classe cette marine au 37e rang mondial sur le papier. C'est une erreur d'analyse que Téhéran laisse volontiers prospérer.

La vraie force de l'Iran est géographique avant d'être navale. Les 2 200 kilomètres de côtes que le pays contrôle — de Bandar Khomeini à l'ouest jusqu'à Bandar Beheshti à l'est, avec en creux les îles d'Abou Moussa, de la Grande Tomb et de la Petite Tomb — constituent une architecture de dissimulation naturelle. Chaque base remplit une fonction précise. Bandar Abbas abrite le quartier général de la marine et le complexe industriel Shahid Darvishi pour la construction et la réparation de sous-marins. Bushehr surveille le réacteur nucléaire et gère les missiles de croisière côtiers. Jask, à l'est du détroit, contrôle le pipeline de 1 000 kilomètres qui relie Bushehr à la côte de l'océan Indien, contournant le détroit d'Ormuz en cas de blocage. Et les îles de la zone — transformées en plateformes fixes permanentes avec des silos de missiles C-802 et des systèmes de défense aérienne Hawk — constituent ce que les analystes militaires appellent un « piège suicidaire » pour toute flotte qui tenterait de forcer le passage.

La doctrine de cette marine est née le jour de la défaite de 1988. L'opération Praying Mantis fut un choc fondateur : en quelques heures, Washington avait prouvé qu'une confrontation classique avec la marine américaine était impossible. Téhéran en tira une conclusion radicale — ne jamais rejouer cette partie sur le même terrain. Ce fut la naissance de ce que les stratèges appellent la « doctrine du moustique » : des centaines de petits navires rapides sortant simultanément des anfractuosités côtières, saturant les systèmes de défense Aegis de la flotte adverse, incapables de traiter autant de cibles simultanément. Une attaque en essaim de 50 embarcations contre un seul bâtiment de guerre est mathématiquement supérieure à n'importe quel système de défense ponctuels conçu pour gérer des menaces linéaires.

L'armement qui accompagne cette doctrine est plus sophistiqué qu'on ne l'imagine généralement. Les sous-marins de classe Kilo d'origine russe — l'Al-Tarek et le Younès — pèsent 4 000 tonnes et plongent jusqu'à 300 mètres, transformant le Golfe Persique en un champ d'écoute acoustique impénétrable. À côté d'eux, les sous-marins Fateh et Ghadir, de conception entièrement iranienne, sont plus petits mais optimisés pour les opérations spéciales et le sabotage derrière les lignes ennemies. En surface, les frégates furtives de classe Moudge — Sahand, Deilaman, Jamaran — embarquent des radars tridimensionnels ACR-3D et des missiles de croisière Nour et Qader. La frégate Alborz est équipée du système de défense rapprochée Kamaan, capable de tirer 7 000 projectiles par minute contre toute menace approchant à moins de deux kilomètres. Et tout cela est complété par un champ de 3 000 mines marines intelligentes des séries Sadaf et M-08, conçues pour rester en veille pendant des années et se déclencher de manière sélective.

Architecture en pieuvre, mines intelligentes, essaims de zodiacs : l'arsenal caché d'Iran

Ce n'est pas tout. L'Iran a compris depuis longtemps que la vraie guerre d'Ormuz ne se gagnera pas par les armes mais par l'économie. Le détroit, large de 33 kilomètres seulement à son point le plus étroit, voit passer chaque jour 21 millions de barils de pétrole — un cinquième de la consommation pétrolière mondiale — ainsi qu'un tiers des exportations mondiales de gaz naturel liquéfié. « Trente jours de fermeture suffiraient à faire dépasser les 150 dollars le baril », selon l'analyse présentée dans ce décryptage stratégique. Pour un pays comme le Maroc, qui importe la quasi-totalité de son énergie, ce chiffre représente une catastrophe directe : une flambée de la facture énergétique nationale, une pression insoutenable sur la Caisse de compensation, une hausse mécanique du prix de l'essence, du transport, de l'alimentation.

Ce qui se joue dans ce détroit de 33 kilomètres concerne chaque ménage marocain.

C'est précisément pour neutraliser cette bombe économique que les frappes américaines de mars 2026 ont ciblé l'île de Kharg — le cœur pétrolier iranien par lequel transite 90% des exportations de brut du pays. Washington ne cherchait pas à détruire des navires. Il cherchait à neutraliser le mécanisme de déclenchement avant qu'il ne soit utilisé. Mais démanteler un système conçu sur 2 200 kilomètres de côtes accidentées, avec des plateformes mobiles qui tirent et disparaissent avant que le radar ennemi n'ait eu le temps de calculer leur position, est une entreprise d'une complexité opérationnelle qui dépasse les capacités d'une campagne aérienne. L'Iran n'a pas construit une marine pour gagner une bataille navale. Il a construit un système pour garantir que si son existence est menacée, le monde entier paie le prix.

Cette réalité dit quelque chose d'important sur la nature des conflits à l'ère contemporaine. Les grandes puissances peuvent détruire des bâtiments visibles, couler des navires identifiables, frapper des installations repérées par satellite. Ce qu'elles ne peuvent pas faire, c'est neutraliser une doctrine fondée sur l'invisibilité, la dispersion et la saturation. L'Iran de 1988 avait une marine conventionnelle — et il l'a perdue en huit heures. L'Iran de 2026 a une doctrine, une géographie et une patience — et aucune de ces trois choses ne peut être coulée.



Pour tout pays de la région qui cherche à comprendre les ressorts profonds de ce conflit, et pour tout décideur qui gère des approvisionnements énergétiques, la question qui demeure ouverte est la suivante : dans une guerre où l'arme principale est l'accès à 20% du pétrole mondial, qui a réellement le plus à perdre ?

"J'AVAIS PRÉVENU" DE SAAD AL-KAABI MINISTRE QATARI DE L'ÉNERGIE

Il y a des entretiens qui commentent l'actualité. Et puis il y a ceux qui la déplacent. Les déclarations de Saad al-Kaabi à Reuters appartiennent à cette seconde catégorie. Le patron de QatarEnergy et ministre qatari de l'Énergie ne s'est pas contenté de dresser un constat technique sur les dégâts de Ras Laffan. Il a surtout prononcé la phrase que le marché mondial refusait d'entendre : l'énergie du Golfe n'est plus un sanctuaire. Reuters rapporte que l'attaque iranienne a mis hors service 17 % de la capacité d'exportation de GNL du Qatar, soit 12,8 millions de tonnes par an, pour une durée estimée de trois à cinq ans, avec des pertes annuelles évaluées à 20 milliards de dollars.



Par **la rédaction**

Ce n'est pas seulement énorme. C'est un changement d'époque.

Pendant des années, la planète a vécu sur une fiction confortable : les tensions pouvaient secouer le Moyen-Orient, menacer Ormuz, faire grimper le pétrole, mais les grands nœuds industriels restaient globalement protégés par leur importance même.

Comme si leur rôle systémique leur garantissait une sorte d'immunité stratégique. Or Ras Laffan, plus grand complexe de GNL au monde, a été touché. Et quand un tel site est atteint, ce ne sont pas seulement des cargaisons qui disparaissent. Ce sont des contrats, des calendriers industriels, des politiques énergétiques nationales et des équilibres budgétaires qui se fissurent. Reuters souligne d'ailleurs que l'impact dépasse le seul GNL et touche aussi les condensats, le GPL et d'autres intrants critiques.

Mais l'essentiel de l'entretien d'al-Kaabi est peut-être ailleurs. Dans le reproche. Dans cette manière très froide, presque chirurgicale, de dire : j'avais prévenu. Il affirme avoir averti presque quotidiennement des responsables américains et des dirigeants d'ExxonMobil et de ConocoPhillips des risques d'une escalade contre l'Iran. Et il ajoute qu'il n'a reçu aucun avertissement préalable avant l'attaque qui a frappé le champ gazier iranien de South Pars, partagé avec le Qatar, ni avant la riposte qui a suivi. Dans cette séquence, al-Kaabi ne parle plus seulement en industriel. Il parle en témoin à charge d'une légèreté stratégique américaine.

C'est là que sa parole devient politique. Car le Qatar n'est pas n'importe quel pays du Golfe. C'est un allié clé des États-Unis, un fournisseur majeur de gaz pour l'Europe et l'Asie, et un acteur qui a longtemps cultivé l'image d'une puissance agile, utile à tout le monde, ennemie de personne au point d'être sacrifiable par tous. Or l'entretien à Reuters sonne comme un réveil brutal : à force de croire qu'on peut contenir une guerre tout en l'élargissant, on finit par découvrir que les infrastructures "partagées", les dépendances croisées et les intérêts globaux ne protègent plus personne. Ils exposent tout le monde.

Propos, donc, contre Washington et plus largement contre tous ceux qui ont traité l'escalade comme un jeu de signaux contrôlables. Quand la Maison Blanche parle de perturbations "anticipées" et "temporaires", alors que Doha parle de destruction d'équipements critiques et d'horizon pluriannuel, ce n'est pas juste une divergence d'appréciation. C'est un conflit de réalité. D'un côté, la communication stratégique. De l'autre, la matérialité industrielle. Et dans une crise énergétique, ce sont les tuyaux, les trains de liquéfaction et les délais de réparation qui ont toujours le dernier mot. Reuters indique même que, même si les hostilités s'arrêtaient rapidement, un retour à des chargements complets prendrait déjà plusieurs mois.

Il faut pourtant garder la tête froide. Un grand dirigeant d'État-producteur parle aussi pour protéger sa maison. Quand al-Kaabi insiste sur l'ampleur des dégâts,

sur la rapidité de l'évacuation de 10 000 personnes et sur l'ampleur des contrats affectés, il documente une crise, certes, mais il construit aussi un cadre politique et juridique. Il prépare les cas de force majeure, rassure ses partenaires sur le fait que Doha n'a pas failli, et repositionne le Qatar en victime lucide plutôt qu'en acteur pris au dépourvu. Ce n'est pas une manipulation. C'est la logique d'un patron d'énergie en temps de guerre.

Il faut aussi rappeler une vérité moins confortable pour Doha : l'Iran n'a pas frappé Ras Laffan dans le vide. La logique de Téhéran, qu'on la condamne ou non, consiste désormais à répondre au ciblage de ses propres installations par la vulnérabilisation énergétique de toute la région. Reuters note que d'autres sites dans le Golfe ont aussi été visés ou perturbés, de l'Arabie saoudite au Koweït, en passant par les Émirats et Bahreïn. Autrement dit, le message iranien n'est pas seulement anti-américain : il est systémique. Si l'énergie iranienne brûle, l'énergie du Golfe entier devient une zone de risque.

La question qui vient maintenant n'est plus seulement "qui a tort ?", mais "qui peut absorber le choc ?". Et la réponse n'est pas rassurante. Reuters montre que le marché regarde naturellement vers les États-Unis, seul grand acteur capable, à terme, de compenser une partie du manque qatari. Les investisseurs l'ont compris avant tout le monde : les actions de Cheniere et de Venture Global ont bondi après les déclarations d'al-Kaabi.
Le cynisme des marchés a ceci de brutal qu'il désigne vite les gagnants d'un désastre.

Mais cette compensation américaine reste partielle, progressive et intéressée. Elle ne remplace ni le volume, ni la souplesse, ni la centralité géographique du Qatar à court terme.

Le plus inquiétant, au fond, n'est peut-être pas le prix du gaz. C'est ce que cette séquence raconte sur le monde. Nous entrons dans une phase où les guerres ne visent plus seulement des armées, mais des architectures entières : ports, raffineries, trains LNG, câbles, routes maritimes, stocks, assurances, financements. Les États continuent de parler le langage de la souveraineté ; les marchés, eux, découvrent qu'ils vivaient sous perfusion de stabilité implicite. Saad al-Kaabi l'a dit avec les mots d'un homme d'énergie. Mais ce qu'il a décrit dépasse de loin le Qatar : c'est la fin de l'idée selon laquelle l'économie mondiale pourrait rester à l'écart de la guerre tout en profitant de ses rapports de force.

Sa déclaration à Reuters restera peut-être comme l'un des moments où le vernis a craqué. Non parce qu'un ministre s'est montré plus ému que d'habitude. Mais parce qu'un responsable central du système énergétique mondial a admis, en direct, que le cœur du réacteur mondial était désormais une cible. Et qu'à partir de là, tout le reste — diplomatie, marchés, discours, promesses de résilience — devient secondaire.

قطر للطاقة
QatarEnergy



CHOC ÉNERGÉTIQUE : ESPAGNE, ITALIE, FRANCE... TROIS MÉTHODES POUR PROTÉGER LE POUVOIR D'ACHAT

En Europe du Sud, la flambée des prix de l'énergie n'est plus traitée comme un simple épisode de volatilité. L'Espagne, l'Italie et la France réactivent des réflexes de crise déjà éprouvés depuis 2022, mais avec une contrainte nouvelle : protéger les ménages sans dérapage budgétaire. Trois pays, donc, trois méthodes, et au fond une même obsession politique : éviter que le choc pétrolier et gazier venu du Golfe ne se transforme en colère sociale durable.



Par **la rédaction**

Espagne, Italie, France...

L'Espagne apparaît comme le pays le plus offensif. Madrid a d'abord autorisé la libération de réserves stratégiques de pétrole pour amortir le choc d'approvisionnement, puis a préparé une réponse fiscale plus visible pour les automobilistes et les ménages. Selon plusieurs médias espagnols cités par Reuters, le gouvernement travaille sur une baisse de la TVA sur les carburants de 21 % à 10 %, la suspension de la taxe sur les hydrocarbures et la suppression de la taxe de 5 % sur la consommation d'électricité, avec un effet attendu de 0,30 à 0,40 euro de baisse par litre à la pompe. Le gouvernement espagnol a aussi indiqué vouloir aider les ménages, les indépendants et les entreprises exposées à la hausse des coûts de l'énergie. La logique espagnole est simple : frapper vite, lisiblement, et assumer une intervention directe sur la facture.

L'Italie a choisi une voie un peu plus équilibrée entre soutien social et compensation budgétaire. Le gouvernement Meloni avait déjà annoncé en février un plan pouvant aller jusqu'à 3 milliards d'euros pour aider les ménages modestes, les classes moyennes et les petites entreprises à faire face aux factures d'énergie. Une partie de cet effort doit être financée par une hausse de la fiscalité sur les groupes énergétiques, avec un relèvement de l'IRAP de 3,90 % à 5,90 %, destiné à rapporter environ 1 milliard d'euros jusqu'en 2028. À cela s'ajoute un geste sur les carburants : Reuters rapporte que Rome a abaissé les accises, pour un coût estimé à 417,4 millions d'euros jusqu'au 7 avril. L'Italie envoie donc un message politique clair : oui à la protection des consommateurs, mais en faisant aussi contribuer les gagnants de la crise énergétique.

La France, en revanche, avance avec plus de prudence. Le pays garde en mémoire le coût massif du bouclier tarifaire déployé lors des crises précédentes, et l'état des finances publiques limite aujourd'hui toute tentation d'un nouveau grand "quoi qu'il en coûte". Le gouverneur de la Banque de France a rappelé que les marges budgétaires sont désormais étroites. Le gouvernement privilégie donc des leviers moins coûteux : pression sur les distributeurs, engagement commercial sur les prix à la pompe, éventuel encadrement des marges, et maintien des dispositifs ciblés pour les ménages les plus fragiles. Le 12 mars, Bercy a annoncé que les distributeurs de carburants s'engageaient à des baisses significatives des prix après réunion avec l'exécutif. La réponse française n'est pas inexistante ; elle est simplement plus défensive, plus calibrée, et politiquement plus risquée si la crise dure.

Ce qui relie ces trois pays, c'est la même hiérarchie des priorités. D'abord, éviter une transmission trop brutale aux prix du transport, du chauffage et de l'électricité. Ensuite, contenir l'effet inflationniste sur l'alimentation, la logistique et l'industrie. Enfin, prévenir la traduction politique de cette hausse des prix : colère des ménages, pression des transporteurs, tensions avec les agriculteurs, et retour du débat sur les "profits de crise". Dans les trois cas, les gouvernements savent qu'une hausse prolongée du pétrole ou du gaz n'est jamais seulement un sujet énergétique ; c'est une question de pouvoir d'achat, de compétitivité et de stabilité sociale.

Pour le Maroc, la leçon est limpide.
L'Espagne montre l'efficacité politique d'un choc fiscal immédiat. L'Italie illustre l'intérêt d'un soutien ciblé financé partiellement par les énergéticiens. La France rappelle qu'un État trop fragilisé budgétairement finit par ne plus pouvoir protéger que partiellement.

Rabat devra donc arbitrer entre trois options : subventionner largement au risque d'alourdir la facture publique, cibler les ménages et secteurs les plus exposés au risque d'un mécontentement diffus, ou compter sur le marché en espérant une décrue rapide. Dans un contexte de fin de mandat et à l'approche des législatives de septembre 2026, ce choix ne sera pas seulement économique. Il sera hautement politique.



Billet

PERCÉE DU RENSEIGNEMENT SANS PRÉCÉDENT : COMMENT ISRAËL PARVIENT-IL JUSQU'AUX DIRIGEANTS IRANIENS ?



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Le baril de Brent approche les 107 dollars. En dix-huit jours de frappes américano-israéliennes sur l'Iran, quelque 25 000 objectifs ont été frappés. Le ministre iranien du renseignement vient d'être assassiné dans l'appartement de sa fille à Téhéran. Pour un pays comme le Maroc, qui importe plus de 90% de son énergie, ce qui se passe dans le Golfe n'est pas une actualité lointaine — c'est une pression directe sur le portefeuille de chaque ménage, sur la Caisse de compensation, sur l'ensemble de l'économie nationale. Comprendre ce conflit, c'est comprendre les prochaines semaines du coût de la vie.

L'Iran se vide de ses dirigeants un par un — et personne ne sait qui décide encore à Téhéran

Pour saisir ce qui se joue réellement, il faut d'abord accepter une vérité que les analystes formulent avec une clarté croissante : le régime iranien n'est plus en état de fonctionner comme un État. La série d'assassinats ciblés — Khamenei le 28 février, Ali Larijani le 17 mars, et maintenant le chef du renseignement — a décapité l'appareil de décision à un rythme sans précédent dans l'histoire des conflits modernes.

Un officier du renseignement israélien l'a dit sans euphémisme : « Nous connaissons Téhéran comme nous connaissons Tel-Aviv. Si un arbre est coupé dans une rue de la capitale iranienne, nous demandons où il est allé. » David Petraeus, ancien directeur de la CIA, avait lui-même admis avoir été sidéré par la profondeur de la pénétration israélienne dans les appareils iraniens, bien avant le déclenchement de ce conflit.

Ce niveau de pénétration n'est pas un accident. Il est le résultat d'une décennie de travail systématique, facilité par les propres dysfonctionnements du régime — un système qui muselle ses dissidents, centralise ses décisions de manière opaque, et génère mécaniquement des informateurs.

« Un système qui étouffe la dissidence finit par affaiblir toutes ses capacités : administratives, militaires, technologiques », résument les analystes. Le Corps des Gardiens de la Révolution — jadis pilier de l'État islamique — opère désormais davantage comme une milice fragmentée, avec des ordres préétablis mais sans commandement unifié. Chaque brigade agit de son côté. La stratégie dite de la « mosaïque » que Téhéran avait conçue pour résister à une décapitation s'est retournée contre lui : en distribuant l'autorité, le régime a aussi distribué l'impuissance.

La question qui revient dans toutes les analyses est celle-ci : ce régime peut-il changer de comportement pour survivre, négocier, trouver un compromis ? La réponse que formulent les experts du Golfe, les analystes américains et les responsables israéliens converge vers le même constat — non. Pas parce qu'il en serait incapable techniquement, mais parce que son idéologie est constitutive de son existence.

Le régime des mollahs ne peut pas renoncer à son projet régional sans se renoncer lui-même.

« Ce régime ne peut ni être réformé ni modifier son comportement, car ce comportement est indissociable de son identité idéologique », observe l'un des participants au débat. La guerre civile froide américaine de 2016 à 2020 ne lui a même pas appris la modération — encore moins cette séquence de destructions massives.

Assassinats en chaîne, renseignement israélien total : le régime iranien en voie d'effondrement

Trois batailles se mènent simultanément, et elles ne sont pas toutes militaires. La première est celle de la logistique et de l'énergie : qui contrôle les flux pétroliers, qui sécurise les détroits, qui peut se permettre de déclencher une guerre dont les effets économiques frappent ses adversaires plus durement que lui-même — les États-Unis, devenus premier producteur mondial de pétrole grâce au schiste, peuvent se permettre une fermeture d'Ormuz que ni la Chine ni l'Inde ni l'Europe ne peuvent tolérer.

La deuxième bataille est celle des récits : l'idéologie de la résistance armée contre le modèle de la prospérité et du bon voisinage que portent les États du Golfe. La troisième — peut-être la plus durable — est celle de l'architecture politique régionale de l'après-conflit : qui siègera à la table où se dessinera le nouveau Moyen-Orient ?

Sur ce troisième front, les pays du Golfe ont pris conscience d'un fait nouveau que la guerre a rendu visible : leur capacité militaire propre s'est adaptée à la menace. Huit pays du Golfe subissent quotidiennement des frappes de drones et missiles iraniens — et tiennent.

Cette résistance leur confère une légitimité régionale inédite. L'enjeu n'est plus seulement de survivre au feu, mais de définir l'ordre qui suivra. Un ordre fondé, comme le formulent leurs dirigeants, sur le développement, la paix et le bon voisinage — en opposition directe au modèle des milices transnationales et de la déstabilisation permanente que Téhéran a instrumentalisé pendant quarante ans. Que Netanyahou et cette coalition gouvernementale israélienne soient ou non des partenaires idéaux de cette vision — la question reste ouverte — ce recentrage du leadership arabe autour du développement n'en demeure pas moins réel et structurant.

Le Liban et le Hezbollah constituent le deuxième nœud du conflit. Sans financement iranien robuste, sans ligne d'armement opérationnelle, l'organisation ne disparaît pas — elle se recroqueville sur ses stocks existants et sur son armature idéologique qui ne nécessite pas de salaires pour fonctionner.

Désarmer le Hezbollah par la force serait une opération d'une complexité et d'un coût humain considérables, qui risquerait d'alimenter la guerre civile libanaise que tout le monde veut éviter. La voie que les analystes jugent réaliste est une autre : un accord libano-israélien — honte ou honneur, peu importe le nom qu'on lui donne — qui crée un nouveau rapport de forces interne, permettrait aux États arabes d'investir massivement au Liban, renforcerait l'armée libanaise et rendrait progressivement l'option militaire du Hezbollah politiquement intenable aux yeux de sa propre base. L'enjeu est de transformer une milice en parti politique — avec tous les droits que cela implique pour la communauté chiite libanaise, mais sans le monopole de la décision de guerre et de paix.



La dimension européenne du conflit révèle une forme d'impuissance politique que les uns jugent de la prudence et les autres de la lâcheté. Washington dit aux Européens : vous consommez le pétrole du Golfe, contribuez à sécuriser le détroit d'Ormuz. Berlin et Paris hésitent, tergiversent, formulent des positions contradictoires d'une conférence de presse à l'autre. La vérité est que l'Europe n'a pas de stratégie moyen-orientale cohérente — elle a des intérêts économiques, des obligations rhétoriques sur les droits humains, et une incapacité structurelle à projeter une puissance militaire autonome. Trump le sait, et ce qu'il veut réellement n'est pas leur aide — il veut les mettre en situation de témoins complices ou de spectateurs impuissants, pour que les pays du Golfe, à la fin, sachent qui était là et qui ne l'était pas.

Dans ce Moyen-Orient en mutation brutale, une leçon s'impose à toute économie qui dépend des importations d'énergie : les crises géopolitiques ne sont pas de simples turbulences passagères. Elles redessinent les architectures d'approvisionnement pour des décennies. Le Maroc — qui s'est doté avec Nador West Med d'un hub énergétique en cours de construction — a pris la mesure de cet enjeu. La question qui demeure ouverte, et que ce conflit pose avec une acuité particulière, est celle-ci : dans un Moyen-Orient sorti de guerre, avec un Iran reconfiguré ou effondré, avec un Hezbollah transformé ou marginalisé, quel sera le nouvel équilibre des prix de l'énergie mondiale — et qui, parmi les nations qui auront bien géré ce tournant, aura su en faire une opportunité de souveraineté plutôt qu'une nouvelle dépendance ?

كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

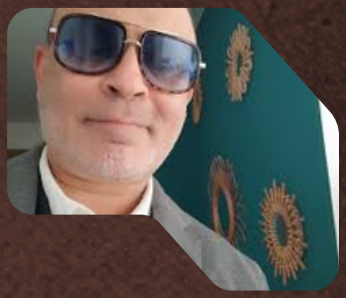
By Lodj

DEBATS

Room & Billet



Adnane Benchakroun



Hafid Fassi fihri



mamoune acharki



Mohamed Ait Bellahcen

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

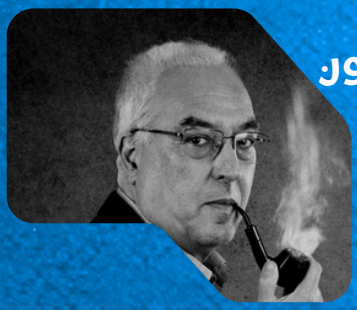
كتاب الرأي

DEBATS

كتاب الرأي



عزيز رباح



عدنان بنشقرون



محمد آيت بلحسن



عادل بن حمزة

أمس : «الفاتيكان، كم يملك من الفيالق؟» واليوم: «إيران، كم تملك من الصواريخ؟»



هيئة التحرير

وفقاً لعدة تحليلات عسكرية نُشرت في الأيام الأخيرة، والتي لا تزال بحاجة إلى تأكيد، يبدو أن إيران بدأت في تغيير تكتيكاتها القتالية.

لعقود من الزمن، لخصت عبارة ساخرة نُسبت إلى جوزيف ستالين الواقعية السياسية الفجة للقرن العشرين : «الفاتيكان، كم يملك من الفيالق؟». وبعبارة أخرى: كم عدد الجنود، كم عدد الدبابات، وكم هي القوة الحقيقية الكامنة وراء الخطاب الأخلاقي؟

حرب المخزونات

في مارس 2026، وبينما تدخل الحرب بين إيران والولايات المتحدة وإسرائيل أسبوعها الثاني، يتردد سؤال مشابه تقريباً في كافة الاستوديوهات التلفزيونية وهيئات الأركان : «إيران، كم بقي لديها من الصواريخ؟» خلف هذا التساؤل التقني في الظاهر، تكمن حقيقة استراتيجية جوهرية: في هذا الصراع، قد لا يُحسم الموقف بمعركة فاصلة، بل باستنزاف مخزونات الأسلحة.

منذ بداية الضربات، تثير الأرقام الذهول. فوفقاً لمسؤولين عسكريين أمريكيين، تم إطلاق أكثر من 500 صاروخ باليستي وأكثر من 2000 طائرة مسيرة إيرانية في المنطقة حتى الآن.
استهدفت هذه الهجمات إسرائيل، ولكنها طالت أيضاً عدة دول في الخليج، وقواعد عسكرية أمريكية، وبعض البنى التحتية للطاقة.
بالنسبة للمحللين العسكريين، تبدو الحرب الآن وكأنها "منافسة رشقات" : من سيصمد ويطلق النار لفترة أطول قبل أن تنفد ذخائره. ففي هذه المعادلة غير المتكافئة، هناك أمر يسترعي انتباه المراقبين : المسيرات الإيرانية تكلف بضع عشرات الآلاف من الدولارات، بينما قد تتجاوز تكلفة صواريخ الاعتراض الغربية عدة ملايين. إنها حرب اقتصادية بقدر ما هي عسكرية.

لغز المخزون الإيراني

تكمن المشكلة بالنسبة للمحللين الغربيين في أنه لا أحد يعرف بالضبط حجم الترسانة الإيرانية. فقبل الصراع، كانت التقديرات تتباين بشدة؛ إذ تحدثت بعض المصادر عن وجود أكثر من 3000 صاروخ باليستي، بينما قدرت مصادر أخرى وجود 2000 إلى 3000 صاروخ تشغيلي فقط.

ومن المفترض أن الضربات الإسرائيلية والأمريكية، بالإضافة إلى الرشقات المكثفة في الأيام الأولى للحرب، قد قلصت هذا المخزون بالفعل.
تشير بعض التقديرات الحديثة إلى أنه قد يتبقى اليوم ما بين 1000 و1500 صاروخ صالح للاستخدام، لكن هذا الرقم يظل تخمينياً. لماذا؟ لأن إيران قامت على مدار ثلاثين عاماً ببناء شبكة إنتاج وتخزين مشتتة للغاية : أنفاق تحت الأرض، قواعد متنقلة، صوامع مموهة، وبنى تحتية صناعية مدنية قابلة للتحويل إلى مصانع عسكرية.

السلاح الحقيقي : الطائرات المسيرة

إذا كانت الصواريخ الباليستية تجذب الانتباه، فإن الثورة العسكرية الإيرانية الحقيقية تكمن في مكان آخر : الطائرات المسيرة. فالمسيرات الانتحارية من عائلة "شاهد"، التي نالت شهرة واسعة في أوكرانيا، تشكل اليوم حجر الزاوية في الاستراتيجية الإيرانية.
وهنا أيضاً، تثير الأرقام الحيرة؛ إذ يتحدث بعض المحللين عن عشرات الآلاف من الوحدات، مع قدرات إنتاج صناعية قادرة على تصنيع الآلاف شهرياً. وعلى عكس الصواريخ، فإن هذه المسيرات منخفضة التكلفة، وسهلة الإنتاج، ويصعب اعتراضها عندما تهاجم في أسراب. والنتيجة : أنها تتيح لإيران شن حرب استنزاف تكنولوجية.
استراتيجية معلنة : الاستنزاف. يتوافق هذا المنطق تماماً مع العقيدة العسكرية الإيرانية. فإيران تدرك أنها لا تستطيع مضاهاة سلاح الجو الأمريكي أو الإسرائيلي، لذا يتمثل ردها في إغراق دفاعات الخصم بالصواريخ والمسيرات.
المبدأ بسيط : إشباع أنظمة الدفاع الجوي، ومضاعفة الضربات، وإجبار الخصم على إنفاق موارد هائلة مقابل كل عملية اعتراض. في هذا المنطق، لم يعد السؤال الاستراتيجي عسكرياً فحسب، بل صار صناعياً : كم صاروخاً تستطيع إيران إنتاجه كل شهر؟ وكم عدد صواريخ اعتراض "باتريوت" أو "آرو" التي يمكن للولايات المتحدة وإسرائيل تصنيعها؟ ومن سيصمد لفترة أطول؟

حرب القرن الحادي والعشرين. المفارقة هنا مذهلة. في القرن العشرين، كانت الحروب تُكسب باحتلال الأراضي، أما في القرن الحادي والعشرين، فقد تُحسم في سلاسل توريد مصانع الأسلحة. إنها حرب اللوجستيات، وحرب الإنتاج، وحرب المخزونات. لهذا السبب، وبعد مرور عشرة أيام على بدء النزاع، يكرر المحللون العسكريون حول العالم السؤال نفسه : «إيران، كم بقي لديها من الصواريخ؟».
وكما كان الحال قديماً بالنسبة للفاتيكان، فإن الإجابة على هذا السؤال قد تحدد الوزن الحقيقي لقوة ما على الرقعة العالمية، وربما تحدد أيضاً مآل هذه الحرب.

ملابس جديدة وديون قديمة... العيد يتحول إلى عبء مالي



هيئة التحرير

مع اقتراب أيام العيد، تتحول الشوارع والأسواق إلى حلبة سباق لا يعرف الرحمة. المحلات مزدحمة، الأسعار تتصاعد، والأسر تتهافت على الملابس والحلويات وكأن الفرح الحقيقي يُقاس بعدد الحقائب والأكياس. لكن هل هذا هو العيد الذي نحتفل به؟ أم مجرد عرض اجتماعي يفضح الهوس بالمظاهر؟

العيد في جوهره مناسبة روحية، لحظة تضامن وفرح، فرصة لتقوية الروابط الأسرية ومشاركة السرور مع الأطفال والفقراء. لكن اليوم، يبدو أن هذه المعاني ذهبت أدراج الرياح. ما نراه ليس فرحة، بل سباق مجنون لمجاراة الآخرين، حيث يُقاس النجاح العائلي بكمية المال المصروف لا بصدق المشاعر أو البهجة الحقيقية.

الأسعار النارية في الأسواق، وارتفاع تكاليف الملابس والحلويات، لم يمنع الأسر من الإنفاق المفرط، أحياناً حتى على حساب الاستدانة أو التضحية باحتياجات أساسية أخرى. والسبب؟ ضغط اجتماعي مستتر، خوف من كلام الناس، وسعي محموم لإثبات القدرة على مجاراة "الجيران والأقارب الناجحين اقتصادياً".

هنا يكمن التناقض الصادم: فرحة العيد تتحول إلى عبء نفسي ومالي، وطقوسه الروحية تصبح مجرد خلفية لعروض الاستعراض الاجتماعي. الأطفال يفرحون بملابس جديدة، لكنهم غالباً لا يشعرون بالفرح الحقيقي للعيد، لأن الكبار مشغولون بالسباق على المظاهر.

ربما حان الوقت لنصرخ: العيد ليس معركة استهلاكية، ولا بطولة لمَن يصرف أكثر! البهجة الحقيقية تكمن في المشاركة والتضامن، في القرب من الآخرين، في إدخال السرور على من لا يملك شيئاً. العيد هو بساطة وفرح صادق، لا رفوف مليئة بالمنتجات ومؤشرات مالية للتفاخر الاجتماعي.

إذا استمر المجتمع في هذا الطريق، فسيصبح عيد الفطر مجرد موسم للإنفاق، لا أكثر. فرحتنا الحقيقية بدأت تضيع، ومغزى المناسبة الروحي يتحول إلى عَرَض اجتماعي بحت. السؤال الذي يفرض نفسه: هل نحتفل لنفرح، أم لنثبت للآخرين أننا نستطيع؟ الإجابة تكشف مدى ابتعادنا عن روح العيد، وتدق ناقوس الخطر قبل أن يتحول عيدنا إلى مجرد مهرجان استهلاكي بلا معنى.



عندما تبسط التكنولوجيا حياتنا.. هل نصبح أكثر كسلًا أم أكثر غباءً؟



هيئة التحرير

للبشرية هذه العادة الغريبة : في كل مرة تخترع فيها أداة لتصبح أكثر ذكاءً.. تنجح أيضاً، في طريقها، بأن تصبح أكثر كسلًا قليلاً.

اخترعوا الآلة الحاسبة، والنتيجة : اليوم، اطلب من أحدهم حاصل ضرب 7 في 8 بدون هاتف.. وستظهر على وجهه تلك التعبيرة الخاصة جداً، تعبيرة جهاز كمبيوتر يعيد التشغيل.

اخترعوا برنامج وورد (Word). في السابق، كنا نكتب الرسائل بإملاء تقريبي لكنه شجاع. اليوم، بمجرد أن يختفي المصحح التلقائي، تصبح أبسط جملة حقل ألغام. نتردد في كل شيء: الهمزات، القواعد.. وحتى في كلمة "مرحبًا".

اخترعوا نظام تحديد المواقع (GPS). قديماً، كنا نسأل عن الطريق، نراقب النجوم، ونراقب الجبال. اليوم، إذا نفدت بطارية الهاتف، تبدو الحضارة بأكملها تائهة في منتصف موقف السيارات.

اخترعوا الهاتف الذكي. قبل ذلك، كنا نحفظ الأرقام المهمة عن ظهر قلب؛ رقم الوالدين، الأصدقاء، وحتى الجيران أحياناً. اليوم، إذا اختفى هاتفي، لست متأكداً حتى من قدرتي على الاتصال بزوجتي. وهو ما قد يراه بعض الأزواج، في نهاية المطاف، تكنولوجيا مفيدة جداً.

اخترعوا شبكات التواصل الاجتماعي. قبلها، لكي نعرف ما يفعله الناس، كان علينا الاتصال بهم أو لقاؤهم. اليوم، نعرف ماذا أفطر شخص ما في طوكيو، ونعرف النادي الرياضي لشخص غريب في دبي، ورأي خال أحد الأصدقاء في السياسة.. لكننا لا نعرف حتى الآن كيف حال جارنا في الشقة المجاورة.

ثم اخترعوا ChatGPT.

وهنا وصلنا إلى القمة؛ لا داعي للتفكير، لا داعي للكتابة، ولا داعي للبحث. تطرح سؤالاً، فترد الآلة. أحياناً بشكل جيد جداً، وأحياناً بسرعة كبيرة، وأحياناً حتى قبل أن نفهم نحن تماماً ما كنا نريد السؤال عنه.

لكن البشرية لن تتوقف هنا.

قريباً، سيخترعون روبوتاً يمارس الرياضة بدلاً منك. ستكون جالساً بهدوء على الأريكة بينما يقوم الروبوت بتمارين الضغط والقرفصاء ويركض عشرة كيلومترات على جهاز المشي لأجلك. وفي النهاية، سيرسل لك التطبيق تنبيهاً : "تهانينا، لقد حرقت 500 سعرة حرارية اليوم".

وفي العمق، ليست هذه هي القضية الحقيقية.

لأن الآلة الحاسبة لا تمنع من التفكير، ووورد لا يمنع من الكتابة، وGPS لا يمنع من مراقبة العالم من حولك، والذكاء الاصطناعي لا يمنع من امتلاك الأفكار.

هي ببساطة تكشف حقيقة بشرية قديمة: الأدوات لا تعوض الذكاء أبداً.. هي تعوض "الجهد" بشكل أساسي. والجهد، دعونا نعترف بذلك، تحاول البشرية أتمتته منذ فجر التاريخ.

الاختراع القادم؟ تطبيق يفكر بدلاً منا.. لكنه يهنئنا رغم ذلك على الفكرة.

سلسلة "العبرة من أجل المستقبل"



بقلم: **عادل بن حمزة**

يجب إيقاف هذا الإجرام في حق الدين والأسرة والمرأة والرجل والشباب والقيم. ضد الوطن ككل

لا أبالغ إذا قلت هناك مؤامرة ضد الوطن وإمارة المؤمنين من باب الفن وغيره... واشك أن هناك منظمة خفية تعد المهتمين وتوجه الإنتاجات الفنية إلى هذا المقص!!!

فبأموال الدولة يُحارَب أساس الدولة وثوابت المملكة الشريفة ومستقبلها.

وهذا نموذج من مقاطع كثيرة في كل حلقة من المسلسلات التافهة والفارغة والمكررة في مضامينها وأشخاصها... مقاطع نشرتها صفحات متعددة واستنكرها الجميع، حتى وصل الاستنكار إلى الجماهير الرياضية.

مسلسلات لا تصنع متعة فنية راقية، ولا تدافع عن قضية أو مصلحة وطنية، ولا تنشر قيمة بانية، ولا ترسخ هوية، ولا تقوي علاقات المجتمع...

بل تنشر الشك والتوتر والصراع والخيانة والكلام الفارغ، وتهين الرجل وتشكك فيه وتحرض عليه، وتهين المرأة وتنفرها من الأسرة والمجتمع والرجل والأبناء، وتُبيّن الأبناء والبنات مجرد تكاليف ومشاكل ومعاناة...

بل وصل الأمر في إحداها إلى الاستهزاء بالمدرس واحتقاره...
ووصل الأمر في أخرى إلى التحذير والتنقيص من الأصهار وخاصة والدي الزوج والزوجة.

مسلسلات تقدم المجتمع والأسرة والحي والشركة والمؤسسة ... فضاءً للغش والخديعة والنصب والكسل والخيانة والمؤامرة، وكأن الوطن أصبح كله شراً وخطراً وصراعاً...

حتى النصائح والأمثلة التي توارثناها وننتفع بها يستهزئون منها. آخرها: "الفياق بكري بالذهب مشري" بأسلوب وقح وقبيح ومهين للثقافة الشعبية الأصيلة.

يا أيها المسؤولون، اتقوا الله في الوطن وقيمه وأسرته وماله.



By Lodj

فـــولـــو علـــيـــك الخبـــر علينـــا...

تابعونا لتغطية إخبارية موثوقة ومستمرة.



lodjmarocofficiel

الأمن والاستقرار ركيزتان للمغرب الصاعد: باليقظة والإصلاح



بقلم: **عزيز رباح**

في عالم تتزايد فيه التوترات الأمنية والاضطرابات السياسية في عدد من مناطق العالم، تبرز قيمة الأمن والاستقرار كشرط أساس لازدهار المجتمعات وتقدم الحضارات. فالتاريخ يؤكد أن العمران لا يقوم إلا في ظل الطمأنينة، وأن التنمية لا تزدهر إلا حين تتوفر بيئة مستقرة.

وفي هذا السياق، تبرز المملكة المغربية كنموذج متميز في محيطها الإقليمي، حيث استطاعت خلال العقود الأخيرة أن تعزز مكانتها كواحدة من أكثر البلدان أمانًا واستقرارًا في القارة الإفريقية.

ولم يكن هذا التموقع وليد الصدفة، بل هو نتيجة مسار متراكم من بناء المؤسسات، وترسيخ الاستقرار، وتحديث المنظومة الأمنية، وتواتر برامج الإصلاح رغم المعيقات والنواقص.

فقد أظهرت تقارير دولية حديثة أن المغرب يحتل مراتب متقدمة ضمن الدول الأكثر أمانًا في إفريقيا، كما يحافظ على موقع متقدم على الصعيد العالمي. ووفقًا لتصنيف منصة HelloSafe لعام 2026، جاء المغرب في المرتبة الثانية والأربعين عالميًا بنحو 73 نقطة من أصل 100، وهو ترتيب يعكس توازنًا بين الأمن العام والاستقرار السياسي والأمن السيبراني.

كما تؤكد تقارير مرجعية، من بينها مؤشر السلام العالمي، أن المغرب يحافظ على موقع متقدم نسبيًا في محيط إقليمي مضطرب، حيث احتل المرتبة 85 عالميًا سنة 2025، مع تموقعه ضمن العشر الأوائل إفريقيًا. وتكتسي هذه المعطيات أهمية خاصة في ظل سياق دولي يشهد تراجعًا عامًا في مؤشرات السلام وارتفاعًا في النزاعات المسلحة، مما يعزز قيمة الاستقرار الذي تنعم به المملكة.

ويعد الاستقرار السياسي والمؤسساتي من أبرز العوامل المفسرة لهذا التموقع. فالمملكة تتميز بمؤسسات راسخة وتقاليد عريقة في تدبير الشأن العام، مما مكنها من الحفاظ على توازنها الداخلي وفي علاقاتها الخارجية رغم التحولات الدولية المتسارعة.
كما طوّر المغرب منظومة أمنية حديثة تقوم على الاحترافية والتنسيق، مع إدماج التقنيات المتقدمة في الوقاية من الجريمة وتحليل المخاطر، وهو ما ساهم في تعزيز الإحساس بالأمان لدى المواطنين والزوار. وجعل المدن الكبرى من أفضل المدن أمنا وتطورا وخاصة تلك التي هي أكثر كثافة سكانية وأكثر جاذبية للاستثمار والسياحة.

ولم يقتصر أثر هذا الاستقرار على الجانب الأمني، بل امتد ليشمل جاذبية الاقتصاد الوطني، حيث صنّفت مؤسسة Allianz Trade المغرب ضمن أكثر البلدان أمانًا للاستثمار في إفريقيا، وهو ما يعزز تنافسيته وقدرته على استقطاب الاستثمارات الدولية، ويقوي موقعه التفاوضي في الشراكات الاقتصادية.

هكذا يظل الأمن والاستقرار أحد الأعمدة الأساسية لمسار المغرب الصاعد، في توازن واعٍ بين التمسك بالثوابت والانفتاح على الحداثة.
غير أن استدامة هذا النموذج تظل رهينة بمواصلة الجهود وتعزيز اليقظة، مؤسساتيًا ومجتمعيًا، لمواجهة مختلف التحديات، وترسيخ جبهة داخلية متماسكة وواعية.

كما أن هذا المسار يقتضي استمرار الإصلاح بمختلف أبعاده، لأن الاستقرار والإصلاح متلازمان؛ فلا استقرار بدون إصلاح، ولا إصلاح بدون استقرار، وكلاهما في خدمة الإنسان والعمران.
وفي زمن تتسارع فيه التحولات وتتعقد فيه التحديات، لا يُقاس تميز الدول فقط بما تحققه من نمو، بل بقدرتها على صون أمنها وتعزيز استقرارها. والمغرب، وهو يمضي بثبات نحو المستقبل، يدرك أن هذا الرصيد مسؤولية جماعية متجددة.

إن مغرب الحضارة ماضٍ بثقة نحو ترسيخ نموذجه المتين والمتوازن، قوامه الأمن والاستقرار، وعماده الإصلاح والعدالة، وهدفه الإنسان وكرامته. وبهذا التلازم تُصان الأوطان وتُبنى الحضارات، ويُصنع مستقبل أكثر إزدهارا في عالم مهدد بكل الأخطار والتوترات والأزمات.

نسأل الله لبلادنا دوام نعمة الأمن والاستقرار.

فالسعودية لا تفكر فقط بوصفها دولة سنية في مواجهة إيران الشيعية، بل كقوة إقليمية معرضة للتهديد وتعتمد على بنية تحتية حساسة وعلى استقرار داخلي وجاذبية اقتصادية دولية. وينطبق الأمر ذاته على الإمارات وقطر. فعندما تتطاير الصواريخ، تصبح المصافي النفطية والموانئ الجوية ومحطات التحلية أكثر أهمية من الشعارات.

يبقى السؤال المحوري : هل يرتبط مسار التطبيع بين السعودية وإسرائيل أساسًا بملف إيران أم بالقضية الفلسطينية؟ رسميًا، الموقف السعودي واضح : لا علاقات دبلوماسية مع إسرائيل دون قيام دولة فلسطينية، أو على الأقل دون مسار سياسي موثوق يقود إلى ذلك. وقد نقلت رويترز هذا الموقف مرارًا، بما في ذلك ردًا على تصريحات ترامب وبنيامين نتنياهو. لذلك سيكون من غير الدقيق القول إن السعودية استبدلت الشرط الفلسطيني بشرط إيراني.

لكن من الخطأ أيضًا اعتبار هذا الموقف العلني الحقيقة الاستراتيجية الوحيدة. ففي الحسابات الواقعية، يظل الملف الإيراني عنصرًا حاسمًا في المعادلة. فإيران أضعف، وضمانات أمنية أمريكية أقوى، وبيئة إقليمية أكثر انضباطًا تحت المظلة الأمريكية، كلها عوامل من شأنها أن تغير سياق النقاش حول التطبيع. بمعنى آخر، تبقى فلسطين الشرط الرسمي، بينما يشكل الملف الإيراني متغيرًا حاسمًا في خلفية المشهد. الأمر ليس صفقة سرية بقدر ما هو تراكم لمصالح ضمنية متقاطعة.

وعليه، فإن التفسير الأكثر تماسكًا لا يقوم على فرضية "صفقة سرية" واضحة المعالم، بل على معادلة أكثر تعقيدًا وربما أكثر إثارة للقلق، ترامب يسعى إلى تحويل المظلة العسكرية الأمريكية إلى استثمارات وصفقات سلاح ونفوذ سياسي، وإسرائيل تحاول جعل المواجهة مع إيران المبدأ المنظم للنظام الإقليمي الجديد، أما ملكيات الخليج فتأمل في الاستفادة من هذا الترتيب لتخفيف الضغط الإيراني عنها، دون الانزلاق إلى حرب مفتوحة لا يمكن التحكم في نتائجها.

كل طرف يتحرك وفق مصالحه الخاصة، وهذه الاختلافات في الأهداف هي بالضبط ما يجعل الوضع هشًّا وغير مستقر، لهذا السبب، قد لا تكون عبارة "ماذا لو أنني لم أفهم شيئًا؟" خاطئة تمامًا. فهي تلامس ربما جوهر اللحظة الراهنة: هناك بالفعل محاولة لإعادة تنظيم الشرق الأوسط حول محور أمني مناهض لإيران، تموله ملكيات الخليج، وتضمنه الولايات المتحدة، وتراه إسرائيل ضرورة استراتيجية.

غير أن الدقة تقتضي التأكيد على أن هذه المعادلة لا تلغي القضية الفلسطينية بالكامل، كما أنها لا تتجسد في اتفاق واحد سري وقع خلف الأبواب المغلقة، إنها عملية أكثر ضبابية، وأكثر براغماتية، وربما أكثر قسوة : تقاطع مصالح دون تحالف معلن بالكامل. وغالبًا ما تبدأ التحولات الكبرى في الجغرافيا السياسية بهذه الطريقة تحديدًا



الحرب على إيران : ماذا لو أنني لم أفهم شيئًا؟

وماذا لو لم يكن الدافع الحقيقي هو الأخلاق ولا فلسطين، بل إعادة هندسة نظام إقليمي جديد؟



بقلم
عدنان بنشقرون

خلف الضربات العسكرية والتهديدات والتصريحات الحازمة، تبرز قراءة أخرى للمشهد. قراءة تفترض وجود تسلسل استراتيجي تحاول من خلاله واشنطن تحويل مظلتها الأمنية إلى مكاسب سياسية واقتصادية، بينما تسعى إسرائيل إلى إزالة ما تعتبره تهديدًا وجوديًا، في حين تفضل بعض الملكيات السنية احتواء إيران دون أن تتحمل الكلفة المباشرة لحرب شاملة. قد لا تفسر هذه الفرضية كل شيء، لكنها تضيء الكثير من جوانب المشهد.

في جوهر الأمر، لا يتعلق السؤال بما إذا كنا أمام "مؤامرة سرية" محكمة التخطيط. السؤال الأكثر إرباكًا ببساطة هو : هل توجد تقاطعات فعلية في المصالح بين دونالد ترامب وإسرائيل وعدد من ملكيات الخليج لإعادة تشكيل المنطقة على أساس إضعاف إيران بشكل دائم؟ حتى الآن، لا تسمح الوقائع المتاحة بالحديث عن اتفاق سري من نوع "التطبيع مقابل تدمير الهلال الشيعي". غير أنها تكشف بوضوح عن شبكة من المصالح المتقاطعة اقتصادياً وعسكرياً وجيوسياسياً.

العنصر الأول في هذه المعادلة هو ترامب نفسه. خلال ولايته الأولى، جعل من اتفاقيات أبراهام إنجازًا دبلوماسيًا رئيسيًا. ومع عودته إلى البيت الأبيض، كانت أولى زياراته الدولية الكبرى موجهة نحو الخليج، حيث أعلن بوضوح أولوياته : استثمارات ضخمة في الولايات المتحدة، عقود تجارية، اتفاقيات دفاعية، وإعادة تأكيد التحالف الاستراتيجي مع السعودية وقطر والإمارات.
وقد تحدثت الإدارة الأمريكية عن التزامات اقتصادية إقليمية تتجاوز ألفي مليار دولار، من بينها 600 مليار دولار مع الرياض، و1.2 تريليون دولار في التبادلات الاقتصادية مع قطر، وأكثر من 200 مليار دولار في اتفاقيات جديدة مع الإمارات.

العنصر الثاني يتعلق بإسرائيل. بالنسبة للدولة العبرية، لا تمثل إيران مجرد ملف من بين ملفات أخرى، بل تعتبر التهديد البنيوي المركزي : برنامج نووي، قدرات صاروخية، وشبكات حلفاء في المنطقة توفر لها عمقًا استراتيجيًا معاديًا.
في هذا السياق، تُعد أي إعادة ترتيب إقليمي تعزل طهران أو تضعف نفوذها مكسبًا استراتيجيًا كبيرًا في نظر صناع القرار في تل أبيب.

وقد أفادت وكالة رويترز في 24 مارس 2026 بأن مسؤولين إسرائيليين كبارًا يرون أن ترامب يبدو مصممًا على التوصل إلى اتفاق مع إيران لإنهاء الأعمال العدائية، رغم أن نجاح مثل هذا المسار لا يزال محل شك في إسرائيل. هذا التباين يكشف معضلة واشنطن الدائمة بين منطق الصفقات البراغماتية ومنطق الأمن الإسرائيلي.
أما العنصر الثالث فيتمثل في ملكيات الخليج السنية. هنا تبدو الصورة أكثر تعقيدًا. صحيح أن السعودية ودولاً خليجية أخرى تنظر إلى إيران باعتبارها تهديدًا استراتيجيًا. وصحيح أيضًا أن احتواء ما يسمى بـ"الهلال الشيعي" يخدم مصالحها الأمنية. كما أن تقاطع المصالح مع إسرائيل ضد التمدد الإيراني في المنطقة أمر قائم في بعض الملفات.

لكن هذا لا يعني بالضرورة أن هذه الدول ترغب في حرب شاملة تخوضها الولايات المتحدة نيابة عنها. فقد أظهرت تقارير رويترز في الأيام الأخيرة أن دول الخليج حذرت واشنطن من أن أي تصعيد عسكري ضد البنية التحتية الإيرانية قد يدفع طهران إلى ردود انتقامية تستهدف منشآتها الحيوية، خصوصًا منشآت الطاقة ومحطات تحلية المياه. بعبارة أخرى: احتواء إيران نعم، لكن دون الانجرار إلى مواجهة قد تحرق الجميع.

وهنا تحديدًا تصبح القراءة الطائفية البسيطة، القائمة على ثنائية "سنة مقابل شيعة"، غير كافية لفهم الواقع. فمع أن البعد الطائفي حاضر في المخيال السياسي للمنطقة، فإن الدول تتصرف أولاً وفق منطق البقاء وتوازن القوة وحساب الكلفة.

الانتفاضة الصناعية : Baykar والطائرات دون طيار والمقاتلات الشبح

مع وصول أردوغان للسلطة في أوائل الألفينات، تطورت الاستراتيجية: لم تعد التراخيص كافية، بل جاء التركيز على تطوير محلي ممول بكثافة من الوكالة الوطنية للصناعة الدفاعية. شُجعت الشركات التركية العامة والخاصة على التعاون مع الجامعات ومراكز البحث لتطوير منتجات تركية بالكامل قابلة للتصدير. وحقق الرهان نجاحًا مذهلًا: ارتفعت صادرات الأسلحة من 248 مليون دولار عام 2002 إلى 9,87 مليار دولار عام 2025. وبلغت نسبة الاكتفاء الذاتي 80٪ في 2024. وانضمت شركة Baykar المتخصصة في الطائرات دون طيار، إلى قائمة SIPRI لأكبر 100 شركة دفاعية في العالم.

هذه المسيرة تجعل تركيا مصدر قلق لإسرائيل. قال رئيس الوزراء الإسرائيلي السابق نفتالي بينيت بلا مواربة: «تركيا هي إيران الجديدة». ونشر المحلل في American Enterprise Institute، مايكل روبين، خلال الأيام الأولى للحرب الأمريكية الإسرائيلية ضد إيران، تغريدة بالتركية على X يتساءل فيها: هل ستصبح أنقرة في 2036 كما طهران في 2026؟ هذه الخطاب ليس بريئًا — إنه يهيئ الرأي العام الدولي لمواجهة محتملة مع تركيا.

ورد أردوغان بوضوح: «إذا كان لدى إسرائيل قبة حديدية، فتركيا ستبني قبة فولاذية». استعارة واضحة لتطوير أنظمة دفاع جوي مستقلة.

نشرت الأكاديمية الوطنية للاستخبارات التركية دراسة بعنوان "حرب الـ12 يومًا: دروس لتركيا" تحلل صراع إيران-إسرائيل يونيو 2025. أبرز الاستنتاجات : أهمية التحالفات الموثوقة، حماية النخبة العسكرية والمدنية منذ البداية، الأنظمة المبكرة للإنذار والملاجئ لتقليل الخسائر المدنية، وأهمية الاستخبارات السيبرانية والفضائية والإلكترونية كأساس لأي سيادة دفاعية. وخلص وزير الخارجية التركي: إذا لم تتقن قوة ما الاستخبارات الفضائية والسيبرانية والحرب الإلكترونية والدفاع الجوي، «فليس لها مكان في مواجهة إسرائيل أو أمريكا».

بالنسبة للمغرب، الذي نوّع بدوره موردي الأسلحة بما في ذلك الطائرات التركية Bayraktar، وتوازن بين تحالفات إقليمية معقدة، تُعد التجربة التركية أكثر من مجرد دراسة حالة جيوسياسية؛ إنها مرآة. فالاعتماد على مزود واحد للأسلحة هو أداة تستخدمها القوى الكبرى متى ما خدمت مصالحها. استغرق بناء بديل موثوق خمسين عامًا، ويعلمنا التاريخ أن السيادة لا تُفرض بل تُبنى قطعة قطعة، عقدًا عقدًا، وتكنولوجيا بتكنولوجيا، وأن ثمن الاعتماد يظهر دائمًا في أسوأ الأوقات الممكنة



بعد إيران، هل أصبحت تركيا الهدف الاستراتيجي المقبل لإسرائيل؟

في يونيو 1964، أرسل الرئيس الأمريكي ليندون جونسون رسالة إلى رئيس الوزراء التركي إسميت إينونو. هذا الوثيق القصير أثار زلزالًا سياسيًا ما زالت ارتداداته محسوسة حتى اليوم. أبلغ جونسون أنقرة بأنه إذا تدخلت تركيا عسكريًا في قبرص مستخدمة معدات أمريكية — وهو حقها القانوني — فقد تختار الناتو عدم الدفاع عنها في حال تعرضها لهجوم سوفيتي. شعر إينونو بالذهول، وأعلن لمجلس وزرائه : «لقد تحالف أصدقاؤنا وأعداؤنا ضدنا». بعد ستين عامًا، تفسر هذه الرسالة سبب تصدير الصناعة الدفاعية التركية ما قيمته 9,87 مليار دولار سنويًا، وسبب القلق الإسرائيلي الجدي حيال ذلك.

حرب الـ12 يومًا : الدروس العسكرية التركية

كانت تركيا بعد الحرب شريكًا ثمينًا للولايات المتحدة، وكان كل طرف على دراية بذلك. تسيطر أنقرة على مضائق البوسفور والدردنيل — الوحيدة التي تتيح الوصول البحري إلى البحر الأسود، حيث نشرت الاتحاد السوفيتي ثلث أسطوله. دعمت واشنطن هذا التحالف بشكل كبير: بين 1947 و1973، تجاوزت المساعدات الأمريكية لتركيا 6,7 مليار دولار، منها 3,7 مليارات كمساعدات عسكرية. أصبح الجيش التركي شبه معتمد كليًا على المعدات الأمريكية، اعتماد لم يُشكك فيه أحد في أنقرة — حتى دخلت قبرص المعادلة.

كانت قبرص نقطة توتر تاريخية بين الأغلبية اليونانية-قبرصية والأقلية التركية-قبرصية. وعندما ألغى الرئيس القبرصي ماكاريوس الثالث بشكل أحادي اتفاقيات لندن وزيورخ عام 1964 — التي كانت تكفل حقوق الأتراك في الجزيرة — هددت أنقرة بالتدخل عسكريًا وفق حقوقها كقوة ضامنة. هنا وصلت رسالة جونسون. لم ترفض واشنطن الدعم فقط، بل شككت في تضامن الناتو. بالنسبة لتركيا التي استضافت 25 قاعدة أمريكية وأرسلت جنودها للموت في كوريا جنبًا إلى جنب مع الأمريكيين، كان ذلك خيانة. تراجعت تركيا حينها، لكنها لم تنس.

بعد عشر سنوات، جاء حساب هذا الاعتماد. عقب التدخل العسكري التركي في قبرص يوليو 1974 — هذه المرة فعليًا — صوّت الكونغرس الأمريكي على حظر كامل لبيع الأسلحة لأنقرة، بما في ذلك قطع الغيار. وكان التوقيت مدمرًا: الجيش التركي في خضم العملية وكان بحاجة إلى صيانة. خلال أشهر، علّقت نصف الطائرات العسكرية التركية على الأرض. من بين 39 طائرة مقاتلة F-4 فانتوم، لم تبقَ سوى 16 صالحة للعمل. كان على تركيا دفع أقساط واحتجاز طائرات لم توفّرها لها الولايات المتحدة. توسّل رئيس الوزراء التركي ديميريل شخصيًا للرئيس فورد في بروكسل: «عرضنا أنفسنا كهدف سوفيتي لكم. استقبلناكم في أراضينا. لماذا تفعلون هذا؟» تعاطف فورد لكنه لم يفعل شيئًا.

كان الرد التركي فوريًا ومنهجيًا. في 1975، أغلقت أنقرة الـ25 قاعدة الأمريكية على أراضيها — ضربة قاسية لـCIA التي فقدت أصولًا قيّمة لمراقبة الجيش السوفيتي. في الوقت نفسه، أطلقت الحكومة التركية أولى المؤسسات الوطنية للدفاع: أسلسان عام 1975 للإلكترونيات العسكرية، ثم روكتسان للصواريخ، وعدة هياكل أخرى. وشارك الشعب التركي ماليًا في هذا الجهد متأثرًا بالإذلال. تم رفع الحظر في 1978، لكن تركيا استمرت في مسارها.

1980 : استراتيجية الاستقلال العسكري

خلال ثمانينات القرن الماضي، صقلت أنقرة استراتيجيتها : بدل شراء الأسلحة فقط، تفاوضت على عقود إنتاج بموجب تراخيص ونقل تكنولوجيا. الشراكة مع جنرال داينامكس وجنرال إليكتريك لتجميع F-16 في تركيا ابتداءً من 1984 مثال على هذا النهج. قدمت الشركات الغربية التكنولوجيا، بينما وفّر المستثمرون الأتراك رأس المال. سمح هذا النموذج لتركيا ببناء خبرة تدريجية في المقاتلات، والدبابات، وأنظمة الرادار، والحرب الإلكترونية — مع الحفاظ على مشاركة الأمريكيين. كانت هذه مهارة دبلوماسية تخفي استراتيجية تحرر متعمدة، إذ فهم الأتراك حدود النظام: الشركاء الأجانب نادرًا ما يشاركون الشيفرة المصدرية أو التكنولوجيا الحساسة فعليًا. جُمعت الطائرات F-16 لعقود دون الوصول إلى مكتبة تهديداتها.



بقلم **محمد آيت بلحسن**

ومن بين هذه الاقتصادات، تبدو أوروبا الأكثر عرضة للصدمات. فهي تعاني أصلًا هشاشة في مجال الطاقة بعد سنوات من الاضطرابات التضخمية، كما أن بعض توازناتها السياسية الداخلية لا تزال هشة. في مثل هذا السياق، قد يرى ترامب أن رفض الأوروبيين الانخراط في الاستراتيجية الأمريكية ليس بلا ثمن. فبدل أن يدفعوا الكلفة في ساحة المعركة، قد يجدون أنفسهم يدفعونها عبر الفاتورة الاقتصادية.

ويزداد هذا السيناريو واقعية لأنه يتقاطع أيضًا مع القيود الداخلية في الولايات المتحدة. فترامب يدرك أن ارتفاع أسعار الوقود بشكل حاد يمكن أن يرتد عليه سياسيًا في الداخل الأمريكي. لذلك يحتاج إلى الحفاظ على توازن دقيق: قدر من الضغط يسمح له بفرض شروطه على الحلفاء، لكن دون التسبب في ارتفاع مفرط للأسعار قد ينعكس سلبًا على الناخب الأمريكي.

وهنا تظهر مفارقة اللحظة. فالبيت الأبيض قد يسعى إلى استغلال هشاشة أوروبا الطاقية، وفي الوقت نفسه يحاول الحد من التأثير على الاقتصاد الأمريكي. فالجيوسياسة الصلبة تصطدم هنا بواقع بسيط لكنه حاسم: سعر الوقود في محطات البنزين.

لذلك قد يكون من المبالغة الحديث عن مؤامرة معادية لأوروبا. هذا التوصيف يبسط الأمور أكثر مما ينبغي. الأدق ربما هو الحديث عن تقاسم للأعباء بطريقة أكثر قسوة. فترامب قد لا يقول للأوروبيين "أنا أعاقبكم"، بل قد يكتفي بالقول : لقد اخترتم مستوى التزامكم، وهذه هي كلفته الحقيقية. إنها طريقة لتحويل التضامن الأطلسي من خطاب مثالي إلى منطق أكثر واقعية، وربما أكثر صراحة. لم تعد الولايات المتحدة مستعدة لضمان نظام دولي يستفيد منه الآخرون دون مقابل؛ إنها تقدم الفاتورة.

بالنسبة لأوروبا، يكمن الخطر في هذا الموقع الوسيط تحديدًا. فالتحدي لا يقتصر على خطر الحرب نفسها، بل على احتمال البقاء في منطقة رمادية : قريبة جدًا من واشنطن لتكون محايدة، وحذرة جدًا لتكون منخرطة بالكامل، لكنها مكشوفة بما يكفي لتحمل الكلفة دون أن تمتلك القرار. في مثل هذا الوضع لا يُكتسب نفوذ استراتيجي، ولا يتحقق استقرار اقتصادي.

في النهاية، قد لا يكون السيناريو المطروح سيناريو انتقام بقدر ما هو شكل من "التعليم عبر الصدمة". فترامب قد يسعى إلى تذكير الأوروبيين بأن الامتناع في الجغرافيا السياسية لا يعني دائمًا الإفلات من النتائج. فحتى عندما يختار طرف ما عدم المشاركة في المعركة، قد يجد نفسه في نهاية المطاف مطالبًا بدفع فاتورتها. وفي العالم الذي يتشكل اليوم، تُكتب هذه الفاتورة أكثر فأكثر بلغة الطاقة: براميل النفط، وشحنات الغاز الطبيعي المسال، وأقساط التأمين البحري، ونقاط التضخم



بقلم : عدنان بنشقرون

ماذا لو كان ترامب

يجعل أوروبا تدفع الثمن بطريقة أخرى؟

لم تعد الولايات المتحدة مستعدة لضمان نظام دولي يستفيد منه الآخرون مجانًا؛ فهي اليوم تميل إلى تقديم الفاتورة.

الانتخابات، الأحزاب السياسية والديمقراطية المغربية

في المغرب، تبرز بعض الأفكار السياسية بشكل منهجي مع اقتراب الانتخابات التشريعية (23 سبتمبر 2026) كاستعارات جذابة؛ فهي تضرب الخيال، وتلخص إحباطاً جماعياً، وتعطي انطباعاً بتشخيص لبيب. إن فكرة "ديمقراطية النتائج"، التي عادت مؤخراً إلى طاولة النقاش العام، تنتمي بوضوح إلى هذه الفئة. فهي تنطلق من ملاحظة يتقاسمها الكثيرون : البلاد تتقدم بسرعة في مشاريعها الكبرى، لكنها تظل أحياناً بطيئة بشكل يبعث على اليأس في الحياة اليومية للمواطن.



ماذا لو أن دونالد ترامب لم يسعَ إلى معاقبة أوروبا، بل أراد فقط أن يضع أمامها فاتورة خيار استراتيجي اتخذته؟ قد يبدو السؤال قاسيًا، وربما مبالغًا فيه، لكنه يستحق الطرح. فخلال الأيام الأخيرة، برزت فرضية مفادها أن تردد عدد من العواصم الأوروبية في الانضمام الكامل إلى التحالف الذي تسعى واشنطن إلى تشكيله في سياق التصعيد المرتبط بإيران، قد دفع البيت الأبيض إلى السماح بتصاعد ضغط غير مباشر على الجبهة الطاقية.

الهدف، وفق هذه القراءة، ليس الانتقام من الأوروبيين بقدر ما هو تذكيرهم بقاعدة بسيطة في منطق ترامب : لا يمكن طلب الحماية الأمريكية ورفض المخاطر العسكرية، وفي الوقت نفسه توقع الإفلات من الكلفة. وفي هذه المنطقة الرمادية، بين دبلوماسية الأزمات والحسابات الانتخابية وموازين القوة الاقتصادية، قد يتشكل أحد السيناريوهات الأكثر واقعية في اللحظة الراهنة.

ربما ينبغي التوقف عن قراءة دونالد ترامب وفق قواعد الدبلوماسية التقليدية. فاستراتيجيته لا تقوم دائمًا على أيديولوجيا واضحة أو عقيدة سياسية ثابتة. غالبًا ما تتخذ طابعًا صفقاتيًا، مباشرًا، وأحيانًا شبه محاسبي. وفي الملف شديد الحساسية المرتبط بالحرب حول إيران، قد لا يكون التفسير الأقرب هو معاقبة الأوروبيين عمدًا. التفسير الأكثر بساطة وربما الأكثر إثارة للقلق هو كالتالي : إذا رفضت أوروبا تحمل المخاطر العسكرية، فعليها أن تتحمل الكلفة الاقتصادية والطاقية والسياسية.

هنا يتشكل سيناريو يبدو منطقيًا. فواشنطن ربما لم تسعَ إلى "إجبار" أوروبا على الدفع بدافع الانتقام كما لو كانت تعاقب حليفًا متمردًا. المنطق أقرب إلى الأسلوب الترامبي في إدارة العلاقات. تقوم الفكرة على صفقة ضمنية : تتولى الولايات المتحدة المبادرة الاستراتيجية، وتدفع إسرائيل نحو التصعيد، لكن إذا رفض الأوروبيون الانضمام إلى التحالف أو زيادة مستوى انخراطهم، فلن يكون بإمكانهم توقع الحماية من تداعيات الصدمة المرتبطة بأسعار النفط والغاز وسلاسل الإمداد وموجات التضخم. بمعنى أوضح : إن لم ترغبوا في القتال، فستدفعون الثمن بطريقة أخرى.

تكتسب هذه القراءة وزنها لأنها تتوافق مع سمة ثابتة في نهج ترامب. فهو لا يتصرف كحارس متجرد للنظام الغربي، بل كمفاوض قوة يبحث عن المقابل في كل تحالف. كل حماية لها ثمن، وكل شراكة ينبغي أن تنتج مقابلًا، وكل رفض ينبغي أن يقابله ثمن. في هذا التصور، لا تُعامل أوروبا كشريك يجب مراعاته إلى ما لا نهاية، بل ككتلة من الدول الغنية التي تعتمد على أمن طرق التجارة البحرية واستقرار الخليج، لكنها غالبًا ما تتردد عندما يتعلق الأمر بالدخول في المواجهة العسكرية المباشرة.

في هذه المعادلة، لا يظل مضيق هرمز مجرد ممر بحري حيوي، بل يتحول إلى أداة ضغط سياسية. فمجرد التشكيك في أمن تدفقات الطاقة عبره كفيل بدفع الأسعار إلى الارتفاع وإرباك الأسواق وإضعاف الاقتصادات التي تعتمد على الاستيراد.

By Lodj

بوابتك

نحو أخر الأخبار







www.lodj.info

86 ماذا لو كان ترامب يجعل أوروبا تدفع الثمن بطريقة أخرى؟

84 بعد إيران، هل أصبحت تركيا الهدف الاستراتيجي المقبل لإسرائيل؟

82 الحرب على إيران: ماذا لو أنني لم أفهم شيئًا؟

80 سلسلة مغرب الحضارة: الأمن والاستقرار ركيزتان للمغرب الصاعد

79 ملابس جديدة وديون قديمة: العيد يتحول إلى عبء مالي

78 سلسلة العبرة من أجل المستقبل

77 عندما تبسط التكنولوجيا حياتنا: هل نصبح أكثر كسلًا أم أكثر غباءً؟

76 أمس الفاتيكان، كم يملك من الفيالق؟ واليوم إيران، كم تملك من

By Lodi

فريق النشر :
سارة البوفي - عائشة بوسكين - ياسين أيت حدو

تصميم ومونتاج :
عماد بن بورحيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma

كتاب الرأي

الرسالة ARRISSALA. SA
Imprimerie Arrissala

العدد: 24

26 03 26

كتاب الرأي

By Lodj

لوديجي بالعربية

بلاطفورم الشباب



ماذا لو كان ترامب يجعل أوروبا تدفع الثمن بطريقة أخرى؟

بعد إيران، هل أصبحت تركيا الهدف الاستراتيجي المقبل لإسرائيل؟

الحرب على إيران : ماذا لو أنني لم أفهم شيئًا؟

الأمن والاستقرار ركيزتان للمغرب الصاعد: باليقظة والإصلاح

نسخة غير تجارية

WWW.LODJ.MA

WWW.PRESSPLUS.MA